

**Le pilote américain
détenu en Syrie
a été remis
au pasteur Jackson**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; États-Unis, 66 c. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.600 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 45072 F
C.C.P. 4297 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'agitation s'étend en Tunisie

**Misère
et activisme**

Les « émeutes du pain » en Tunisie qui ont pris de court le gouvernement de M. Mohamed Mzali sont un phénomène de société et d'environnement. Ce n'est sans doute pas un hasard si elles ont éclaté principalement autour du Chott-el-Jerid, région désertifiée et semi-désertique de ce Sud trop longtemps négligé par rapport au Nord « utile » où se trouvent la plupart des industries et des terres riches, bénéficiant de ce fait des plus gros investissements depuis l'indépendance. Il est significatif aussi que les manifestations ne se soient pas limitées à des centres industriels comme Kasserine et Gafsa, où l'exploitation des phosphates relève de romans noirs à la Zola, mais se soient étendues à quatre palmeraies — Kebili, Douz, Souk-el-Ahad et Haouma — qui ont souffert de la mauvaise commercialisation d'une récolte de dattes pour une fois trop abondante.

Il faut dire à la décharge de M. Mzali que depuis sa nomination au poste de premier ministre, en 1980, il a entrepris de s'attaquer au déséquilibre régional, en cherchant notamment à désenclaver plusieurs zones. Mais c'est là une œuvre de longue haleine. En outre, alors que la situation économique avait été fort mauvaise en 1982, une certaine reprise a été enregistrée en 1983 : le taux de croissance est passé de 1,4 à 4,5 %, sans atteindre le 6 % fixé par le plan, et l'inflation a été officiellement limitée à 3,7 %.

Il n'en demeure pas moins que le pays a subi en 1983 les effets de la crise mondiale, de la hausse du dollar et de la sécheresse qui a affecté l'agriculture. Ces retombées s'ajoutent à la politique globale du pays, qui a favorisé depuis l'indépendance l'accroissement de la classe moyenne, certes, mais a permis aussi l'édification rapide de fortunes colossales étalées trop souvent avec ostentation et arrogance à côté de gigantesques bidonvilles et de zones rurales d'extrême pauvreté.

Mais, au-delà de ces constatations, nombre de questions se posent. Sans doute la région de Gafsa est-elle traditionnellement revendicatrice. Sans doute aussi la proximité de la Libye la rend-elle plus perméable à la fois à la propagande de Radio-Tripoli et aux infiltrations d'agitateurs formés dans les camps du colonel Kadhafi. Dans les milieux officiels, on relève que les émeutes ont commencé dès le jeudi 29 décembre, alors que l'augmentation du prix du pain n'a été effective que le dimanche 1^{er} janvier. On note aussi qu'elles se sont étendues d'une agglomération à une autre, comme si elles avaient suivi un « scénario en chaîne ». De là à y voir la main d'opposants entraînés en Libye ou celle des activistes islamiques, il n'y a qu'un pas.

Forcé est de constater cependant que toute opposition ne peut que profiter des erreurs ou des maladresses du pouvoir. M. Mzali peut faire valoir que le F.M.L. et la Banque mondiale l'ont pressé — à l'instar d'autres dirigeants — d'étendre la pratique de la « vérité des prix ». Il n'en demeure pas moins que c'est là une opération explosive dans les pays du tiers-monde — on l'a vu au Soudan en janvier 1977, à Casablanca en juin 1981, et on le voit à présent au Brésil — si elle n'est pas menée avec une extrême prudence. M. Mzali n'aurait-il pas dû venir d'abord en aide aux plus démunis — comme il l'a promis — avant de doubler le prix du pain ? Pour la première grande épreuve qu'il doit affronter depuis son arrivée au pouvoir, n'a-t-il pas joué l'apprenti sorcier ?

Misère et activisme

**Les émeutes
contre la hausse
du prix du pain
ont fait
de nombreuses victimes**

Après le Sud, l'agitation a gagné ce mardi 3 janvier Sfax et le centre de Tunis, où les forces de l'ordre s'efforcent de contenir des lycéens qui jettent des pierres contre les autobus, crient des slogans hostiles au gouvernement et défilent en proclamant leur solidarité avec les révoltés du Sud.

De notre correspondant

Tunis. — Le doublement du prix du pain et des autres produits céréaliers a été à l'origine des très violents incidents (nos dernières éditions du mardi 3 janvier) survenus du 29 décembre au 2 janvier dans le sud et le centre-ouest de la Tunisie, et qui se soldent, selon un communiqué officiel, par quatre morts et des dizaines de blessés.

Entre la volonté évidente des autorités de minimiser cette explosion et les rumeurs tendant inévitablement à l'exagérer, il est encore impossible d'en situer exactement l'ampleur et d'en dresser de façon précise un bilan, qui risque d'être plus lourd que ne le laissent penser les premières informations (1).

Lundi 2 janvier au soir, les milieux gouvernementaux assuraient que le calme était revenu. Mais, incontestablement, la tension demeure grande de Gafsa à Kasserine, en passant par Kebili, Gafsa et différentes localités. En plusieurs endroits, les manifestations ont revêtu une tournure dramatique : bâtiments publics mis à sac, magasins pillés, édifices et véhicules incendiés, barricades dans les rues et barrages sur les routes. Les forces de police et de la garde nationale (gendarmes) ont dû faire appel à plusieurs reprises à l'armée pour reprendre en main une situation qu'elles risquaient de ne plus maîtriser. MICHEL DEURÉ.

(Lire la suite page 3.)

(1) Selon l'A.F.P., citant « des sources indépendantes dignes de foi », le nombre de morts dépasserait la dizaine.

M. Barre accuse M. Mauroy d'« irresponsabilité »

**Selon l'ancien premier ministre
la publication du rapport sur ELF-Aquitaine
est « une grave erreur »**

De notre correspondant régional

Après la publication, le lundi 2 janvier, du rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des « avions reniflants » et la mise en cause par M. Mauroy de MM. Barre et Giacard d'Esting, notre correspondant régional a rencontré l'ancien premier ministre dans sa propriété de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Celui-ci accuse M. Mauroy d'« irresponsabilité ».

Saint-Jean-Cap-Ferrat. — Accusé, comme l'ancien président de la République, d'avoir, en quelque sorte, « expurgé » les archives de l'Etat, M. Barre nous a d'abord fait remarquer que le rapport confidentiel de la Cour des comptes, sans être sa propriété exclusive, lui était destiné « personnellement ». Le document n'était pas entré dans les archives officielles du secrétariat général du

gouvernement, puisque, précisément, l'affaire des « avions reniflants » n'avait été traitée que sous la seule autorité du premier ministre agissant en vertu de consignes données par le président de la République.

M. Barre indique encore que, à son départ de Matignon, trois exemplaires du rapport se trouvaient dans les coffres de la première présidence de la Cour des comptes. S'ils ont été ultérieurement détruits par M. Bernard Beck, l'ancien chef du gouvernement n'a pas à répondre d'une initiative dont l'intérêt est revendiqué seul le patronat.

GUY PORTE.

(Lire la suite page 6, ainsi que pages 6 et 9 les déclarations de M. Mauroy, l'analyse et les conclusions du rapport Giquel, ainsi que nos commentaires.)

L'Europe du libre-échange ou les époux séparés de biens

par PAUL FABRA

On comprend que, d'un point de vue purement pratique, l'événement soit quasiment passé inaperçu. Depuis le début de cette semaine, les derniers obstacles tarifaires qui subsistaient entre, d'une part, les dix pays membres de la C.E.E. (à l'exception de la Grèce, qui bénéficiera d'un régime d'exception jusqu'en 1985) et, d'autre part, les pays membres de la petite zone de libre-échange, à savoir la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Norvège, l'Islande et la Finlande (associée), sont supprimés.

Après les étapes de libération des échanges qui ont eu lieu au cours des dernières années entre les deux groupes de pays, ne restaient plus que quelques droits modiques (évalués entre 0,5 % et 2,7 %) frappant les produits de l'industrie du papier scandinave entrant dans les pays du Marché commun. A cela, il convenait encore d'ajouter quelques droits variant entre 1 % et 9 %, appliqués par la Norvège à certaines

importations de textiles et de vêtements en provenance des pays de la Communauté. Aussi l'abolition de ces différents tarifs n'aura guère d'effets sur la baisse des consommations.

Mais en ce qui concerne la signification qu'il convient d'attacher à l'œuvre d'unification européenne avant comme après le sommet d'Athènes, en ce qui concerne aussi la portée des engagements déjà pris et à prendre entre les différents pays européens, l'entrée en vigueur d'une vaste zone de libre-échange englobant la plupart d'entre eux constitue une date importante.

L'histoire de l'unification de l'Europe est relativement récente. On doit la faire remonter à l'année 1950, qui fut marquée par la création de la Communauté du charbon et de l'acier entre les six pays qui devaient, quelques années plus tard,

Des incidents perturbent la reprise du travail à Talbot-Poisay

La C.F.D.T. appelle à la poursuite de la grève

De nombreux incidents ont éclaté, mardi 3 janvier, à l'usine Talbot-Poisay entre grévistes et non-grévistes, perturbant la reprise du travail. La C.F.D.T. avait fait voter la grève en début de matinée par une assemblée de six cents à sept cents ouvriers, tandis que la C.G.T. avait appelé à des « rassemblements » pour « faire le point de la situation ».

La direction de P.S.A. a dénoncé l'action d'une « minorité de deux cent cinquante éléments excités, violents et irresponsables, escadés par la C.F.D.T. ».

Mardi, 7 heures du matin à Poisay : au milieu de la sourde hostilité des « blouses bleues » du B.5, défile le cortège sifflant et hurlant des grévistes. Bras croisés, mains dans les poches, rage au ventre ou

sourire goguenard aux lèvres, les ouvriers professionnels français non grévistes de ce bâtiment de tôle regardent passer la marée.

Certains ouvriers arabes font mine de travailler aussi. La persuasion se fait alors plus insistante. « Il faut leur expliquer, pas les empêcher de travailler », s'époumone au mégaphone M. Jean-Pierre Nodal, leader de la C.F.D.T. Bousculades, folles courses-poursuites à travers les machines sifflantes de sabots. Certains « mouchards » se laissent convaincre et rejoignent le cortège. D'autres, rudoysés, résistent.

Un coup de parapluie part : petite tâche rouge sur le front. Un non-gréviste furieux se saisit d'un marteau, vite arraché par des compagnons. Au moindre cri se précipite un flot d'appareils photos et de micros. Un militant C.F.D.T. s'épuise à canaliser la vague qui se répand dans les allées. La clé d'une chaîne de montage, saisie de haute lutte, est portée en triomphe. Silence soudain du monstre étouffé net.

Mais comme un foyer jamais éteint, le dialogue court aussi les allées. Répétées mille fois entendues, mille fois répétées, sanglotées presque de part et d'autre : « Les licenciements sont racistes. Seuls les Marocains sont licenciés. »

Ce n'est pas vrai, réplique un autre, voyez la proportion des rapports au chômage de l'usine. Il est vital qu'elle redémarre aujourd'hui. Sinon, la direction nous lock-out à partir de vendredi, et là, vous aurez dix-sept mille chômeurs.

Les bougonneurs, on leur donne trois briques pour partir. Mais nous, si on est licencié après le dépôt de bilan, on n'aura rien... dit, moins élégamment, un régisseur solitaire.

De chaque côté, pourtant, la même passion, le même désespoir, évident. Toute la matinée de mardi, le noyau dur des grévistes du B3 s'est ainsi efforcé de paralyser l'usine, parcourant les bâtiments l'un après l'autre avec des succès variables.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 26.)

LES MUSÉES D'ART MODERNE DU NORD

Le bel aujourd'hui

Les ressources des musées du Nord sont bien connues, le cabinet des dessins de Lille en particulier étant sans doute le plus riche de France après celui du Louvre. Et si la situation fut longtemps moins brillante, elle vient d'être brillamment redressée par la création ex nihilo de trois musées, à Dunkerque, au Cateau et à Villeneuve-d'Ascq. Ce dernier, qui abrite la collection Masurel, a été inauguré récemment.

Voyons d'abord Dunkerque. Il s'agit là, soulignons-le, d'une initiative strictement locale. Celle d'un passionné de peinture qui, pratiquant la décentralisation avant la lettre et le loi, décida d'introduire le bel aujourd'hui dans une ville qui, bien que vaste carrefour d'échanges adossés à la Belgique et moins éloigné des côtes anglaises que de Paris, dépendait jusqu'à présent exclusivement de la capitale pour tout ce qui relève de la modernité.

Pari d'autant plus audacieux que Gilbert Delaine n'avait ni sous ni ressources dans son escarcelle. Ces ressources, il les a trouvées en utilisant le 1/1000 sur le bénéfice des entreprises par l'intermédiaire d'une fondation d'art contemporain et en disant aux artistes dont il souhaitait la présence à Dunkerque : « Nous vous achetons une œuvre, vous nous en donnez une. » Chose dite et chose presque toujours faite, notre pèlerin ayant sans doute pris soin de ne pas s'adresser aux plus notoirement avareux de la profession.

Il y a même certains dons et certaines présences dont on aurait pu se

dispenser, et le bel aujourd'hui prend quelquefois à Dunkerque des aspects fort épiques. Mais passons. Et considérons l'étape suivante. Une collection suppose un lieu où la déposer, et ce lieu ne pouvait être le Musée des beaux-arts, qui utilise à plein ses salles et s'enrichit régulièrement d'acquisitions qu'il expose en ce moment même avec une légitime fierté. Citons, entre autres, deux Sébastien Bourdon, un Charles de la Fosse, un beau portrait de Rigaud, un portrait plus beau encore et même superbe d'Art de Geider. La Sœur avec une étonnante allégorie du parfait ministre d'Etat dont on devrait bien envoyer la photographie en carte de vœux à quelques-unes des personnes intéressées.

Le parfait ministre fut ici la municipalité, qui décida de confier à Paul Willerval la construction d'un nouveau musée. Au nord, au plus beau, au plus rude du port, des bassins, des chantiers avec leurs innombrables grues rouges qui sont comme l'arrière-plan épiques et ténébreux du parc vallonné où se niche le quadrilatère blanc, fermé et entouré d'eau de l'édifice. Ce qui a pour inconvénient qu'on ne le voit pas de la ville et que la promenade par mauvais temps suppose un certain courage. Pour avantage qu'on le découvre à travers un jardin de sculptures où, là encore, la qualité est fort inégale mais où les obélisques de pierre d'Eugène Dodeligne évoquent avec une fruste magnificence la longue et funeste étreinte de la falaise et de la mer.

On entre par une très belle porte en bois de Philippe Sève qui pourrait évoquer la portique du stupa de Sanchi (en Inde centrale), comme la manière dont l'édifice lui-même s'ouvre sur un forum ; un vide central rappelle un peu le parti du proche musée de Tournai qui est dû à la seconde main de Victor Horta. Au centre, un puits de lumière sur les côtés, des escaliers qui libèrent de belles échappées sur le port et le parc ; sans dispenser, hélas ! de recourir à l'éclairage électrique même par matin bleu d'immuable ciel hivernal.

Les salles se développent en couronnes sur deux étages autour de l'espace central.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 13.)



UN LIVRE POUR LA SOLIDARITÉ

Quel que soit le général au pouvoir au Guatemala, la répression envers les Indiens est permanente : orphelins, internés, réfugiés, les enfants sont particulièrement touchés. Édité par la CIMADE, « Guatemala, des enfants dessinent » présente 61 dessins d'enfants indiens commentés par Anne-Marie Hocquenghem et Catherine Vigor. Le produit de sa vente est intégralement affecté à des programmes alimentaires et médicaux destinés aux enfants indiens. Offrir ce livre est à la fois faire un cadeau de qualité et un acte de solidarité.

96 pages, 61 quadrichromies : 75 F. (85 F. franco).

Jeu de 6 cartes couleur : 25 F.

à commander à :

CIMADE - 176, rue de Grenelle 75007 Paris
CCP Paris 4088 87 Y (mention « Livre Solidarité Guatemala »)

Le Monde

idées

Le secret nucléaire n'existe plus...

par RAOUL BERTRAND (*)

VIOLENCE

Les attentats de Marseille et du T.G.V. qui ont endeuillé le dernier jour de l'année 1983 posent à nouveau la question du terrorisme.

Gérard Chaliand retrace son histoire et propose un essai de typologie, tandis que Raoul Bertrand, après avoir souligné l'importance des médias dans l'impact de ces crimes, s'interroge sur le danger d'une escalade vers le terrorisme nucléaire. Christian Jones, de son côté, estime que dans cette guerre d'un genre nouveau, ou bien l'Occident se replie, ou bien il emploie aussi contre les foyers d'infection « des espions, des kamikazes, des tueurs ».

DANS le cas - peu probable - où les Européens se rendraient à l'objurgation du président Mitterrand lors du récent sommet d'Athènes (« je vous en prie, cessons de négocier ») ils seraient bien inspirés d'insister sur leurs efforts pour se protéger contre l'éventualité d'un terrorisme nucléaire à l'échelle mondiale. Tous les éléments nécessaires à sa manifestation existent déjà, ayant été mis en place au cours de la dernière décennie.

Les terroristes s'inscrivent au sein des nations industrialisées ont rapidement décelé le lien existant entre la composition d'une société et les moyens qu'elle utilise dans un conflit. La première guerre mondiale s'est caractérisée par l'effacement de masses paysannes, écartées d'activités de naissance ou d'éducation, dans des armées dont la volonté, plus encore que la discipline, formait la force principale (« La victoire sera à celui qui tiendra le dernier quart d'heure », maréchal Foch, janvier 1918). La deuxième s'est concentrée dans la lutte de puissances industrielles appliquées à se détruire mutuellement (« Les États-Unis vont devenir l'arsenal des démocraties », président Roosevelt, décembre 1941).

Depuis que nous sommes entrés dans l'ère des communications globales, rapides et permanentes, la guerre se conduit par la manipulation des foules et des élites à travers les mass media. De même que

la seconde a été préparée et déclenchée, à la radio, par Adolf Hitler, de même la troisième est en train de prendre corps depuis que, grâce à la complaisance (contraire au droit international) du président Giscard d'Estaing, l'ayatollah Khomeiny a réussi, notamment par le jeu de la télévision - instantané dans sa mise en place et complexe dans ses répercussions mondiales - à abattre le shah d'Iran pour avoir fait entrer son peuple dans la vingtaine siècle, à humilier l'Amérique qui l'avait enrichi de ses recherches pétrolières et de ses prêts financiers, à détruire les fondements d'un compromis pacifique dans le Moyen-Orient, à précipiter son pays, par cruauté fanatique, dans un chaos médiéval d'où il n'aspire plus à sortir que par l'extension de la « guerre sainte islamique » non seulement chez les musulmans mais aussi en chrétienté, où se conjuguent l'agitation soviétique et les fonds libyens. Accroissant l'angoisse des nations sans emploi, le développement incontrôlable et la fermentation de concentrations allogènes inassimilables - attisés de l'extérieur - y préparent un ferment corrosif, rappelant ceux qui ont miné les empires à l'échelle mondiale et cultures multiples (ottoman, austro-hongrois, tsariste). De ce fait, la présence clandestine en France de l'ayatollah Azarighomi, consécutive aux menaces

proférées par le représentant de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'« ultimatum » chuté, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, « la terre tremblera sous leurs pieds ». Comme pour les virus, il se produit des mutations terroristes s'auto-immunisant. A la première génération, issue de milieux intellectuels ou militaires (en Allemagne, Italie, Japon, Amérique du Nord et du Sud) persuadés d'accomplir un destin historique soit social soit national, a succédé celle des mystiques peu instruits (essentiellement dans le Moyen-Orient) animés par la passion du sacrifice et le goût de la mort donnée ou reçue. Cette deuxième génération a fourni le bouillon de culture d'où la troisième est éclosée : des adolescents, passés de la petite à la grande délinquance, qui des spectacles de destruction qui leur ont été montrés à l'école, ont fait l'est transformé facilement en robots à tuer et prêts à mourir sur ordre, sans se préoccuper des motifs ni des victimes. Tel est le stade actuel du terrorisme : frapper où

l'on peut, quand on peut, qui l'on peut.

Vieux comme l'humanité, le terrorisme consiste à utiliser la peur de la violence, après avoir eu recours à la violence, pour imposer à autrui sa volonté ou sa domination. La faiblesse invite à l'agression, et l'impunité à la récidive. La violence généralisée laisse aux cimes du pouvoir les paranoïaques qui, pour avoir échappé à l'annihilation, se croient investis d'une mission divine à laquelle tout doit être sacrifié. Hitler acceptait à l'avance l'extermination de la nation allemande si elle devenait, à ses yeux, indigne de lui. Les Bokassa, les Kadhafi, les Khomeiny et bien d'autres sont de même farine. La confusion idéologique où sombre la civilisation occidentale ne lui permet même plus de mettre hors d'état de nuire les individus ayant donné libre cours à leurs pulsions destructrices et meurtrières.

La puissance des symboles

Ceux qui envoient à la mort volontaire des chauffeurs de camions chargés d'exploits manipulent d'abord des symboles. Depuis les études de McLuhan, plus personne n'ignore que, désormais, le moyen est le message. C'est l'importance du moyen et non celui du message qui est prise en considération. La puissance de destruction qui était naguère le monopole des armées nationales est maintenant mise à la disposition d'aliénés mentaux et de groupuscules infranationaux. Il en résulte une atomisation des conflits - entre nations, à l'intérieur des nations, entre des États et des bandes irresponsables - qui ne sont plus confinés à un territoire mais répandus un peu partout sur le globe, dont chaque parcelle continentale ou même seulement urbaine risque d'être utilisée comme détonateur.

Le secret nucléaire n'existe plus. Voilà cinq ans déjà, un étudiant américain a écrit sa thèse de doctorat sur la fabrication d'une bombe nucléaire en se servant uniquement des publications officielles. Les divers procédés en sont simplifiés presque chaque année. Avant la fin de la présente décennie, une douzaine de nations auront rejoint les sept qui forment aujourd'hui le « club nucléaire ». Plusieurs autres (parmi les douzaines qui existeront bientôt) seront, par la suite, aptes à en faire autant.

Les groupes terroristes ont tendance à s'organiser sur le mode militaire (IRA) ou même étatique (O.L.P.). Sans attendre la formation de nouveaux groupes (financés ou non par une puissance étrangère) on peut prévoir que ceux dont les ressources sont déjà suffisantes, dont la maîtrise à réussir des opérations complexes est établie, et dont l'idéologie attire des techniciens expérimentés seront capables prochainement, s'ils ne le sont maintenant, de recourir au chantage nucléaire.

Les spécialistes estiment qu'une bombe nucléaire de fabrication artisanale atteindrait sans doute un dixième de kilotonne et pourrait tuer ou blesser grièvement entre 10 000 et 20 000 personnes dans une ville à forte densité ou « seulement » entre 6 000 et 7 000 dans une autre.

Quelles que soient les circonstances réelles, un acte de terrorisme nucléaire créerait une atmosphère de suspicion internationale, l'opinion mondiale ne pouvant croire qu'il n'aurait pas été perpétré par un État. Il en résulterait une instabilité encore plus dangereuse, elle-même issue de tensions de plus en plus fortes, pendant que l'attention de l'opinion publique serait détournée par les discussions stériles sur la limitation des armements. On ne saurait écarter l'hypothèse d'une sorte d'alliance entre organisations terroristes (qui ont déjà entre elles des relations étroites) en vue d'imposer leurs conditions.

Jusqu'ici, le terrorisme a pris l'ampleur qu'on lui a encore vue au Liban et au Koweït grâce aux progrès rapides des transports, des communications, des armes, ainsi qu'à la vulnérabilité croissante d'une technologie de plus en plus compliquée. Il ne s'en tiendra pas là. Imaginez-vous les conséquences mondiales d'une menace nucléaire crédible brandie par quelques fanatiques prêts à tout à l'occasion des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 ? Le F.B.I. et les autorités californiennes multiplient les précautions depuis qu'ils ont été prévenus en 1982 : « Les considérables progrès technologiques des Soviétiques en matière de psychiatrie amènent nos spécialistes à craindre qu'ils ne sélectionnent de dangereux criminels pour les envoyer aux États-Unis en même temps que des espions et des agents de destruction ». (Rapport du chef de police Gates). Sans aller jusqu'à supposer, comme le font certains, une organisation globale manipulée par la superpuissance qui ne cache pas ses visées de domination mondiale, les citoyens sont en droit de redouter, et les gouvernements ont le devoir de prévoir, la possibilité d'un Sarajevo nucléaire.

LU

« Le pouvoir de contester » de JEAN BAUBÉROT

Une « bombe protestante »

A partir du 15 décembre 1971, le protestantisme français, petite minorité dans la nation, vient pour quelques jours à la « une » des grands journaux français et même étrangers. Que s'est-il passé ? La Fédération protestante de France vient d'autoriser la publication d'un document d'étude, intitulé « Église et Pouvoir », dont certains thèmes font choc : la société actuelle est inacceptable ; l'option révolutionnaire est sans doute la seule possible pour un chrétien. L'événement va susciter des vagues d'enthousiasme et d'indignation, dont le souvenir n'est pas encore entièrement estompé.

Jean Baubérot, historien et sociologue des protestantismes, a voulu par des recherches et des analyses aussi minutieuses que possible décrire la signification de cet événement étrange, dans lequel les autorités ecclésiastiques ont manifestement été dépassées, sinon tournées par un petit groupe de presbytères. Bien qu'étant lui-même un chrétien engagé à gauche - et il ne renie rien de ses engagements - il a réussi d'une façon remarquable à faire abstraction de ses propres positions. La sociologie a un pouvoir décapant. « Je ne conseille pas, nous avertit l'auteur, de faire de la sociologie à ceux qui rechignent les blessures idéologiques ».

Mais cette « bombe protestante » a une préhistoire que l'auteur a retracée avec une grande fidélité : la guerre d'Algérie, la crise des mouvements de jeunesse protestants, la conférence oecuménique « Église et Société » (Genève, 1968), mai 68, l'assemblée générale - houleuse - du protestantisme français de Grenoble en 1969. C'est cette assemblée qui, on ne sait trop comment, a émis le vœu que soient étudiés les rapports entre l'Église et les différentes formes de pouvoir. Sans mesurer avec une lucidité suffisante les risques qu'il prenait, le conseil de la Fédération protestante a repris ce vœu à son compte et a chargé une commission de six membres de rédiger un document d'étude pour les communautés protestantes.

Comment ces membres ont-ils été choisis ? L'histoire est obscure et Jean Baubérot parle à juste titre d'une « immaturation conceptuelle ». En fait, deux hommes de grande envergure ont dominé l'équipe : l'économiste Claude Gruson, partisan d'un réformisme hardi, d'une planification rationnelle et concertée, et le théologien Georges Casale, représentant d'une « dérive néo-barthéenne de gauche ».

Une autre cible

L'histoire laborieuse et mouvementée de la rédaction de la brochure est passionnante. On peut distinguer très nettement dans le texte deux courants qui ne s'harmonisent pas : la logique de ce texte ambigu a en fait privilégié l'option révolutionnaire. Le lecteur médusé assiste à ce phénomène peu banal : les mandataires d'une institution, investis par celle-ci, se livrent à une critique acérée de ladite institution.

Après avoir examiné à quatre reprises le document, le conseil de la Fédération protestante en a finalement autorisé la publication à usage interne. Mais ici se place un événement assez mystérieux : le document a été distribué aux médias avant de l'être à ses destinataires propres, les Églises.

Pour le sociologue, elle est particulièrement intéressante. Elle montre comment la contestation du pouvoir devient un moyen pour l'obtenir.

Avec beaucoup de finesse, Jean Baubérot montre que dans ce texte le moralisme protestant, qui longtemps a su pour cible le sexe, s'est déplacé vers la sociopolitique - sans s'apercevoir que, dans les deux cas, il estompe ou occultait ce qui pourtant est la raison d'être du protestantisme : la proclamation du salut de l'homme non par les œuvres mais par la grâce.

ROGER MEHL.

* Le Pouvoir de contester. Controverses politico-religieuses autour de « mai 68 » et le document « Église et Pouvoir », par Jean Baubérot, Genève, Labor et Fides. (Diffusion aux libraires par la Beggel, 71, rue de Vaugrand, 75006 Paris.) 330 p., 129 F.

Mais qu'est-ce que le terrorisme ?

par GÉRARD CHALIAND (*)

IL n'y a pas si longtemps encore le terme de « terrorisme » faisait référence à son utilisation durant la Révolution française. Des tyranicides de l'Antiquité aux « populistes » russes, toute une tradition se réclame du meurtre - en tant qu'acte de justice - des têtes couronnées. Plus près de notre époque, dans le cadre des mouvements de libération, le terrorisme est une des formes utilisées de la violence, et pas seulement en milieu urbain. Au Vietnam du Sud, les éléments du futur F.N.L. ont liquidé, village par village, les cadres administratifs installés par Saigon.

Le terrorisme, en soi, n'a pas de connotation idéologique. Arme du faible - bien plus que la guérilla - il a servi au cours de ce siècle tant la droite que la gauche : montés des fascistes européens au cours des années 20 et 30, ou, plus près de nous, O.A.S. à la fin de la guerre d'Algérie. Lutte de libération contre l'ordre colonial, E.O.K.A. chypriote contre les Britanniques, F.L.N. algérien, etc. Mentionnons également le terrorisme d'État (assassinat par les services syriens de l'ambassadeur de France à Beyrouth, 1982) ou paraterrorisme : l'écroulement de la mort au Brésil ou commandos terroristes à Guatemala aujourd'hui. Ne nous contentons surtout pas de mettre l'accent sur les États qui pratiquent la torture, cette « forme extrême de la terreur individualiste », comme le dit si justement Paul Wilkinson.

Ce qui paraît caractériser le terrorisme aujourd'hui par rapport au passé, c'est qu'il n'est, non plus ultime recours, mais moyen d'expression. L'apparition du terrorisme publicitaire est typique de notre époque, notamment dans sa version transnationale.

Dans sa version publicitaire, le terrorisme contemporain apparaît en juillet 1968 avec le détournement d'un avion israélien (à Rome) par des éléments du Front populaire de libération de la Palestine. Cette innovation est très largement exploitée dans les années suivantes.

En l'absence d'accords internationaux concernant les problèmes du terrorisme, opérant à l'échelle du monde occidental et musulman, utilisant à plein les médias, les commandos palestiniens font connaître l'existence du problème national palestinien.

L'écho des médias

A cet égard, il faut souligner l'interaction entre médias et terrorisme, les uns nourrissant l'autre et inversement.

Dans les États totalitaires comme en Union soviétique, par exemple, ce ne sont ni les motifs ni le courage qui manquent pour recourir au terrorisme : c'est le fait qu'il n'est pas toléré. Ce qui importe dans le terrorisme, c'est son impact. En démocratie libérale, par une conception des médias perversée à force de se vouloir marchande, l'impact des actions terroristes est monstrueusement disproportionné (1), et la violence s'en trouve alimentée.

Compte tenu de la prolifération des mouvements, groupes, groupuscules et commandos ponctuels, depuis quelques années, il est utile d'acquiescer une typologie des terrorismes contemporains.

« Mouvements ayant une représentativité populaire relativement élevée à caractère ethnique et/ou religieux et aux objectifs auto-

mistes ou indépendantistes (O.L.P., I.R.A., etc.). Il est fréquent, dans le cadre des activités terroristes fondées sur la clandestinité, le cloisonnement et le climat particulier de la violence, que des fractions d'un mouvement populaire s'obstinent à mener la lutte selon leurs conceptions jusqu'au-boutistes, une fois réalisée la plate-forme de l'« aile modérée ». C'est à l'heure actuelle le cas de certains éléments de l'ETA basque ou de groupuscules corses insatisfaits du statut d'autonomie. Le destin de ces fragments d'appareil est d'être progressivement liquidés.

« Sectes idéologiques à vocation révolutionnaire issues des sociétés industrielles libérales. Elles ont eu, au cours des quinze dernières années, dans la demi-douzaine de pays où elles sont apparues, des caractéristiques relativement similaires. Recrutement au sein des classes moyennes souvent à formation universitaire, partant de l'idée que le système est pourri et oppressif. Les travailleurs sont supposés suivre l'exemple ou la voie des combattants une fois qu'ils auront pris conscience du caractère coercitif du régime que les combattants se chargent de leur révéler à travers la spirale subversion-répression.

C'est pour l'essentiel à ce schématisation que répondent, de façon plus ou moins articulée, les Weathermen américains, la Rote Armee Fraktion, alias groupe Baader-Meinhof, l'Armée rouge japonaise ou les Brigades rouges italiennes.

Bien qu'à vocation nationale, ces groupes peuvent avoir des activités transnationales ponctuelles dans le

cadre d'une idéologie « anti-impérialiste » (l'Armée rouge japonaise s'est ainsi illustrée à plusieurs reprises).

L'échec inscrit dans les conceptions radicales de ces groupes ne peut que favoriser l'apparition de fractions ou de formations de type nihiliste (Symbionese Liberation Army aux États-Unis) qui n'ont pas ou n'ont plus comme leurs prédécesseurs populistes l'espoir ou l'intérêt de se gagner les masses. Ces groupes peuvent être soit très réduits et très structurés, soit, plus rarement, comme c'est actuellement le cas en Italie, flotter dans le spontanéisme.

« Groupes révolutionnaires fondés sur le principe de la lutte des classes, anti-impérialistes et privilégiant la lutte armée, essentiellement sous la forme du terrorisme en pays non libéraux. Parmi les divers groupes de l'extrême gauche turque au cours des années 70 ou les Moudjahidin Khlaïf en Iran. Ces groupes essentiellement urbains souffrent des mêmes carences et des mêmes faiblesses que les « guérillas urbaines ». Ils ne peuvent être que très souvent inspirés. Leurs actions débouchent sur le plus souvent, comme en Uruguay, sur un développement du terrorisme de droite et une prise de pouvoir des éléments les plus répressifs.

Mécanisme encore les groupes d'émigrés irrédentistes ou séparatistes ayant des aspirations nationalistes concernant leur pays d'origine. C'est le cas, par exemple, des Kurdes du génocide arménien.

(*) Extrait. Président du groupe-mouvement français pour les droits des minorités.

Choisissons, le temps presse

CONSTERNATION, indignation, détermination. C'est ainsi que les Occidentaux réagissent devant le terrorisme international. Pour la consternation et l'indignation, elles sont prévues, escomptées par nos adversaires, et ne les prendront jamais de court.

La détermination est, elle aussi, prévue. C'est là qu'on nous attend. En effet, quelles formes va-t-elle prendre, cette détermination ?

— Renforcement des efforts, donc alignement de cibles plus nombreuses et plus vulnérables aux coups des terroristes.

— Renforcement des dispositions de sécurité, donc méthodes accrues envers les populations environnantes.

— Méfiance et vigilance, en Europe, envers les immigrés de toutes origines.

Tout cela fait partie des calculs : on nous connaît assez pour prévoir les erreurs que nous allons commettre.

Quand donc comprendrons-nous que nous faisons face à une guerre d'un genre nouveau ? Nous n'avons pas besoin de jugement de valeur, mais de lucidité. Cette guerre est un fait.

Ou bien nous abandonnons nos vieilles lunes (rayonnement,

présence, rôle historique) ou bien nous faisons la guerre, celle d'aujourd'hui, la guerre terroriste.

Des objections seront soulevées : nous ne sommes pas prêts à la guerre terroriste, ni moralement ni matériellement. Je voudrais répondre à ces deux objections.

Moralement, la guerre terroriste est lâche et odieuse, certes. Mais que dire de nos anciennes conquêtes, de la façon dont nous avons traité les peuples soumis, et, pis encore, de la façon dont nous avons traité leurs rebelles ? Il faut être lâche et odieux avec son temps, ou raser modestement chez soi. Matériellement, le terrorisme est un fantôme, une hydre aux cent têtes, insaisissable pour nos braves soldats. Certes. Mais en changeant d'état d'esprit, nous allons changer de méthodes. Il nous faut des espions, des kamikazes, des tueurs. Si nous n'en trouvons pas, autant opérer un prudent repli. Ou bien nous inventons, avec nos alliés, le contre-terrorisme universel, ou bien nous inventons le rapli occidental. Mais choisissons : l'adversaire a beaucoup d'avance sur nous, et le temps presse.

CHRISTIAN JONES (publicitaire).

(1) Des mouvements de libération menant des luttes militaires d'une exceptionnelle qualité comme le Front populaire de libération de l'Érythrée (F.P.L.E.) sont infiniment moins connus que des petits groupes terroristes sans aucune représentativité politique et en définitive sans autre impact que l'écho des médias.

صكنا من الامم

هفتاد و اربع

Le Monde

étranger

LES ÉMEUTES EN TUNISIE

La tension reste vive

De Tunis à Gafsa : deux précédents

Les « émeutes du pain », qui viennent de se dérouler en Tunisie et ne sont pas sans rappeler les précédents événements.

Les 26 et 27 janvier 1978, de violents incidents opposèrent — déjà — des jeunes manifestants aux forces de l'ordre. Le 26, au moment du début de la « grève générale d'insubordination » déclenchée l'avant-veille par l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), centrale syndicale unique, mais jalouse de son autonomie dans un Etat où le parti unique était encore la règle. Cette grève avait été déclenchée par M. Habib Achour, secrétaire général de l'U.G.T.T., pour protester contre des « violations de libertés individuelles » au détriment des syndicalistes.

L'opposition d'une partie de la jeunesse au gouvernement profita de ces circonstances pour se manifester violemment, obligeant le pouvoir à proclamer l'état d'urgence. Le centre de la capitale, où il y eut au moins quarante morts, fut dévasté (une centaine de victimes, surtout parmi les révoltés, selon la Confédération internationale des syndicats libres — C.I.S.L.).

L'ombre libyenne

M. Hedi Noura, alors premier ministre, dénonça le « plan pré-médité » des amis de M. Achour et fit arrêter plus de cent personnes, dont le secrétaire général de l'U.G.T.T., l'un des plus anciens compagnons du président Bourguiba. M. Achour fut jugé pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat » et condamné à dix ans de travaux forcés. Le chef de l'Etat tunisien le grâcia ensuite, ainsi que la plupart des syndicalistes

condamnés en liaison avec les événements de janvier 1978.

La découverte, selon les autorités tunisiennes, d'un « arsenal libyen » dans le sud du pays, au moment du procès des syndicalistes, avait, pour la première fois, projeté l'ombre, encore incertaine, du colonel Kadhafi, sur la situation en Tunisie. Cette ombre se précisa spectaculairement en janvier 1980, lorsque la ville minière de Gafsa, au sud, fut quasiment tenue, durant près de vingt heures, par un commando de plusieurs centaines d'hommes, Tunisiens pour la plupart, mais armés et entraînés en Libye (où il y a en permanence plusieurs dizaines de milliers d'émigrés tunisiens) et ayant pénétré en Tunisie à partir du territoire algérien.

Il fallut plusieurs jours aux forces de l'ordre pour venir à bout des derniers foyers de résistance. On dénombra une centaine de morts parmi les insurgés. La France envoya trois navires de guerre dans le golfe de Gabès pour une « mission de présence ». Le 4 février, l'ambassade de France à Tripoli était incendiée par des « manifestants » libyens.

Une cinquantaine de survivants du commando de Gafsa furent traduits devant la cour tunisienne de sûreté de l'Etat et quinze d'entre eux condamnés à mort (treize furent exécutés). Une autre victime de l'affaire Gafsa fut sans doute aussi M. Hedi Noura, atteint — un mois après l'insurrection de la petite ville du sud, où la population avait largement soutenu les insurgés — d'un grave accident cérébral. M. Bourguiba devait le remplacer par M. Mohamed Mizal, qui est toujours chef du gouvernement.

J.-P. P.-H.

(Suite de la première page.)

Le bref communiqué publié par le ministère de l'Intérieur déclare que les incidents ont été provoqués par « des chômeurs, des oisifs et des éléments hostiles ». Cette dernière référence n'est assurément pas dénuée de fondement quand on sait combien ces régions désertées du Centre et du Sud, de tout temps frondeuses, sont perméables aux propagandes et aux surenchères d'un voisinage dont les tentations de déstabilisation demeurent grandes.

Nul n'a oublié les conditions dans lesquelles s'est déroulée, en janvier 1980, l'attaque de la ville de Gafsa par un commando venu de Libye. Et, est-ce seulement une coïncidence, si certaines informations, émanant de sources sûres, font état parmi les nombreuses arrestations opérées, d'anciens migrants tunisiens en Libye, dont le rôle de meneurs aurait été établi ?

Mais, pour fondée qu'elle soit, cette explication paraît en la circonstance quelque peu lapidaire. C'est que, depuis plusieurs mois, un débat s'était instauré sur l'opportunité d'une suppression non progressive des mécanismes compensatoires qui permettaient jusqu'ici de maintenir, depuis près de quinze ans, à un très bas niveau les prix des produits dérivés des céréales, et notamment ceux du pain (2).

L'intervention de la Caisse générale de compensation, au titre de 1983, a été de l'ordre de 180 millions de dinars (3), dont 61 % en faveur du prix des céréales et dérivés, et son déficit pour la même période s'est chiffré à quelque 34 millions de dinars. Compte tenu des prévisions d'un accroissement de la consommation pour 1984, il était donc devenu nécessaire de limiter le volume des subventions de l'Etat à

cette caisse, et choix, longtemps différé, s'est en définitive fixé sur le train de hausses arrêté ces derniers jours : 70 % d'augmentation de la semoule et des pâtes, 80 % à 108 % du pain.

Les retombées de ces décisions sur les budgets des foyers les plus démunis — économiquement faibles, anciens, chômeurs... — ne pouvaient qu'être ressenties avec colère dans ces régions semi-rurales, où les céréales constituent la composante essentielle de l'alimentation d'une population dont le niveau de vie se situe en-deça de la moyenne.

Pourtant, conscients des réticences d'une partie de l'opinion, le gouvernement avait arrêté, voici quelques jours, un certain nombre de mesures de revalorisation pour les catégories les plus démunies, et dont les modalités, qui ont été précisées lundi soir à la télévision, portent sur des augmentations de salaires et des aides mensuelles variant entre 6 et 10 dinars. Il avait aussi expliqué longuement, tout au long de ces dernières semaines, et notamment devant la Chambre des députés, que les hausses qui allaient intervenir entraîneraient dans le cadre d'une réforme de la Caisse de compensation, de sorte que les dépenses de celle-ci évoluent proportionnellement à ses recettes et que ses services profitent exclusivement à ceux en faveur desquels elle avait été initialement créée.

La position des partis

Une fois de plus, à partir du sud, la Tunisie se trouve confrontée au risque d'une agitation que divers milieux extrémistes, réticents à la démocratisation en cours et très présents dans les milieux lycéens ou étudiants, ne pensent qu'à attiser,

quand ils ne la suscitent pas. C'est là un danger que les événements de ces derniers jours viennent de rappeler et qui n'échappe à personne, pas plus au gouvernement qu'aux syndicats ou qu'à l'opposition légale.

Lundi soir, la direction de la centrale syndicale a déploré les incidents, mais a tenu à rappeler la position qu'elle avait adoptée en mettant en garde le gouvernement dès le 26 décembre, lors d'une réunion de sa commission administrative, « contre les effets négatifs et dangereux sur le pouvoir d'achat et sur le niveau de vie des citoyens des mesures [alors] envisagées, qui ne peuvent manquer d'engendrer une tension accrue du climat social », et demandant « une revalorisation des revenus de l'ensemble des salariés ».

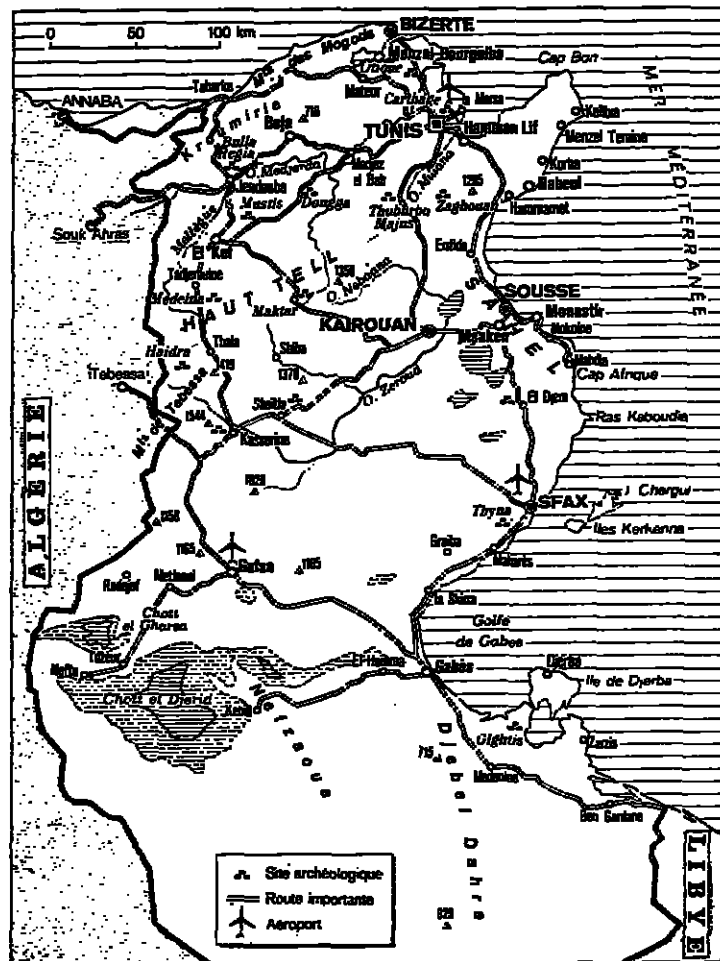
Quant aux deux partis d'opposition qui se sont manifestés — le Mouvement des démocrates socialistes (M.D.S.) et le parti communiste — ils ont dénoncé le recours à l'intervention armée et rejeté la res-

ponsabilité des événements sur le gouvernement. Le bureau politique du M.D.S. a estimé que « la façon la plus saine de mettre un terme au dangereux et complexe engrenage qui s'amorce consiste à surseoir à l'exécution des mesures décidées en matière de hausse des prix » ; le parti communiste s'est prononcé dans le même sens. Tous deux ont aussi demandé l'annulation « des mesures répressives » et se sont référés « aux leçons des événements tragiques que d'autres pays ont connus » après que leur gouvernement eut pris des mesures similaires de suppression des mécanismes compensatoires pour les denrées de base, suppression suggérée notamment par le Fonds monétaire international.

MICHEL DEURÉ.

(2) D'environ 50 centimes, la baguette de 300 grammes est passée du jour au lendemain à 90 centimes. Le salaire minimum mensuel est d'environ mille francs français.

(3) Le dinar tunisien équivaut à environ 11,50 F.



La Tunisie (164 000 kilomètres carrés) compte près de 7 millions d'habitants. Elle produit du pétrole et du gaz, mais juste assez pour subvenir à ses propres besoins, des phosphates, du minerai de fer, quelques métaux non ferreux, en assez faible quantité. Sa vocation agricole (65 % de la population est rurale) est parfois contrariée par des conditions météorologiques défavorables. La plupart des industries et des terres cultivables sont concentrées dans le moitié nord du pays, la moitié sud, semi-désertique ou désertique, connaissant un climat de type méditerranéen.

LES SUITES DU COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA

Le général Buhari demande à l'administration de coopérer avec « loyauté »

Le Conseil militaire suprême constitué à Lagos après le coup d'Etat qui a mis fin au régime du président Shagari, semble avoir imposé sans grande difficulté son autorité sur l'ensemble du territoire nigérian, où le calme, lundi 2 janvier, paraissait total. Les communications vers l'extérieur demeuraient toutefois interrompues mardi en fin de matinée, les frontières et les aéroports étant fermés. Le coup d'Etat paraît avoir été accueilli favorablement, ou passivement, par la population.

Seuls les militaires de la région de Sokoto, dans le nord-ouest du pays, dont est originaire le président déchu, ont, semble-t-il, manifesté des réticences avant de se rallier, dimanche, au nouveau régime. La police de Minna, localité située à 450 kilomètres au nord-est de Lagos, a annoncé que des « éléments anti-patriotiques » avaient tenté de mobiliser des jeunes pour manifester, et à Jos, capitale de l'Etat du Plateau, l'agence de presse nigériane NAN rapporte que des manifestants ont sacqué des bureaux de vote des dernières élections.

Enfin, le quotidien Punch fait état d'affrontements entre la garde présidentielle et les militaires venus arrêter, à Abuja, M. Shagari. Un officier de la garde présidentielle aurait été tué, sur ordre du président, pour avoir spontanément offert sa reddition.

Les autorités militaires devaient annoncer, ce mardi, la composition du nouveau gouvernement fédéral et la nomination de gouverneurs militaires pour les dix-neuf Etats de la fédération. Ces nominations sont à l'ordre du jour de la première réunion des seize membres du Conseil militaire suprême. Présidé par le général Buhari, qui cumule ce poste avec celui de chef du gouvernement militaire et de commandant en chef des forces armées, ce conseil comprend notamment les chefs d'état-major des trois armées, ainsi que le général Abacha, qui avait été le premier à annoncer le coup d'Etat.

Lundi, le général Buhari a rencontré les secrétaires permanents des Etats fédérés, hauts fonctionnaires ayant servi sous plusieurs administrations, et les a confirmés dans leurs fonctions, tout en leur demandant « coopération et loyauté ». Il a estimé qu'ils peuvent « éclairer dans le bon sens » le gouvernement militaire et a demandé « à tous ceux qui pensent ne pas pouvoir s'adapter [au nouveau gouvernement] ou qui pensent mériter plus qu'ils ne reçoivent actuellement de prendre la décision honorable [de démissionner] ».

« Tous ceux qui usent à tort des ressources du gouvernement, et si l'ajout, seront mis sous les verrous ».

L'annonce de la composition du Conseil militaire suprême semble avoir été quelque peu retardée par des tractations entre le noyau des putschistes, constitué, selon des informations en provenance de Niamey (Niger), de jeunes généraux récemment promus, et certains lieutenants-généraux en retraite jouissant d'une grande influence. Tel serait notamment le cas du général Haruna, ancien chef d'état-major et actuel président du Nigerian Institute for International Affairs, qui passe pour un partisan de la mise en œuvre d'une politique étrangère plus offensive.

Le général Gowon au Togo

En revanche, selon les mêmes sources, d'autres officiers de haut rang, comme le général Danjuma, qui avait joué un rôle essentiel pendant la guerre du Biafra, seraient en fuite. On apprend, d'autre part, que l'ancien président de la République fédérale, le général Yakubu Gowon, qui a gouverné le pays de 1966 à 1975, s'est réfugié au Togo en compagnie des membres de sa famille, lundi 29 décembre, soit quarante-huit heures avant le coup d'Etat.

Le général Gowon, vainqueur de la guerre du Biafra, vivait en exil depuis huit ans, lorsque le président Shagari l'a autorisé à effectuer un séjour au Nigéria. Son arrivée à Lagos, le 5 décembre dernier (le Monde du 7 décembre), avait donné lieu à des manifestations de joie populaire. Le nouvel « homme fort » du Nigéria, le général Buhari, était l'un des officiers qui avaient évité le général Gowon en 1975.

Le couvre-feu nocturne est maintenant sur l'ensemble du territoire. Bureaux et magasins ont ouvert normalement lundi. L'activité économique est cependant paralysée par l'absence de téléphone et de télé. A Lagos, des détachements de l'armée patrouillent dans les rues, vérifiant les véhicules et l'identité des passagers. Les édifices publics sont gardés.

Le gouvernement britannique a réagi jusqu'à présent avec prudence au coup d'Etat, en s'abstenant de critiquer les nouvelles autorités. Le coup d'Etat est une affaire interne qui ne concerne que les Nigériens, indique-t-on à Londres. — (Reuter, A.F.P., A.P.)

Le maillon faible de l'OPEP

Le Nigéria étant le premier pays producteur de pétrole à subir politiquement la conséquence du déclin du marché du brut (si l'on fait exception du Venezuela, dont le changement de majorité a été démocratique), la situation qui y règne est suivie attentivement par les autres membres de l'OPEP. Le général Buhari, ancien ministre du pétrole et de l'énergie et ancien président de la Compagnie pétrolière nationale, a certes déjà annoncé que son pays resterait membre de l'Organisation, mais, comme l'a souligné immédiatement le nouveau ministre de l'énergie du Venezuela, M. José Ignacio Moreno Leon, « une guerre des prix risque de se propager du Nigéria aux producteurs de la mer du Nord et ensuite aux autres producteurs de l'OPEP ».

La crise que connaît actuellement Lagos se lit dans les chiffres de production d'hydrocarbures comme dans ceux du prix du pétrole.

L'extraction de brut, de 54,2 millions de tonnes en 1970, avait dépassé 100 millions de tonnes dès 1973, année du premier enrichissement de l'« or noir ». Lors du second « choc » consécutif à la révolution iranienne, la production était portée à 114 millions de tonnes (en 1979) et maintenue à 102 millions de tonnes en 1980 avec un prix pour les meilleures qualités (le Brass River) qui passait à 37 dollars le baril en 1980 et à 40 dollars à la mi-81. Le reflux allait être impressionnant.

L'extraction tombait à 71 millions de tonnes en 1981, voire à 60 millions de tonnes — en rythme annuel — au troisième trimestre 1982, tandis que le prix du Brass River tombait de 40 à 30 dollars en février 1983.

Or, au cours de ce reflux, le Nigéria, fort peuplé, allait se montrer un maillon faible de l'OPEP, attaqué de ce fait par les compagnies pétrolières. Le brut de Lagos entre en effet en concurrence directe par sa qualité comme par ses débouchés (les Etats-Unis) avec les pétroles de la mer du Nord. La crainte de voir le Nigéria flancher — par une baisse de ses prix et une aug-

mentation de sa production — amenait même l'Arabie Saoudite en mars 1982 à s'engager financièrement auprès de ce pays et à menacer les compagnies qui ne reprendraient pas leurs achats de pétrole nigérian. Cela n'empêchait pas Lagos, en février 1983, de réduire unilatéralement le prix de son pétrole de 5,50 dollars par baril. Et de dépasser à plusieurs reprises en 1983 le quota que lui avait attribué l'Organisation (1,3 million de barils par jour ou soixante-cinq millions de tonnes par an). Cette « faiblesse » est d'ailleurs tolérée par l'OPEP qui a accepté un prix relatif du pétrole nigérian plus faible qu'il ne devrait l'être au regard du prix pratiqué par les autres membres.

Les menaces du président Shagari de quitter l'Organisation si ce quota n'est pas relevé pourraient être reprises par son successeur, d'autant que le Sénat de Lagos a voté récemment une résolution réclamant un quota de 2 millions de barils par jour. Or, comme le soulignait le ministre indonésien, M. Subroto, « si le Nigéria veut faire cavalier seul et produire 2,5 millions de barils par jour, il lui faudra réduire ses prix à 12 dollars le baril pour couvrir ce supplément ». Le risque n'est donc pas totalement négligeable, en ce premier semestre difficile pour l'OPEP, d'une relance de la guerre des prix.

Le déclin pétrolier a aussi obligé le Nigéria à s'endetter fortement (la dette globale atteindrait 15 milliards de dollars). Le régime militaire va donc devoir négocier avec le Fonds monétaire international dont une mission était attendue — avant le coup d'Etat — à la fin du mois de janvier. Cette mission avait pour objet l'octroi d'un crédit de 2,5 milliards de dollars avec pour contrepartie vraisemblable une dévaluation de la monnaie, une réduction de la subvention aux denrées alimentaires et une limitation accrue des importations. Les milieux bancaires de Lagos attendent que les militaires acceptent les réformes économiques proposées par le F.M.I.

B. D.



Hitler, le Juif et le troisième homme

Par Fernand Rohman

Nous pouvons croire que le racisme est le centre d'Hitler, cet homme qui fut un moment au centre de l'histoire, mais Hitler n'avait pas de centre : il était antisémite plus autre chose...

Collection « La Politique Éclairée », dirigée par Lucien Sfez. 224 pages - 88 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AMÉRIQUES

Les affrontements armés se multiplient en Amérique centrale

L'Amérique centrale demeure, au sein de 1984, une région hautement conflictuelle, et combats et embuscades se multiplient, notamment au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala.

Selon un communiqué du ministère de la défense de Managua, soldats gouvernementaux et rebelles antisandinistes se sont affrontés à cinq reprises ces derniers jours, dans le nord du pays. Les rebelles auraient eu 125 morts. En particulier, une attaque de guérilla antisandiniste a eu lieu le 1^{er} janvier à San Fernando, à 10 kilomètres au sud de la frontière avec le Honduras, alors que l'Argentin M. Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980, se trouvait dans les parages.

D'autre part, un avion non identifié, le lundi 2 janvier, lâché des roquettes sur les installations portuaires de Puerto Sandino, sur la côte pacifique, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Managua. Ces derniers mois, cette ville a été l'objet d'attaques répétées de la part de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), opérant à partir du Honduras contre les sandinistes. En outre, le même jour, un bateau de pêche nicaraguayen a été attaqué par deux vedettes rapides non identifiées ; un marin a été tué.

Enfin, l'Alliance révolutionnaire démocratique (Arde) de MM. Eder Pastora et Alfonso Robelo, ancien membre de la junte sandiniste, a assuré, le lundi 2 janvier, avoir mis hors de combat plus de 70 soldats de l'armée sandiniste au cours des derniers jours de l'année 1983, à l'occasion de combats dans le sud du Nicaragua.

■ AU SALVADOR, le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) a publié, le 2 janvier, un « rapport annuel du commandement général » faisant état des pertes subies par les gouvernementaux en 1983. Ceux-ci auraient eu près de 9 000 hommes

mis hors de combat, à en croire ce texte : 7 169 tués et blessés, et 1 778 prisonniers. Ce document est signé par les cinq commandants suprêmes des organisations associées au sein du F.M.L.N. : MM. Roberto Roca, Leonel Gonzalez, Joaquín Villalobos, Shafick Handal et Ferman Cim Fuegos. 4 000 armes auraient été récupérées durant les douze derniers mois, et plus de 60 municipalités ont été, pour un temps plus ou moins long, « libérées ».

On a appris, d'autre part, le lundi 2, que l'état-major salvadorien avait tenu une réunion d'urgence pour mettre au point une riposte aux attaques répétées de la guérilla dans les dernières heures de 1983. Selon certaines sources diplomatiques occidentales, l'attaque par le F.M.L.N. de la caserne d'El Paraíso et la destruction du pont Cuscatlan seraient totalement pris de court le haut commandement et porté un coup sérieux au moral de l'armée régulière.

■ AU GUATEMALA, enfin, 10 soldats et 2 membres de la milice d'autodéfense civile ont été tués, le 30 décembre, au cours d'une embuscade tendue par la guérilla dans le nord-ouest du pays, a annoncé, le 2 janvier, le commandement militaire. Les guérilleros, qui n'ont subi aucune perte, se sont ensuite réfugiés en territoire mexicain. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

■ Nouvelle tournée de M. Stone. — M. Richard Stone, ambassadeur itinérant de M. Reagan pour l'Amérique centrale, doit visiter, ce mardi 3 janvier, le Guatemala et le Honduras, puis, le mercredi 4, le Salvador. M. Stone devrait évoquer avec ses interlocuteurs l'évolution de la situation dans la région, alors que le groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama), créé en janvier 1983, doit se réunir une nouvelle fois cette semaine. — (Reuters, U.P.I.)

Argentine

LES TRIBUNAUX MILITAIRES SPÉCIAUX JUGEAIENT SÉCRÈTEMENT

Buenos-Aires (A.F.P.). — L'ancien directeur de la police de la province de Buenos-Aires, le général Ramon Camps, a admis, lundi 2 janvier, qu'il a existé en Argentine des « tribunaux militaires spéciaux » qui prononçaient en secret contre les militaires de gauche. Le général, qui est à la retraite, a fait cette déclaration à un magistrat devant lequel il comparait sur les disparitions. Le général a exposé les méthodes de répression utilisées par les militaires contre la guérilla entre 1976 et 1979.

D'autre part, une centaine de cadavres exhumés de fosses communes de la province de Buenos-Aires ont commencé d'être examinés par des médecins légistes chargés d'établir les causes de décès. La majorité de ces cadavres ont été enterrés clandestinement après 1976. Onze cercueils contenant vraisemblablement des cadavres d'enfants ont été parmi les premiers à parvenir aux médecins, a-t-on précisé lundi de source judiciaire.

■ Peron avait proposé à Londres d'acheter les Malouines. — Juan Peron avait tenté de racheter à la Grande-Bretagne l'archipel des Malouines en 1953, mais on lui avait fait répondre que cette cession provoquerait la chute du gouvernement du Royaume-Uni de l'époque, révélant des archives officielles britanniques tombées dans le domaine public. — (Reuters.)

Mexique

INCIDENTS DANS L'ÉTAT D'OAXACA ENTRE PARTISANS ET ADVERSAIRES DU GOUVERNEMENT

De violents affrontements ont eu lieu dimanche 1^{er} janvier à Juchitán, une petite ville proche d'Oaxaca, à quelque 600 kilomètres au sud-est de Mexico, entre partisans et adversaires du gouvernement. Des coups de feu ont été tirés, faisant une vingtaine de blessés. Les émeutiers ont tenté d'incendier une banque, et les policiers qui gardaient les locaux se sont fait tuer.

Des incidents avaient déjà éclaté en août 1983 lorsque la coalition de gauche avait perdu le contrôle de la municipalité de Juchitán. C'est en 1981 que cette ville avait attiré l'attention pour la première fois : dans cette région très pauvre, où la population indienne d'origine zapotèque est majoritaire, le parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir) avait perdu les élections locales au bénéfice d'une coalition de gauche de tendance socialiste (COCEI). Un événement notable dans un pays où le PRI contrôle effectivement le plus souvent les formations d'opposition. Tel s'est passé le cas, semble-t-il, à Juchitán, à la surprise générale. Les dirigeants locaux du PRI se sont plaints depuis que le gouvernement central utilisait Juchitán « pour prouver que la contestation politique était possible ». Après plusieurs incidents, un nouveau soulèvement, M. Carrasco Gomez, membre du PRI, a été installé à la suite de la ville. Mais les partisans du COCEI dénoncent la « fraude » des autorités.

études foncières

Au sommaire du numéro 21 :
La redevance d'équipement...
Les mutations foncières en zones périphériques
Autogestion urbaine en Équateur
La « conservation » de l'espace agricole
Un club de micro-informatique pour les aménagés, etc.
ABONNEMENT en 4 numéros : 150 F
64, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. (1) 567-35-34

... économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, le DUO-FENÊTRE, numéro un en Allemagne. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. PRIYAD - 5, rue Charlot 93320 - Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.85.37 - Pose uniquement Paris et 100 km alentour.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'annonce de la réduction prochaine du contingent de la force multinationale française déconcerte les Libanais

De notre correspondant

Beyrouth. — Le retrait d'une partie du contingent français de la force multinationale constitue un geste de plus, de la part de Paris, dans le cadre d'une politique qui, vue de Beyrouth, ne donne pas l'impression d'une grande cohérence. Il y en a eu d'autres : les contradictions concernant la participation syrienne aux événements de septembre 1983, notamment dans la montagne, que Damas ne contestait même pas, le raid des Super-Étendard sur Baalbek, l'évacuation précipitée, à la veille de Noël, de deux postes qui provoqua trois jours de bataille dans Beyrouth à un moment particulièrement inopportun.

En retirant quatre cent quatre-vingt-deux hommes de Beyrouth — le quart de son contingent au sein de la force multinationale — et en les renvoyant à la Force d'interposition des Nations unies au Liban (FINUL) au Liban-Sud, à la fin de janvier 1984, la France n'aura pas rendu ses troupes moins vulnérables dans la capitale. Qu'il s'y trouve mille cinq cents ou deux mille hommes ne change en effet, rien à l'affaire, ainsi qu'on le souligne ici, puisque à l'exception de quarante soldats en position dans les

rues, les autres sont barricadés à l'intérieur des postes transformés en forteresses, dont le nombre a précisément été réduit fin décembre.

De plus, sans donner satisfaction à la Syrie et à la fraction de l'opposition libanaise qui réclament le retrait pur et simple de la force multinationale, la France, après s'être montrée déterminée à mener sa mission jusqu'au bout, paraît prendre la tête de « la débandade de l'Occident au Liban », pour reprendre le sentiment exprimé communément en milieu chrétien.

Sous la pression de leur opinion publique, les gouvernements américain et italien ont parlé de retrait et de réduction de leurs contingents sans y procéder jusqu'à présent. Exempt de cette contrainte, le gouvernement français est le premier à entreprendre un tel mouvement, « donnant ainsi le signal aux autres ». On note que le général Canu, à la veille de la décision française, avait annoncé que ses troupes allaient être amputées de sept cents hommes, ce que Rome s'est empressé de démentir.

LUCIEN GEORGE.

La relève des unités

À la fin de janvier, le contingent français de la force multinationale de sécurité à Beyrouth sera ramené à moins de quinze cents hommes (notre dernière édition du 3 janvier) au lieu de mille neuf cent cinquante actuellement) à l'occasion de la relève des éléments de la 11^e division parachutiste par des éléments de la 9^e division d'infanterie de marine (DIMA) sous les ordres du général de brigade Michel Datin.

La 9^e DIMA, principalement stationnée en Bretagne, avait déjà séjourné à Beyrouth entre janvier et mai 1983, et ce sera la deuxième fois, également, du général Datin, qui, de surcroît, aura sous son commandement cent cinquante gendarmes auxiliaires (il s'agit de volontaires du contingent) pour la garde de l'ambassade française à Beyrouth, la chancellerie et l'état-major à la Résidence des Pins.

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a prévu de se rendre le 25 janvier prochain à bord du porte-avions Clemenceau, devant Beyrouth, pour assister à cette relève.

Pour la première fois en opérations, le Clemeuseau embarquera des hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) qui pourront intervenir en appui du contingent français.

Lors de ce transfert d'unités entre la France et Beyrouth, il sera également procédé à l'affectation, au titre de la Force multinationale des Nations unies au Liban (FINUL), de quatre cent quatre-vingt-deux soldats français dans la région de Nakoura. Ces « casques bleus » français seront prélevés sur la 14^e division d'infanterie, qui est normalement cantonnée en région Rhône-Alpes.

LE CHAUFFEUR DU CONSULAT DE FRANCE GRIÈVEMENT BLESSÉ DANS UN ATTENTAT

Beyrouth (A.F.P.). — Le chauffeur du consulat de France à Beyrouth, M. Henri Vautier, de nationalité française, a été grièvement blessé, le mardi 3 janvier, à 7 h 45 (5 h 45 G.M.T.), par un inconnu qui a tiré sur lui à l'aide d'un revolver muni d'un silencieux. Le chauffeur se trouvait devant le domicile du consul de France, M. Edouard Aubin de Blangy, qu'il devait emmener à Tripoli (dans le nord du Liban), lorsque l'inconnu a tiré, le touchant à la tête.

La victime a aussitôt été emmenée, dans le coma, à l'hôpital américain, où elle a subi une intervention chirurgicale, précise-t-on à l'ambassade de France.

Le domicile du consul de France est situé à Ain-Mraïse, sur le bord de mer, dans la partie ouest de Beyrouth.

RAID DE L'AVIATION ISRAËLIENNE

L'aviation israélienne a bombardé, ce mardi 3 janvier, une base palestinienne dans la région libanaise de Bahadoun, sur l'axe routier Beyrouth-Damascus, a annoncé le porte-parole de l'armée israélienne. Les appareils sont revenus sans dommages à leurs bases, a-t-il précisé. — (A.F.P.)

A Tunis

« ACCORD TOTAL » AU SEIN DU FATH SELON UN DES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL

Les débats du comité central du Fath, la principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), ont abouti à un « accord total », a déclaré lundi 2 janvier, à Tunis, M. Khaled El-Hassan, l'un des quatorze membres du comité.

L'une des questions en tête à l'ordre du jour des travaux du comité central du Fath était l'appréciation des entretiens entre M. Arafat et le président égyptien Mubarak au Caire le 22 décembre. Le comité devait également définir une nouvelle stratégie pour l'O.L.P. après l'évacuation de Tripoli du Liban.

M. El-Hassan a, d'autre part, annoncé que le comité exécutif de l'O.L.P. « se réunira très prochainement », également à Tunis. Plusieurs de ses membres sont déjà sur place, les autres sont attendus dans les prochaines heures. Il a déclaré que la session extraordinaire du comité central du Fath devait pren-

dre fin ce mardi 3 janvier au matin. Le comité avait ouvert ses travaux le 31 décembre, au lendemain du retour de M. Arafat à Tunis.

D'autre part, le roi Hussein de Jordanie a préconisé, lundi 2 janvier, l'établissement de « nouvelles relations » entre les peuples jordaniens et palestiniens pour faire face aux événements en cours au Proche-Orient. Concernant une éventuelle confédération jordanio-palestinienne et les réserves émises à ce propos du côté palestinien, le roi Hussein a affirmé, en soulignant qu'une telle possibilité ne concernait pas seulement la partie palestinienne mais également la partie jordanienne : « Nous réglerons cette question en son temps ».

Le souverain a affirmé que la détérioration de la situation au Liban où, selon lui, trois cent mille Palestiniens risquent d'être expulsés, ainsi que la politique israélienne visant à déplacer les Palestiniens de leurs camps dans les territoires occupés vers la vallée du Jourdain, dans le « bus évident de les pousser à quitter les terres palestiniennes, nous encourage à trouver une formule jordanio-palestinienne qui satisfasse chaque Jordanien et chaque Palestinien ». — (A.F.P.)

M. Giscard d'Estaing en Israël

« Mieux vaut tard que jamais... »

De notre correspondant

Jérusalem. — « Prenez bien soin de lui, car je reviendrai le voir », en plantant à son tour, dans une forêt proche de Jérusalem, un arbuste devant le monument élevé à la mémoire des juifs français morts en déportation, M. Valéry Giscard d'Estaing assurait tant voulu lui voir accomplir bien des années plus tôt...

Depuis le 28 décembre, et jusqu'au 8 janvier, l'ancien chef de l'État séjournait en Israël en visite privée, en compagnie de son épouse. Il y a été l'hôte d'un ami français, le publiciste Jean Friedmann. « Je suis venu ici en voyage d'information et de découverte, pour écouter et comprendre », a dit l'ex-président en fouillant pour la première fois la Terre promise.

Les relations entre Israël et M. Giscard d'Estaing, quand il était au pouvoir, furent parfois orageuses. M. Begin, évoquant sa politique arabe, le qualifia même de « personne à part au sein ». Nul n'a oublié ici qu'il avait inspiré la déclaration européenne de Venise sur la nécessité d'un « foyer palestinien » et soigneusement évité de se rendre en Israël alors qu'il visitait la Jordanie voisine. Il a tenu d'ailleurs à s'expliquer sur cet oubli volontaire : « Je voulais, a-t-il dit, donner le maximum de relief à mon séjour officiel en Israël en l'associant à un événement significatif. Celui-ci, hélas, ne s'est pas produit ! » L'argument n'a guère convaincu. N'est-ce pas pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing que le président Sadate choisit, lui, d'effectuer son voyage historique à Jérusalem pour y chercher la paix. On ne pouvait espérer un geste plus significatif. Mais, murmurent les Israéliens, « mieux vaut tard que jamais... ».

Au fil de son séjour ici, M. Giscard d'Estaing a rencontré ou rencontrera tous les principaux dirigeants du pays : MM. Shamir et Arens, M. Herzog, chef de l'État, MM. Savidor, président de la Knesset, Pérès, chef de l'op-

position, Kollek, maire de Jérusalem. Il a déjeuné lundi 2 janvier avec le premier ministre, dans le salon d'un grand hôtel. Au cours de la conversation, tenue en français et qualifiée de « très amicale » du côté israélien, M. Giscard d'Estaing a longuement interrogé son hôte sur sa politique au Liban, en Cisjordanie, à Gaza et dans l'ensemble de la région. M. Shamir a mis l'accent sur la « perte d'influence » d'Israël dans les territoires occupés depuis la guerre de Liban.

L'ancien président a également rencontré M. Elias Frei, maire chrétien de Bethléem, chef de file des notables palestiniens modérés. Il doit aussi se rendre sur le plateau du Golan. Ce sera la première visite d'un personnalité politique française dans cette région depuis son annexion par Israël en novembre 1967 (1). Il quittera Israël par la route en franchissant le pont Allenby sur le Jourdain pour aller s'entretenir à Amman avec le roi Hussein.

Visitant l'Institut de Yad-Vashem, consacré au souvenir des six millions de juifs victimes de l'holocauste nazi, M. Giscard d'Estaing a déposé le texte du discours qu'il prononcera à Auschwitz le 18 juin 1975. Il a tenu à l'intention de la presse à l'occasion de deux phrases : « L'honneur de leur souffrance me donne la certitude de leur survie » et « Puisse-les-vous inspirer à la jeunesse du monde l'honneur de cette horreur ».

Ce geste est sans doute allé droit au cœur des Israéliens. Mais il n'a pas dissipé tous les regrets. « Ah ! comme nous aurions été plus touchés si M. Giscard d'Estaing nous avait rendu la vie plus facile quand il était encore au pouvoir », disent les journaux à son arrivée le quotidien Yediot Aharonot.

J.-P. LANGELLIER.

(1) N.D.L.R. : le Golan syrien a été conquis par Israël dès 1967.

LE PROCÈS DU MEURTIER PRÉSUMÉ D'ISSAM SARTAOUI S'OUVRE AU PORTUGAL

Albufeira (Portugal) (A.F.P.). — Entouré d'exceptionnelles mesures de sécurité, le procès d'Al Aoud Youssif, meurtrier présumé d'Issam Sartaoi, conseiller de M. Yasser Arafat, doit s'ouvrir le mercredi 4 janvier, à Albufeira, une ville de l'Algarve, dans le sud du Portugal. Issam Sartaoi, partisan d'une ligne modérée au sein de l'O.L.P., a été assassiné dans cette ville, le 10 avril 1983. Il participait comme observateur à un congrès de l'Internationale socialiste.

Arrivé peu après, Al Aoud Youssif aurait reconnu, selon la police, être l'auteur du meurtre revendiqué, à Damas, par l'organisation d'Abou Nidal, hostile à M. Arafat.

■ Arrestation d'un cheikh chite par les Israéliens. — Les forces israéliennes ont arrêté, lundi 2 janvier, à Saïda (Liban du Sud), un dignitaire religieux musulman chiite, le cheikh Abdel Rahmane Hijaïz. Les soldats israéliens, qui ont perquisitionné au domicile du cheikh Hijaïz, n'ont donné aucune raison à l'arrestation du dignitaire religieux. Une semaine plus tôt, le cheikh, dont le fils est retenu par les forces israéliennes, avait été appelé à comparaître devant les autorités militaires israéliennes. Un autre dignitaire religieux de Saïda, le cheikh Moharem Arfel (musulman sunnite), avait été arrêté, mi-décembre. — (A.F.P.)

QUI CROIT
LE MOINS
AU TRAVAIL,
LE LOUBARD
OU
LE BRANCHÉ ?

Réponse dans Actuel
et sur Europe 1

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

هذا من الاعمال

EUROPE

A TRAVERS LE MONDE

Des époux séparés de biens

(Suite de la première page.)
Le tarif extérieur commun en était ainsi amené à prendre une valeur mythique. Il était censé être le signe distinctif de la Communauté, la séparant radicalement du reste du monde. Comme il arrive souvent, le vocabulaire et les habitudes de pensée qu'il traduisait n'ont pas changé au même rythme que les faits. Il existe encore des nostalgiques d'une Europe fortement caractérisée comme celle à laquelle rêvaient certains des fondateurs du Marché commun (pas tous : les Allemands, les Néerlandais étaient à la fois partisans de la Communauté et du maximum d'ouvertures sur les autres pays européens ou pas). Les regrets qu'ils expriment ne font souvent qu'obscurcir les vrais débats qui devraient préoccuper les Européens.

Une longue querelle franco-anglaise

Il faut dire que la controverse qui oppose la France, appuyée pour des raisons plus politiques qu'économiques par ses partenaires du Marché commun, à la Grande-Bretagne sur la question de l'union douanière domine la scène pendant de longues années. Les Six n'avaient pas encore signé le traité de Rome (la signature eut lieu le 25 mars 1957) que Londres prenait l'initiative de proposer la création d'une vaste zone de libre-échange entre pratiquement tous les pays de l'Europe occidentale qui étaient alors les membres de l'O.E.C.E., organisme créé à l'origine pour distribuer les fonds de l'aide Marshall (et qui, à partir de 1961, devait se transformer pour devenir la moderne O.C.D.E., englobant désormais non seulement les pays européens mais aussi les autres pays industrialisés du monde capitaliste, à commencer par les États-Unis).

Dans le projet de Londres, la Communauté économique, encore dans les limbes, devait entrer en tant que telle dans une zone de libre-échange qui aurait ainsi constitué un cadre plus large. Alors que les dirigeants allemands de l'époque considéraient cette initiative d'un bon œil, Paris y vit aussitôt une tentative visant à diluer le Marché commun avant même qu'il ne soit né, mais aussi dans une Europe des marchands aux contours indéfinis.

Ce qui semblait à l'époque différencier de la façon la plus nette, une zone de libre-échange et un marché commun véritable était que la première ne comportait que des engagements d'ordre commercial, considérés a priori comme subalternes et surtout sujets à révision. L'union douanière, au contraire, paraissait devoir ouvrir la voie à une « intégration » des économies concernées, caractérisée notamment par une unification progressive des régimes fiscaux, une liberté de circulation complète des hommes impliquant, par exemple, la possibilité pour un avocat ou un médecin allemand de s'installer en France, ce qu'ils ne peuvent toujours pas faire aujourd'hui. A cela s'ajoutait le fait que la zone de libre-échange n'était conçue que pour les produits industriels, tandis que le Marché commun devait englober l'agriculture, grâce à la mise en place d'une politique commune comportant à la fois la fixation par les pouvoirs publics de prix communs et un système de protection vis-à-vis de l'extérieur.

Telle était en tout cas la rhétorique qui convenait tout particulièrement aux Français, convaincus dans leur majorité que l'ouverture de leurs frontières à la concurrence étrangère n'était possible qu'à l'abri d'un cadre institutionnel. Le traité de Rome, avec ses règles et ses organes de décision et d'exécution, semblait à la fois assurer les conditions de la liberté économique et fournir les garde-fous nécessaires pour empêcher les abus.

L'initiative britannique donne l'occasion au général de Gaulle de faire son premier coup d'éclat. Le 14 novembre 1958, alors que les institutions de la V^e République n'étaient pas encore en place, le général fait savoir, par la bouche de son ministre de l'Information, qui était alors Jacques Soustelle, que Paris considérerait désormais comme sans objet la poursuite des négociations sur l'institution d'une zone de libre-échange au sein de l'O.E.C.E. Bien qu'ils aient été prévenus, les négociateurs du château de la Muette, dirigés par le

ministre britannique Reginald Maudling, n'en croyaient pas leurs oreilles.
Les Britanniques ne se laissèrent pas décourager. Ils prirent contact, dans les mois qui suivirent, avec un certain nombre de pays européens qui pour une raison ou une autre — certains d'entre eux pour préserver leur neutralité — étaient restés à l'écart de la création du Marché commun. C'est ainsi qu'au début de l'été 1959, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Suisse, la Suède, aux côtés d'Israël, de la Norvège, le Danemark et le Portugal, décidèrent de fonder l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), bientôt baptisée du nom de petite zone de libre-échange.

A l'Europe des Six, Londres semblait vouloir opposer l'Europe des Sept, en vue probablement d'un marchandage. La négociation entre les deux groupes n'eut jamais lieu, à cause notamment de l'opposition du général de Gaulle à refuser l'adhésion du Royaume-Uni au traité de Rome.

Un changement de politique

C'est seulement après que Georges Pompidou eut succédé (au printemps de 1969) au général de Gaulle que Paris changea complètement sur ce chapitre de politique. Deux des pays de l'A.E.L.E. furent admis dans le Marché commun, la Grande-Bretagne et le Danemark (le peuple norvégien ayant, à la suite d'un référendum, repoussé l'adhésion). La Communauté à six était devenue la Communauté à neuf (avec l'Irlande), en attendant d'accueillir en 1981 un dixième membre (la Grèce).

L'élargissement de la Communauté allait mettre en défaut la logique du tarif extérieur commun. Les pays candidats admis au Club de Bruxelles n'auraient-ils pas à rétablir les droits de douane à l'égard de leurs anciens partenaires, de l'A.E.L.E. pour se mettre en règle avec les principes de l'union douanière ?

Cette conséquence absurde fut évitée par l'acte fait en 1972 par la Communauté élargie de déposer avec chacun des pays de l'A.E.L.E. n'ayant pas fait acte de candidature l'établissement d'une zone de libre-échange. Les délais d'adaptation prévus pouvaient aller jusqu'à onze ans pour certains secteurs sensibles, dont l'industrie du papier. Résultat : aujourd'hui, le tarif extérieur commun n'est pratiquement appliqué qu'à l'égard des États-Unis et du Japon et de quelques autres pays industrialisés comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, car la Communauté a signé avec un grand nombre de pays de tiers-monde (convention de la zone de libre-échange méditerranéenne) différents accords de tarifs préférentiels. En Europe même, seule l'Espagne échappe à la zone de libre-échange, mais Madrid, qui poursuit de difficiles négociations avec la Communauté, est déjà lié à cette dernière par un certain nombre d'accords tarifaires.

Pour certains, le Marché commun s'est ainsi déstructuré. Mais la solution à laquelle on a fini par aboutir n'est choquante qu'au regard des espoirs exagérés mis dans le traité de Rome et dans l'idée quelque peu artificielle que devait exister entre un Marché commun formé par des États souverains et une zone de libre-échange une différence de nature autre que juridique.
Si l'on y regarde de près, cette différence supposée n'avait qu'une seule raison d'être. La Communauté pouvait d'institutions était censée devoir multiplier les « interventions » jugées a priori bénéfiques au développement de la vie économique et de la coopération.

On sait aujourd'hui ce qu'il en est advenu. Chaque Français peut constater que les contrôles à la frontière avec l'Allemagne, autre pays membre du Marché commun ne sont pas plus légers qu'à la frontière avec la Suisse. On n'a aucune raison de s'offusquer de ce manque de discrimination. Il faut au contraire s'en féliciter, au nom de l'Europe. Ce qui est regrettable est qu'un grand nombre de contrôles continuent de subsister tant à l'égard de la R.F.A. que de la Suisse.

Aujourd'hui, l'ouverture des adjudications publiques par chacun des pays européens à la concurrence des producteurs non nationaux serait plus utile pour créer un vaste marché à l'échelle du continent pour l'industrie lourde, type C.G.E. ou Siemens, que l'harmonisation des régimes fiscaux (I.V.A.) ou tel autre rapprochement des législations longuement inscrit à l'ordre du jour du conseil des ministres de Bruxelles. La zone de libre-échange telle qu'elle est constituée peut paraître relativement lâche, mais la division de l'Europe en deux blocs aurait constitué sans aucun doute un inconvénient beaucoup plus grave.

L'œuvre européenne ne doit pas être jugée par rapport à des objectifs qui n'étaient pas tous réalistes, mais par rapport aux avantages apportés dans la vie de tous les jours aux différents participants de la vie économique. Il n'empêche que sur d'au-

tres plans, c'est la formule communautaire qui l'a emporté. Londres n'a eu de cesse d'obtenir son adhésion au Club de Bruxelles et c'est aujourd'hui les procédures du traité de Rome, complétées par l'institution du conseil européen qui constituent l'organe privilégié des discussions entre pays européens. Mais le pire serait que la Communauté en soit réduite à n'être plus que sa bureaucratie : la zone de libre-échange élargie à laquelle on a abouti n'a sans doute pas grand-chose à voir avec le vaste marché unifié que certains voulaient créer à l'image des États-Unis. Cela n'empêche pas la Commission de Bruxelles d'entretenir une « direction du marché intérieur ».

Le fait que le Marché commun ait dérivé, son principal mérite ayant été de constituer le noyau d'une zone de libre-échange aux dimensions de l'Europe occidentale, n'est pas en soi une défaite de l'esprit communautaire. Dans les rapports juridiques entre les personnes, on a vu la communauté réduite aux acquêts remplacer le régime beaucoup plus contraignant pour les époux de la communauté pure et simple comme régime de droit commun du mariage. Autrement dit, le progrès peut aller dans le sens d'une plus grande autonomie. Le régime de la séparation de biens (qui va plus loin encore dans le sens de l'autonomie que la communauté réduite aux acquêts) n'a jamais empêché un bon mariage de bien fonctionner. Au contraire, disent certains. Il reste aux Dix (et demain peut-être aux Douze) à apporter la preuve qu'ils sont décidés à vivre en communauté, ce qui implique la solidarité, même s'ils conservent chacun leur liberté de disposition.

PAUL FABRA.

Pologne

VARSOVIE REPROCHE A LA FRANCE DES « CALOMNIES ANTISOCIALISTES SANS PRÉCÉDENT »

Varsovie (A.F.P.). — La politique de la France fait l'objet de vives attaques de la part des autorités et de la presse polonaises. Au cours d'un débat à la télévision, dimanche 1^{er} janvier, le général Jaruzelski s'est déclaré convaincu que « la Pologne sera pour l'actualité administrative française un Dien-Bien-Phu politique », allusion à la défaite française au Vietnam en 1954.

D'autre part, Trybuna Ludu, organe du parti communiste polonais, a accusé, lundi, la France de mener, « au nom de l'équilibre des forces en Europe », une politique atlantiste et pro-américaine dirigée contre les pays socialistes et la Pologne en particulier.

Selon le quotidien, la France est à l'origine d'une « propagande de calomnies sans précédent depuis cinquante ans contre les pays socialistes, U.R.S.S. et Pologne en tête ». « Il n'est pas difficile, ajoute l'organe du P.C. polonais, d'expliquer la fureur de l'équipe Mitterrand » après la proclamation de l'état de siège en décembre 1981, « son soutien actif aux diverses organisations d'émigrés politiques polonais, l'importance de la campagne antipolonaise dans les médias (français) et la dégradation des relations franco-polonaises dans tous les domaines ».

Espagne

L'ASSASSINAT DE DEUX POLICIERS A MADRID EST REVENDIQUÉ PAR LE GRAPO.

L'assassinat, lundi 2 janvier à Madrid, de deux policiers par un commando terroriste a relancé l'inquiétude dans la classe politique espagnole (le Monde du 3 janvier).

C'est le premier attentat terroriste de 1984 en Espagne, et il a eu lieu quelques heures après la mort, à Bayona, de Miguel Gorko, militant présumé de l'ETA militaire, mitraillé à Saint-Jean-de-Luz mercredi dernier par un commando du GAL (Groupe de libération antiterroriste). Plusieurs douilles d'un type d'arme habituellement utilisée par les commandos de l'ETA ont été retrouvées à Madrid sur les lieux du double meurtre, revendiqué ce mardi 3 janvier par le GRAPO, un groupuscule terroriste d'extrême gauche. Le GAL, dont on sait peu de choses, a apparemment choisi de faire la guerre à l'ETA en employant les mêmes méthodes.

La tension au Pays basque espagnol a été mise en évidence par la décision de M. Carriaco, président du gouvernement autonome basque, de ne pas briser un nouveau mandat (le Monde du 3 janvier).

A Madrid, la montée des tensions au Pays basque espagnol comme au Pays basque français aggrave la polémique entre la France et l'Espagne. M. Benegas, secrétaire général du parti socialiste basque, a jugé, lundi, « intolérable » les déclarations faites par M. Jean-Pierre Desrude, député socialiste français des Pyrénées-Atlantiques. Il a ajouté que le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), au pouvoir, allait protester auprès du parti socialiste français.

Cuba

M. FIDEL CASTRO DÉNONCE VIVEMENT LA POLITIQUE DE M. REAGAN. — M. Fidel Castro a vivement critiqué, dimanche 1^{er} janvier, la politique étrangère de M. Reagan, qu'il a qualifiée de « belliqueuse, aventuriste et irresponsable » dans un discours prononcé à Santiago-de-Cuba.

Italie

NOUVELLE ÉVASION DU « ROI DE NAPLES ». — Michele Zaza, l'un des chefs de la pègre napolitaine, surnommé « le roi de Naples », arrêté en juin dernier, s'est évadé le lundi 2 janvier de la clinique Mater Dei à Rome, où il avait été transféré en octobre en raison de problèmes cardiaques. C'est la quatrième fois que le gangster, poursuivi pour trafic de drogue et de devises et pour de nombreux homicides, s'évade selon le même scénario. La police et certains hommes politiques, dont le sénateur socialiste Luigi Covati, s'interrogent sur la « mansuétude » des juges à l'égard de Zaza. — (A.F.P., U.P.I.).

Jordanie

TREIZE MORTS DANS L'ACCIDENT D'UN AVION MILITAIRE. — Treize militaires jordaniens ont péri dans l'accident d'un avion militaire jordanien, qui est tombé, lundi 2 janvier, dans la région de Katrane, au sud d'Amman. Les causes de l'accident sont d'ordre technique, a précisé une source militaire jordanienne, qui a indiqué que l'avion, un transport de troupes, effectuait un vol normal vers le sud de la Jordanie. — (A.F.P.).

En remerciement de votre fidélité
Jean de Bonnot vous offre
ce livre d'art exceptionnel
au prix coûtant

Sait-on que pour ce
livre d'art Jean de
Bonnot a utilisé
85 cm² de feuille
d'or pur tirant 22
carats ?

divine Calypso. Sa femme la patiente Pénélope, son fils Télémaque, Nestor et Ménélas, le porcher Eumée, la foule des fourbes prétendants et le vieux chien fidèle sont chantés et illustrés par ces étonnantes reliques datant de 25 siècles. L'immortel chef-d'œuvre d'Homère vous est donné ici dans la célèbre traduction de Leconte de Lisle. C'est dire que rien n'a été négligé pour votre satisfaction.

Un livre "construit" pour durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art, l'Odyssee, dans sa version intégrale en un seul volume, est reliée en plein cuir de mouton d'une seule pièce. Ce cuir à la douceur tiède et à l'odeur grasse prend avec les ans une patine inimitable. Le dos et les plats sont ornés d'un décor précieux gravé à la main et poussé sur feuille d'or fin à 22 carats, ce même or de bon aloi qui agrémentait aussi la tranchée de tête. Encadrant les plats, un motif gaufré à froid se détache en noir sur un fond ocre évoquant l'argile des vases grecs. Le papier fabriqué traditionnellement à la "forme ronde" est un vergé chiffon solide et sonnant filigrané "aux canons". Les cahiers sont assemblés et cousus au fil résistant. Les coins sont remplis main à l'os de boeuf. Le dos est renforcé par une doublure invisible. Tranchées et signet tressés complètent l'ouvrage.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "l'Odyssee" d'Homère en un seul volume 14 x 21 cm, relié en cuir décoré à l'or fin 22 carats. Veuillez en trouver ci-joint le règlement, soit 93 FF (+ 10,70 FF de frais de port). Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine sous dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom..... Prénoms.....

Adresse complète.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Cette annonce est
réservée aux clients
de Jean de Bonnot.
Elle remplace tout
courrier ou autre
message adressé
personnellement.

L'édition qui réunit les
figures des anciens vases
grecs dispersés dans les
musées et les collections
privées d'Europe et d'Amérique.

Les précieuses et délicates
peintures, illustrant les héros et
les grands faits décrits dans
l'Odyssee, ont été amoureusement
réunies, des années de travail
durant, par Notor, vicomte
de Roton, qui les a transposées

L'ODYSSÉE



le chef-d'œuvre

d'Homère

avec 100 illustrations hors-texte et
in-texte par les plus délicieux artistes
grecs de l'Antiquité

un ensemble céramographique unique en son genre.

ainsi que leurs légendes dans une seule publication. Ces peintures se trouvent dispersées dans les musées et collections des deux continents et datent du VII^e au IV^e siècle avant Jésus-Christ. Elles ont été retrouvées principalement dans : les musées de Naples, de Vienne, de Berlin, du Vatican, de Bonn, de Florence, de Wurzburg, de Cracovie et d'Athènes, au British Museum, au Metropolitan de New York et à la Pinacothèque de Munich ; les collections Tyszkiewicz, Van Branteghem de Bruxelles, de la Duchesse de Dalmatie, du Duc de Malborough, de Pourtales-Gorgier.

Il en résulte un superbe volume de 560 pages magnifié par l'éblouissant défilé de beaux et harmonieux décors des vases grecs anciens. Une fresque avait que personne encore n'avait pu contempler dans son ensemble.

L'Odyssee : un fascinant roman

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm
peausserie vrai cuir.

La publication du rapport

M. Pierre Mauroy a rendu public, lundi 2 janvier, au cours d'une conférence de presse consacrée à l'affaire des « avions renifleurs » d'ELF-Aquitaine, un livre blanc comprenant essentiellement le rapport confidentiel établi par M. François Giquel, conseiller à la Cour des comptes, sur cet aspect des activités de recherche d'ELF-ERAP.

Le rapporteur, qui exerçait dans le cadre de la mission de contrôle des entreprises publiques dévolue à la Cour des comptes, souligne « les lourdes responsabilités » des dirigeants de l'ERAP dans ce « grave échec ». M. Giquel conclut que, sur le plan financier, « les procédures normales de contrôle n'ont pas été observées », et ce avec l'aval du

gouvernement. Pour sa part, M. Pierre Mauroy a sévèrement dénoncé la « légèreté » et la « malveillance » qui ont présidé, selon lui, à l'ensemble de l'opération, ainsi que l'attitude de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre qui ont « pris la responsabilité de dissimuler les faits et d'empêcher les enquêtes qui auraient sans doute permis de faire la lumière sur la nature exacte de ce qui s'est passé et sur les responsabilités qui sont engagées ». M. Mauroy a affirmé que, dans cette affaire, les « règles démocratiques » ont été « contournées, ignorées, violées ».

M. Mauroy a indiqué qu'il demanderait à M. Robert Badier,

ministre de la justice, qu'un « complément d'enquête » soit effectué, notamment sur la destination finale des sommes transférées en Suisse. Le premier ministre a exprimé le regret que la volonté des précédents dirigeants du pays et des responsables de l'ERAP, qui avaient cherché à « étouffer » l'affaire, ne rende vraisemblablement les poursuites impossibles pour cause de prescription.

M. Mauroy n'a pas repris à son compte le terme de « forfaiture » employé par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, à propos de la destruction de trois exemplaires du rapport par M. Bernard Beck,

M. MAUROY : les règles de fonctionnement de l'Etat ont été « contournées, ignorées, violées »

M. Pierre Mauroy a d'abord affirmé : « Pour la première fois dans l'histoire de la Cour des comptes, un rapport rédigé par cette institution a disparu de ses archives et, plus généralement, des archives de l'Etat. (...) Si les plus hautes autorités de l'Etat ont pu obtenir, sans difficulté, les renseignements qu'elles étaient en droit de connaître et qui auraient dû demeurer dans leurs archives, jamais sans doute un débat public ne se serait engagé ».

« En raison de cette situation, a ajouté M. Mauroy, j'estime que l'ensemble des Français ont le droit de connaître les pièces du dossier ».

Le premier ministre a alors indiqué qu'il avait été établi, à cet effet, un livre blanc. M. Mauroy a précisé que ce livre blanc réunissait une chronologie des faits, les notes remises par M. Bernard Beck, l'ancien président de la Cour des comptes, lorsqu'il a été interrogé sur la disparition des archives de la Cour du rapport Giquel, la lettre de M. Philippe de Weck, ancien président de l'Union de banques suisses, à l'actuel président de l'ERAP, justifiant les opérations menées dans le cadre du contrat de 1976, la lettre de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget, saisissant le conseil d'administration de l'ERAP, le rapport Giquel lui-même.

Le premier ministre a précisé que ce livre blanc sera édité prochainement par la Documentation française. Il a indiqué que la divulgation d'un rapport confidentiel de la Cour des comptes était faite à titre exceptionnel et ne saurait « constituer en aucun cas ni une jurisprudence ni un précédent ».

M. Mauroy a ajouté : « Une telle décision est justifiée d'abord parce que tout a été tenté pour que ce dossier disparaisse à jamais des archives de l'Etat. Elle est justifiée également par le fait qu'aucun élément du rapport n'intéresse, directement ou indirectement, la défense nationale ou les intérêts supérieurs de l'Etat ».

Naïveté

Le premier ministre a noté que, au moment où l'affaire a été rendue publique — par le *Canard enchaîné*, puis par le secrétaire d'Etat au budget, — en l'absence du rapport de la

Cour des comptes, « toutes les hypothèses étaient envisageables ».

M. Mauroy a « constaté » que MM. Barre et Giscard d'Estaing « n'ont pas jugé nécessaire de laisser leurs successeurs apprécier des informations qui pourtant ont été présentées par eux-mêmes comme intéressant les intérêts supérieurs du pays et même notre système de dissuasion nucléaire ».

M. Mauroy parlant ensuite de « naïveté » et de « légèreté », a affirmé : « Comparer (...) les ailes des forages (pétroliers) avec une méthode dépourvue de toute valeur scientifique, ce n'est pas dire la vérité aux Français. (...) Il a ironisé sur le fait que ces erreurs avaient été commises par ceux-là mêmes qui, dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, lui avaient fait un procès d'incompétence ».

M. Mauroy a poursuivi : « Les erreurs sont plus faciles à éviter quand les règles de fonctionnement de l'Etat sont respectées. (...) Pour le premier ministre, les « règles démocratiques » ont été, dans cette affaire, « contournées, ignorées, violées ».

M. Mauroy a affirmé à ce propos : « Pendant trois ans, de 1976 à 1979, une des principales entreprises françaises, appartenant au secteur public et nationalisé, a dépensé des sommes importantes pour financer des expériences sans valeur scientifique. Cette opération a, dès l'origine, été menée en accord et en liaison avec le président de la République de l'époque. Lorsqu'un contrôle scientifique a été « enfin » exercé et que la vérité est apparue, les plus hautes autorités de l'Etat — un président de la République et un premier ministre — ont pris la responsabilité de dissimuler les faits et d'empêcher les enquêtes qui auraient sans doute permis de faire la lumière sur la nature exacte de ce qui s'est passé et sur les responsabilités qui sont engagées. Depuis que les responsables politiques du pays ont changé, tout a été fait pour qu'ils ne puissent prendre connaissance de ce dossier. Des documents, appartenant aux archives de l'Etat, ont disparu ».

La conséquence de cet état de fait, pour le premier ministre, est que « ni les responsables actuels de l'Etat, ni d'ailleurs les anciens responsables de l'entreprise indus-

trielle concernée, n'avaient, il y a simplement neuf jours, le moyen de connaître la nature exacte des événements qui se sont déroulés entre mai 1976 et juillet 1979 ».

« Comment se fait-il, s'est demandé le premier ministre, qu'un président de la République ait pu intervenir personnellement, et dans quelles conditions, dans les décisions d'une entreprise nationale ? Comment se fait-il qu'un président de la République ait engagé une opération à caractère prétendument scientifique sans s'être entouré du moindre avis autorisé, sans avoir consulté les personnalités compétentes dans ce domaine ? Comment se fait-il qu'un président de la République ait pris de telles décisions sans même en informer son premier ministre de l'époque ? (...) Comment se fait-il qu'un président de la République et un premier ministre aient accepté de couvrir de graves irrégularités comptables ? Comment se fait-il qu'ils aient dissimulé aux administrateurs d'une société nationale l'utilisation de sommes importantes ? »

M. Mauroy a ensuite récusé la référence au « secret défense » à propos de la confidentialité de l'affaire.

Rien dans tout cela, a-t-il affirmé le premier ministre, ne peut être considéré comme relevant du secret ou comme mettant en cause la sécurité du pays. D'ailleurs, à aucun moment entre mai 1976 et juillet 1979 les responsables de notre défense ou des scientifiques travaillant pour nos armées n'ont été associés, de près ou de loin, aux expériences qui étaient menées. « La démocratie, a poursuivi M. Mauroy, exige que les diverses institutions du pays puissent exercer sans entrave leurs responsabilités. La démocratie exige que les règles du secret et de la confidentialité soient respectées, mais qu'elles ne servent pas d'alibi à des défaillances. La démocratie exige que la continuité de l'Etat soit assurée et que les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement, les ministres, les responsables d'administration, lorsqu'ils se succèdent, laissent à la disposition de ceux qui accèdent aux fonctions les informations et les documents qui leur sont nécessaires. (...) A quel titre, s'est encore interrogé M. Mauroy, M. Giscard d'Estaing s'identifie-t-il aux institutions de la France ? »

M. Mauroy a ensuite évoqué l'attitude de la Cour des comptes. Après avoir rappelé que l'étude menée par la Cour sur l'ELF-ERAP (et dans le cadre de laquelle l'affaire des « avions renifleurs » a été soulevée) a été conduite « conformément aux règles de confidentialité », en vigueur rue Cambon, le premier ministre a poursuivi : « Ce n'est qu'en réponse aux questions qui lui étaient adressées que l'ancien premier président de cette institution a reconnu avoir détruit, lorsqu'il a quitté sa fonction, les trois exemplaires déposés dans son coffre. Or il s'agit de documents enregistrés au greffe de la Cour et inscrits sur le registre des rapports confidentiels. On peut s'interroger sur leur nature exacte. Le gouvernement, respectueux de l'indépendance de la magistrature et d'une haute juridiction de l'Etat, s'impose de ne pas apporter de réponse hâtive. Dans les prochains jours, il en fera précéder la nature par le bureau de la Cour des comptes, selon la règle en vigueur dans cette juridiction et compte tenu de la procédure suivie. Il lui demandera également si le rapport devait normalement figurer dans les archives de la Cour pour y être conservé. La justice pourra être saisie en vue de qualifier et de sanctionner cette faute ».

Vérité officielle

Le premier ministre a évoqué l'impact possible de la publication du rapport sur les activités d'ELF-ERAP. Après avoir rappelé que la « prise de risques » dans la recherche et l'exploration « est » de la responsabilité première d'un « groupe pétrolier et pétrolier », M. Mauroy a affirmé : « Le gouvernement a une entière confiance dans la société ELF-Aquitaine, comme d'ailleurs dans l'ERAP ».

Il a ajouté que l'opération des « avions renifleurs » n'est pas « critiquable sur le principe, mais sur la manière dont elle a été conduite. Dès le départ, la conception extensive du secret qui prévalait a conduit à réduire l'exercice des capacités de vigilance, de circonspection et de critique dont doit s'entourer toute aventure risquée. (...) Circonstances aggravantes, cette opération, par la logique du secret, a conduit à rechercher les cautions supérieures et à impliquer ainsi les plus hautes autorités de l'Etat. Celles-ci se sont prêtées à l'opération. Dès lors, les espoirs entretenus devenaient vérité officielle, et le système ainsi noué allait retarder la manifestation de la vérité ».

M. Mauroy a souligné : « Les autorités politiques ne doivent pas imprudemment et prématurément compromettre le crédit de l'Etat en intervenant directement dans la prise de risque industrielle ».

A propos des « suites » à donner à cette « affaire lamentable », M. Mauroy a affirmé : « En ce qui concerne les responsables politiques, le pays tranchera, jugera. Au sujet des conséquences à l'interieur même d'ELF-ERAP, M. Mauroy a indiqué qu'il va adresser aux dirigeants du groupe une lettre leur demandant de tirer de cette affaire « les conséquences quant aux responsabilités individuelles ». Sur la nature exacte des « inventeurs », « illuminés » ou « escrocs », s'est interrogé le premier ministre, « ainsi que sur l'usage des fonds transférés en Suisse. M. Mauroy a indiqué qu'il va demander au ministre de la Justice un complément d'enquête. Il a regretté à ce propos que « des procédures n'aient pas été engagées immédiatement » et que la « volonté d'étouffer l'affaire » risque maintenant de permettre aux coupables éventuels de bénéficier de la prescription ».

Le premier ministre a relevé que les mêmes risques de prescription existent pour les « entorses aux règles » constatées dans la comptabilité de l'ERAP. M. Mauroy a ajouté, sur ce point : « Si quelque autorité que ce soit regrette la publicité donnée à ce dossier, le gouvernement entend souligner qu'une telle publicité ne résulte pas de sa volonté. Elle est la conséquence du soin qui a été mis à dissimuler cette affaire et de l'opération politique à laquelle on voulu se livrer les auteurs de cette dissimulation ».

Les accusations de M. Barre

(Suite de la première page.)

M. Barre fait observer qu'il s'agit d'une affaire classée à laquelle ne s'appliquent pas — ou d'une manière moins intangible — les règles habituelles de transmission des dossiers en cours.

L'ancien premier ministre rappelle enfin — ce qu'il a mis en évidence dans le communiqué publié au lendemain du déclenchement de l'affaire (le Monde du 24 décembre) qu'il n'a jamais cherché à empêcher le contrôle des activités d'ELF-ERAP, mais seulement demandé à la Cour des comptes de ne pas rendre public le rapport, comme le jugeaient nécessaire les dirigeants de la société pétrolière.

Cette procédure dérogatoire était, au demeurant, prévue dans les statuts de la Cour pour les affaires frappées du sceau « confidentiel, défense ». Aucun des quatre magistrats qui ont eu à connaître du dossier, souligne M. Barre, n'a manifesté de réserves ou s'est plaint de pressions de sa part.

La question, en définitive, se pose de savoir si l'opération pouvait être réellement considérée comme relevant du « secret défense ». M. Mauroy a fermement répondu par la négative. M. Barre soutient, lui, le contraire, en se référant à l'opinion émise à ce sujet par les dirigeants d'ELF-ERAP. Quoi qu'il en soit, cette notion ne pouvait plus être valablement invoquée à partir du moment où le contrat avait été dénoncé.

M. Barre maintient néanmoins qu'il subsistait encore deux raisons de conserver au rapport son caractère de confidentialité : les relations avec « des pays étrangers » et la crédibilité du groupe ELF-ERAP. Il était devenu, en fait, difficile de « tout mettre sur la place publique », c'est-à-dire de reconnaître qu'on s'était lourdement trompé sur la validité scientifique du procédé « inventé » par le comte de Villegas. M. Barre l'admet à demi-mot, mais il relativise sa propre responsabilité. Il explique qu'il a été amené à « réviser » une opération lancée avant son arrivée au pouvoir et d'un autre côté, à suivre les avis des responsables d'ELF-ERAP.

Comment, déclare-t-il en substance, un premier ministre aurait-il pu remettre en cause un projet auquel croyaient des hommes aussi compétents ou prestigieux que MM. Guillaumat, Chandon, Piny ou de Weck — alors président de l'Union de banques suisses — et qui, de surcroît, était « approuvé » par le président de la République ? Toute l'équipe de direction de la société pétrolière (outre MM. Guillaumat et Chandon, MM. Rutman, Lévy et Alba) avait, selon lui, la même opinion favorable, tout au moins dans une première phase, sur les recherches conduites par M. de Villegas.

M. Barre suggère ainsi qu'on ne saurait lui faire grief de l'existence de l'opération ni sur le plan technique ni sur le plan financier. En tant qu'opérateur largement indépendant du pouvoir politique, le groupe ELF-ERAP aurait négocié seul le montant des contrats et le transfert des fonds, le premier ministre n'intervenant que pour délivrer les autorisations nécessaires. Le montage financier était, certes, dénué de toute orthodoxie, mais, dans une opération de ce genre, « lorsqu'on sait comment se trahit, par exemple, les ventes d'armes », il n'était pas surprenant que l'on sorte des notions...

Beaucoup de légèreté

L'ancien premier ministre mentionne, en outre, qu'à la fin de 1977 les dirigeants d'ELF-ERAP avaient tiré des conclusions très positives de la collaboration entamée avec les « inventeurs » (le Monde du 31 décembre). En apparence, les 400 millions de francs correspondant au premier versement du groupe avaient été utilisés conformément à l'objet du contrat de services. On sait désormais, à la lumière du rapport de la Cour des comptes, que cette apparence était trompeuse.

Il convient aussi, dans cette affaire, de tenir compte des confidences de personnes qui existaient au sein d'ELF-ERAP et des divergences de vues notables qui ont opposé, à partir de 1977, M. Chandon à son ministre de tutelle, M. André Giraud. Ce dernier obtint finalement l'accord de M. Barre pour faire procéder à une expertise décisive de l'« invention ».

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas, une fois la duplicité dévoilée,

recherché et sanctionné, fut-ce discrètement, les responsables de cette malheureuse opération ? D'autant que celle-ci avait fait perdre à l'Etat une somme importante, et que le rapporteur de la Cour des comptes se prononçait explicitement pour un tel épilogue ?

Lorsqu'on l'interroge, M. Barre se retranche derrière le fait que le rapport, s'il révélait beaucoup de légèreté de la part des responsables d'ELF-ERAP, ne mettait pas en cause leur intégrité et leur bonne foi. On ne saurait, selon lui, « changer les gens » qui ont rendu de grands services dans leur domaine « chaque fois que des forages échouent et coûtent pourtant beaucoup plus cher que les avions renifleurs ».

En résumé, M. Barre estime n'avoir fait que son « travail de premier ministre », convaincu d'avoir bien servi l'intérêt national.

Y a-t-il eu surpercherie ? Il ne l'exclut pas, mais reste « très sceptique sur le fond de cette affaire ». Attisé, il s'est défendu, « par écrit, en rétablissant les faits », mais aussi en dénonçant « une opération politique basse et indigne ».

L'ancien premier ministre considère, plus précisément, que le gouvernement cherchait à atteindre un double but : faire diversion à propos de certains dossiers embarrassants, tel celui de l'affaire Doumeng, et de la situation générale du pays ; tenter ensuite de mettre en difficulté l'opposition en accordant l'idée dans l'opinion de l'incompétence des anciens dirigeants, dont lui-même.

Un adversaire dangereux

M. Barre estime qu'il a été, à l'origine, la cible principale de l'opération déclenchée par le *Canard enchaîné*, qui verrait en lui « un adversaire dangereux » parce qu'il est « légitimiste et en même temps crédible ». Les conditions mêmes du déclenchement de cette opération à l'Assemblée nationale — il a été cité nommément par M. Emmanuelli et a eu droit à un « cadrage » ostentatoire, selon lui, de la télévision — le confortent dans cette idée.

L'ancien premier ministre pense, en fait, qu'on lui a tendu « un piège ». C'est le raison pour laquelle il s'est refusé à toute « manifestation spectaculaire ». Mais il n'a « guère de doute » aussi sur l'intérêt qu'éprouvent tous ceux qui peuvent profiter de cette affaire. L'allusion au R.P.R. est transparente. M. Barre ne va pas jusqu'à penser que le parti de M. Chirac ait pu contribuer activement à la tentative de « déstabilisation » dont il se dit victime et qui est, selon lui, « purement socialiste ». Contrairement à ce qu'auraient pu faire croire certains propos recueillis dans son entourage, il ne retient pas l'hypothèse selon laquelle M. Chandon aurait pu le trahir. Les documents utilisés le 28 décembre par le *Canard enchaîné* n'étaient pas en possession de l'ancien président d'ELF-ERAP. C'est, selon lui, le gouvernement qui en disposait.

L'ancien premier ministre ne nourrit pourtant aucune illusion sur la complicité du R.P.R. à son égard, dans la mesure où M. Chirac, pense-t-il, préfère sans doute affronter M. Giscard d'Estaing au sein de l'opposition plutôt que lui-même. Il rejoindrait ainsi ceux qui spéculent sur une alliance objective entre le président du R.P.R. et M. Mitterrand, l'un et l'autre considérant leur affrontement singulier électoralement « idéal ».

M. Barre, qui se dit « résolulement servile », est au demeurant persuadé que l'opération des « avions renifleurs » a « complètement dérangé ». Le gouvernement aurait cru, selon lui, que M. Giscard d'Estaing et lui-même, avaient imité M. Beck en détruisant les exemplaires du rapport de la Cour des comptes qu'ils détenaient. Il aurait alors été « pris à contrepied » et n'aurait pas eu d'autre solution que de publier le document.

Pour M. Barre, cette publication est une « grave erreur » : il y a, dit-il, des limites qu'on ne franchit pas. Une grande entreprise nationale dans le domaine de la recherche et de l'innovation de la Cour des comptes témoignerait d'une grande irresponsabilité. Ce qui me choque le plus, c'est que le président de la République, informé depuis dix-huit mois, ait laissé faire cette opération.

GUY PORTE.

L'épreuve de force

Pour en terminer avec une affaire qui ne l'est pas, M. Mauroy a choisi la manière forte. Les anciens dirigeants de l'époque, MM. Giscard d'Estaing et Barre, sont accusés d'avoir « dissimulé les faits et empêché les enquêtes » sur l'épave du dossier des « avions renifleurs » d'ELF-ERAP. De son côté, M. Barre nous indique que son rôle a été de « régulariser » une opération lancée par M. Giscard d'Estaing. L'ancien premier ministre corrobore de penser qu'il est la cible principale d'une autre opération, politique celle-là, menée par le gouvernement contre un adversaire sérieux, parce que « légitimiste et crédible ».

Si c'est là y avait, le moins que l'on puisse dire est qu'elle a changé. Les thèmes du débat, eux, n'ont guère varié et l'on ne sait toujours pas qui, au-dessus de l'opinion — celle-ci reste l'enjeu de cette bataille, — va l'emporter.

Au départ, M. Emmanuelli avait dénoncé l'ancien premier président de la Cour des comptes, M. Beck. Le lendemain, M. Giscard d'Estaing s'était désigné comme la principale cible des « calomnies » gouvernementales. Si M. Mauroy a trappé si fort, lundi au cours de sa conférence de presse, c'est, sans doute, pour désamorcer l'effet Giscard produit ce jour-là.

Se posant en victime, l'ancien chef de l'Etat avait habilement détourné le tir en plaçant M. Barre dans une position incomfortable. Ce dernier était progressivement apparu comme le principal perdant, alors que le principal bénéficiaire était M. Chirac, apparemment étranger à cette querelle.

On peut, avec M. Barre, constater qu'il y a de facto une « corrélation objective » sur ce terrain entre le pouvoir, qui attaque MM. Giscard d'Estaing et Barre, et le président

d'un R.P.R. qui reste « spectateur » : M. Mauroy s'est payé le luxe de s'indigner que M. Chirac n'ait pas été tenu informé par M. Giscard d'Estaing des premiers développements de l'affaire, en mars 1976. On peut aussi remarquer qu'une complicité, ténue, certes, mais réelle, existe, désormais, entre le pouvoir et M. Barre. Car M. Barre, à son tour, tout en assumant ses responsabilités propres, déforme le tir, en établissant clairement celles de M. Giscard d'Estaing.

Hier sur M. Giscard d'Estaing, donc, désigné comme principal instigateur d'une affaire dont d'autres qui lui ont dû, ensuite, tenter d'effacer les dégâts. Dans ce jeu où chacun cherche à se protéger, l'honneur de la Cour des comptes et la réputation d'ELF-ERAP sont autant de paravents commodes et d'atouts, pour les responsables de l'opposition, des terrains de contre-attaque. C'est sans doute pourquoi M. Mauroy a ménagé l'une et l'autre.

La cible principale est donc maintenant connue. Les thèmes du débat sont également largement répandus. Curieusement, le principal d'entre eux, parce que psychologiquement le plus important pour le premier ministre — celui de l'incompétence de ceux qui se sont rendus coupables de « légèreté », — a été relativement peu exploité par M. Mauroy. Il est vrai qu'il dispose de deux arguments « en béton » : la transparence et la continuité de l'Etat. A cet égard, il est évident que le rapport de M. Giquel ayant été remis à M. Barre en janvier 1981, il était difficile à ce dernier, compte tenu de la proximité de l'échéance présidentielle, d'en tirer les conséquences, si tant est qu'il ait souhaité le faire.

Que restera-t-il de cette épreuve de force engagée devant l'opinion ?

M. Mauroy, qui dispose d'un atout sérieux — à moins, comme le note un très haut magistrat qui ne peut être cité sans entrave leurs responsabilités — a fait, et de façon parfois grandiloquente. Après tout, il lui suffisait de rester derrière le dossier public. Le gouvernement aurait été en meilleure position s'il n'y avait pas eu cette quasi-simultanéité entre la saisine, par M. Emmanuelli, du conseil d'administration d'ELF-ERAP et la parution d'éléments d'information dans le *Canard enchaîné*, accordant l'idée du déclenchement d'une opération politique. De même peut-on s'étonner que le secrétaire d'Etat au budget ne se soit précipité publiquement de la destruction du rapport Giquel (dont le pouvoir était informé depuis plusieurs mois) qu'un lendemain de sa révélation par l'*hebdomadaire*.

Il reste que le gouvernement, coupable aux yeux de l'opposition d'attaquer sur le terrain des scandales, peut se prévaloir d'une certaine « moralité », permettant à l'opinion de juger sur pièces. Il reste aussi que, face aux accusations d'étatisme lancées contre elle, la gauche démontre que la précédente gestion ne se privait pas d'intervenir dans les entreprises nationales.

En s'abstenant de se prononcer, comme le lui demandait M. Chandon, le président de la République veut, lui, préserver sa « virginité » dans cette affaire, tout en encourageant le gouvernement à aller de l'avant. C'est sans doute pourquoi M. Barre, répondant à M. Mauroy, critique in fine M. Mitterrand lui-même.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

de la Cour des comptes sur ELF-Aquitaine

ancien premier président de la Cour des comptes. Il a laissé à la Cour elle-même le soin de se prononcer sur la nature exacte de ces exemplaires. La justice pourra ensuite, à-t-il précisé, « qualifier et sanctionner cette faute ».

M. Mauroy a rappelé que « si les responsables actuels de l'Etat », si ceux de l'ERAP, n'avaient, « il y a seulement neuf jours, le moyen de connaître la nature exacte des événements qui se sont déroulés entre mai 1976 et juillet 1979 ».

M. Mauroy a souligné, en outre, qu'un des enseignements de ce

rapport est que les dirigeants de l'actuelle opposition sont mal fondés à faire à la gauche le procès d'incompétence que, selon le premier ministre, ils lui ont intenté dès 1981.

C'est aussi le sentiment de l'humanité du 3 janvier, dans laquelle Robert Crémieux écrit : « Tour à tour menaçants, jouant les vertus outragées ou les experts économiques, MM. Giscard, Barre et Chandon se sont enfoncés dans le scandale et la manipulation. Les documents de l'ERAP d'économie supportent mal qu'un document démontre, au passage, leur incompétence ».

Dans l'opposition, M. Philippe Mestre, député (U.D.F.) de Vendée,

ancien directeur de cabinet de M. Raymond Barre, juge « consternants » les propos de M. Mauroy, qui visent, selon lui à « jeter (...) le discrédit sur une grande entreprise nationale et le doute sur une des plus hautes juridictions de l'Etat ».

M. Giscard d'Estaing, en visite en Israël, s'est refusé à commenter, dans un pays étranger, les propos de M. Mauroy. Dans son entourage, on indique que l'ancien président fera connaître son avis dès son retour en France, prévu pour la semaine prochaine.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Réponses à neuf questions

L'affaire des « avions renifleurs » n'est pas encore réglée. La publication du rapport Giquel éclaire cependant de nombreux aspects du dossier et permet de répondre plus précisément à quelques questions :

• Quel fut le rôle de MM. Jacques Chirac, Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing ?

Le rapport Giquel indique le soulèvement constant qu'eurent MM. Giscard d'Estaing (informé le 2 juin 1976 par MM. Pierre Guillaumat et Antoine Pinay) et Barre (informé le 8 octobre 1976) de faciliter les recherches du groupe pétrolier. M. François Giquel ne cite pas M. Jacques Chirac, qui démissionna de ses fonctions de premier ministre le

25 août 1976, deux mois après que le président de la République eut été officiellement averti de la « découverte » virtuelle des « avions renifleurs ».

• Les sommes dépensées en pure perte par ELF-ERAP, soit près de 800 millions de francs en 1976, étaient-elles considérables au regard de l'enjeu et des finances du groupe à l'époque ?

Pour les dirigeants actuels d'ELF, le pari, vu ses conséquences possibles, était amplement justifié. Que sont 800 millions de francs comparés aux 6 à 8 milliards dépensés annuellement dans l'exploration, en

entre l'ERAP et les « inventeurs » de bout en bout. Des clauses spéciales draconiennes avaient même été adoptées à la demande des « inventeurs ». Le secret a ainsi conduit le groupe pétrolier à écarter tout scientifique capable de juger des méthodes de MM. Villegas et Bonassoli et cela jusqu'en 1978.

A deux reprises pourtant — au moins — le secret a été levé. Selon le rapport, le président Omar Bongo aurait été plus ou moins mis dans le secret et ELF aurait ainsi obtenu le permis de Pongara Marine au Gabon. Le roi du Maroc aurait lui aussi été « prématurément informé ». Des sources marocaines purent faire état d'un procédé de recherche inédit.

• Comment M. Pierre Guillaumat, président d'ELF-

lui lors de l'engagement de l'opération.

• Pourquoi n'a-t-on pas cherché, à l'époque, compte tenu des conclusions de ce rapport et des questions laissées en suspens, à donner des suites, notamment judiciaires, à l'enquête ?

La thèse du secret d'Etat ne se justifiait plus. Elle est cependant encore mise en avant par les responsables politiques de l'époque, qui indiquent aussi le souci de préserver la crédibilité d'ELF-ERAP.

M. Giquel lui-même évoquait à la fin de son rapport de possibles poursuites pénales. Il aurait été également possible d'envisager des sanctions au sein de l'entreprise.

• Des poursuites judiciaires vont-elles maintenant être engagées ?

M. Robert Badinter, garde des sceaux, doit demander aujourd'hui au procureur de la République du tribunal de Paris d'ordonner une enquête à propos des responsabilités éventuelles, sur le plan juridique, de MM. Bernard Beck, ancien premier président de la Cour des comptes, des deux « inventeurs » des « avions renifleurs » et des responsables de la comptabilité d'ELF-ERAP.

M. Beck est la personne qui risque le plus d'être poursuivie. La destruction des rapports Giquel lui est reprochée remontant aux mois de septembre ou d'octobre 1982. Les faits ne sont pas précis. Il appartient, en principe, au procureur de la République de saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation qui désignera la chambre d'accusation chargée de l'instruction. La destruction des rapports Giquel, selon l'appréciation des magistrats, pourra être qualifiée soit de délit, soit de crime. M. Mauroy a cependant précisé que le gouvernement demandera d'abord l'avis du bureau de la Cour des comptes sur le « statut » et le « parcours » du rapport.

Les « inventeurs » bénéficieront vraisemblablement de la prescription (trois ans en matière de délit) puisque les faits remontent aux années 1976-1979. De même les responsables de la comptabilité du groupe ELF-ERAP. Le parquet du tribunal devra, en tout cas, le déterminer au cours d'une enquête préliminaire avec peu de moyens d'investigation.

VERONIQUE MAURUS et LAURENT GRELSAMER.

Les trucages de M. de Villegas

On a peine à croire, à la lecture du rapport de la Cour des comptes, qu'une société comme ERAP ait pu se laisser embarquer, pendant trois ans (avril 1976 à mai 1979), dans une pareille histoire. Certes, il est normal qu'une firme de cette importance prenne des risques dès lors qu'on lui propose un procédé révolutionnaire de détection des gisements d'hydrocarbures. Il est normal qu'elle finance une partie des recherches destinées à la mise au point du procédé, même si, par la suite, celui-ci se révèle inopérant. Cela fait partie du jeu, mais il est un principe de règle, comme au poker, de mettre une mise « pour voir ».

Or il semble bien qu'ERAP n'ait eu le droit de voir que bien tardivement, et après avoir payé la forte somme. L'histoire n'est guère avare de ces affaires apparemment merveilleuses, dont le contenu s'est bien vite révélé vide. Témoin la machine de Prioré, censée vaincre nombre de maladies, dont le cancer, et pour laquelle, dans les années 70, contre l'avis des experts consultés, plusieurs dizaines de millions de francs anciens furent versés en vain. On est loin cependant des sommes allouées par ERAP pour, finalement, découvrir, après démontage des appareils mis sous scellés, un générateur d'images fonctionnant à partir de photocopies préparées à l'avance et de magnétoscopes télécommandés.

Deux appareils avaient, en effet, été développés par M. de Villegas et M. Bonassoli et testés au sol et au cours de vols de reconnaissance aérienne où, semble-t-il, ils avaient fait parfois miracle. Le premier, appelé Delta par ses inventeurs, permettait la prospection à grande altitude... et signalait par un couinement sonore, plus ou moins intense, la présence d'hydrocarbures, mais ne donnait lieu, à l'époque des premiers essais, à aucune image exploitable. Le second, qui portait le nom d'Omega, était un dispositif de reconnaissance de détail au sol donnant des images fixes noir et blanc sur une petite console de visualisation. « Les observateurs, précise le rapport de la Cour des comptes, n'avaient évidemment pas accès à la partie essentielle, soigneusement dissimulée aux regards sous une tente, mais seulement à une console placée à quelque distance dans une camionnette ».

A la fin de 1978, le procédé révolutionnaire utilisé dans les appareils de M. de Villegas était toujours inconnu en dépit du renforcement, par des physiciens, de l'équipe des géologues appelée à assister aux différents essais des appareils. A cette époque, M. Bonassoli, « après l'expérience classique faite à tout nouvel arrivant du dessin sur un papier que l'on plaçait derrière un mur, et que l'appareil Omega permettait de voir sur son écran », expliquait qu'il avait découvert une particule nouvelle (père nourricier, qui traversait l'importe quelle matière sans être freinée, mais qu'il avait réussi à maîtriser). « Il savait, disait-il, donner à cette particule des informations lui permettant de reconnaître, par exemple, des hydrocarbures ou d'autres minéraux ». Toutes explications, note le rapporteur, qui « paraissent très fragmentaires et peu cohérentes ».

Il est vrai que les physiciens font avec les particules élémentaires de véritables miracles, mais de là à verser dans le doute, et imaginer la domestication d'une particule en quelque sorte « charmée », il y a un pas que les physiciens du Centre européen de recherches nucléaires de Genève n'auraient sans doute pas fait mais ont-ils été consultés sur pareille « découverte » ? — franchi. Si l'on connaît effectivement dans ces milieux de véritables particules « charmées », le sens que l'on donne au mot charme n'y a pas du tout le côté farfelu que certains prétendaient lui donner.

Le doute commençait donc à s'installer dans les esprits, et ce d'autant plus que, malgré les demandes pressantes d'ELF-Aquitaine, il n'était toujours pas possible « d'ausculter les appareils » ou d'obtenir leurs schémas de montage « toujours séparés ». Mieux même, « un tube électronique prétendument modifié » par les inventeurs pour les besoins de leur expérience se révélait en tous points conforme à ceux fournis par la société japonaise Hamamatsu.

Une personnalité scientifique de « premier plan »

Informé de l'affaire, le ministre de l'Industrie délégua alors, en février 1979, une personnalité scientifique de « premier plan », M. Jules Horowitz, directeur de l'Institut de recherche fondamentale du Commissariat à l'énergie atomique, pour servir d'expert. Les relations entre les deux parties se détériorent et, en dépit d'essais apparemment concluants, mais sur lesquels l'équipe de la section géologique d'ELF-Aquitaine émet un jugement « nuancé », une partie du matériel est saisie.

C'est dans ce contexte que M. Horowitz demandera, le 24 mai 1979, que lui soit restituée la fameuse expérience du dessin ou de l'objet placé derrière le mur. Une règle graduée sera mise derrière le mur, par M. Horowitz, mais partiellement rompue et tordue de manière à faire un « V » à l'insu de M. Bonassoli, chargé de faire fonctionner l'appareil. « L'image d'une règle partiellement droite, horizontale, parut alors sur l'écran ». La supercherie était démontée.

Le démontage de l'appareil Omega permettra ensuite de découvrir deux feuilles de papier portant les images observées le 24 mai et faites à partir d'une machine à photocopier. Il apparaissait ainsi que les appareils en la possession d'ELF-Aquitaine étaient totalement truqués : le capteur Omega fonctionnait avec des photocopies préparées à l'avance, et ne sortait que ce que l'on voulait bien y faire entrer ; le procédé Delta faisait appel à un système d'édition électromécanique avec affichage sur une console, le magnétoscope d'enregistrement « était branché en parallèle sur un autre magnétoscope censé commander le système, mais qui avait une bande préenregistrée dont l'opérateur commandait le déroulement à volonté ». Il suffisait d'y penser...

J.-F. AUGEREAU.

M. MESTRE (U.D.F.) : consternant

M. Philippe Mestre, ancien directeur de cabinet de M. Raymond Barre, député (U.D.F.) de Vendée, a déclaré, lundi 2 janvier : « Je constate que le gouvernement a changé de registre ».

« Après les imprécisions et l'ironie d'un secrétaire d'Etat, a affirmé M. Mestre, voici que le premier ministre (...) use du ton moralisateur. Serait-ce pour camoufler sa reculade après son coup manqué de basse politique visant à atteindre son prédécesseur, M. Raymond Barre ? »

« On me permettra, après avoir passé de nombreuses années à Mâtignon auprès de trois premiers ministres, de trouver consternants les propos de M. Mauroy, a poursuivi M. Mestre. Les premiers ministres que j'ai connus avaient trop le sens de l'Etat et de l'intérêt national pour accepter de jeter volontairement le discrédit sur une grande entreprise nationale et le doute sur l'honorabilité d'une des plus hautes juridictions de l'Etat. Ils avaient l'habitude de consacrer leurs conférences de presse à d'autres sujets... »

JE SENS QUE 1984 SERA UNE SUPER-ANNEE !!



25 août 1976, deux mois après que le président de la République eut été officiellement averti de la « découverte » virtuelle des « avions renifleurs ».

• Qui sont les deux « inventeurs » ?

ELF-ERAP ne leur avait pas demandé de curriculum vitae. Ce fut un tort lourd de conséquences. Le comte Alain de Villegas avait fait des études d'ingénieur il y a quarante ans. Il n'avait « guère fréquenté les milieux scientifiques depuis », indique le rapport. M. Aldo Bonassoli se présentait comme un ancien chercheur de l'Institut Enrico-Fermi de Milan. Des enquêtes, confiées trop tardivement (1978-1979) à des détectives privés, démentirent cette assurance. Les deux « inventeurs » n'ont apparemment jamais publié de travaux scientifiques.

• Quels ont été la destination et l'emploi des fonds versés à la société Fisalma et aux « inventeurs » ?

Le rapport ne permet pas de répondre à cette question. Il aggrave même les doutes que l'on peut avoir, en soulignant d'une part, que, en sus des versements effectués au titre du premier contrat de 1976 et non récupérés, le groupe ELF a supporté une part importante des frais liés à la mise en œuvre du procédé, et a versé de surcroît directement à M. de Villegas d'importantes subventions à des titres divers (honoraires notamment). Or M. de Villegas connaissait, selon le rapporteur, à l'époque de son enquête, de sérieuses difficultés financières, et son associé, M. Bonassoli, « n'aurait guère profité de la manne ».

L'« inventeur » a-t-il pu dépenser seul les quelque 292,5 millions de francs représentant le solde net des comptes de la société Fisalma, auxquels s'ajoutent les quelque 47 millions versés directement en Belgique, soit au total 339,5 millions de francs de l'époque (en francs d'aujourd'hui, près du double) ? On est conduit à s'interroger, en parallèle, sur le rôle exact du groupe international qui a par-rainé l'affaire.

• Qui se cachait derrière l'important groupe financier européen représenté par M. Jean Violet et le président Antoine Pinay ?

A l'origine, ELF-ERAP semble penser que ce groupe est soutenu par des personnalités financières et politiques du plus haut niveau. On parle d'intérêts italiens et espagnols, de relations « réelles » avec le Brésil et l'Afrique du Sud. Les dirigeants d'ELF-ERAP traitent avec M. Violet, avocat d'affaires internationales, « de longue date en relation avec l'ERAP ». M. Pinay et M. Philippe de Weck, président de l'U.B.S., le deuxième groupe bancaire suisse. Des ecclésiastiques apparaissent lors de la signature d'un accord...

fortages dont les neuf dixièmes se révèlent inutiles, assure-t-on.

Rappelons néanmoins qu'à l'époque, les finances du groupe étaient moins florissantes qu'elles ne le sont devenues après le second choc pétrolier de 1980. En 1976, 1977 et 1978, les dépenses d'exploration ne dépassaient guère 2 milliards de francs, tandis que les dépenses de recherche avoisinaient 400 millions — et même encore 388 millions de francs en 1980 !

L'engagement des dépenses liées au projet était bien pour le groupe, à l'époque, une décision lourde, le coût total de l'opération ayant, par exemple, absorbé l'équivalent du bénéfice total dégagé par ELF en 1976 (840 millions de francs). Elle était encore plus pour l'Etat, les versements effectués par l'ERAP (de 1977 à 1979 inclus) n'ayant pas dépassé 250 millions de francs.

• Le secret a-t-il été bien gardé ?

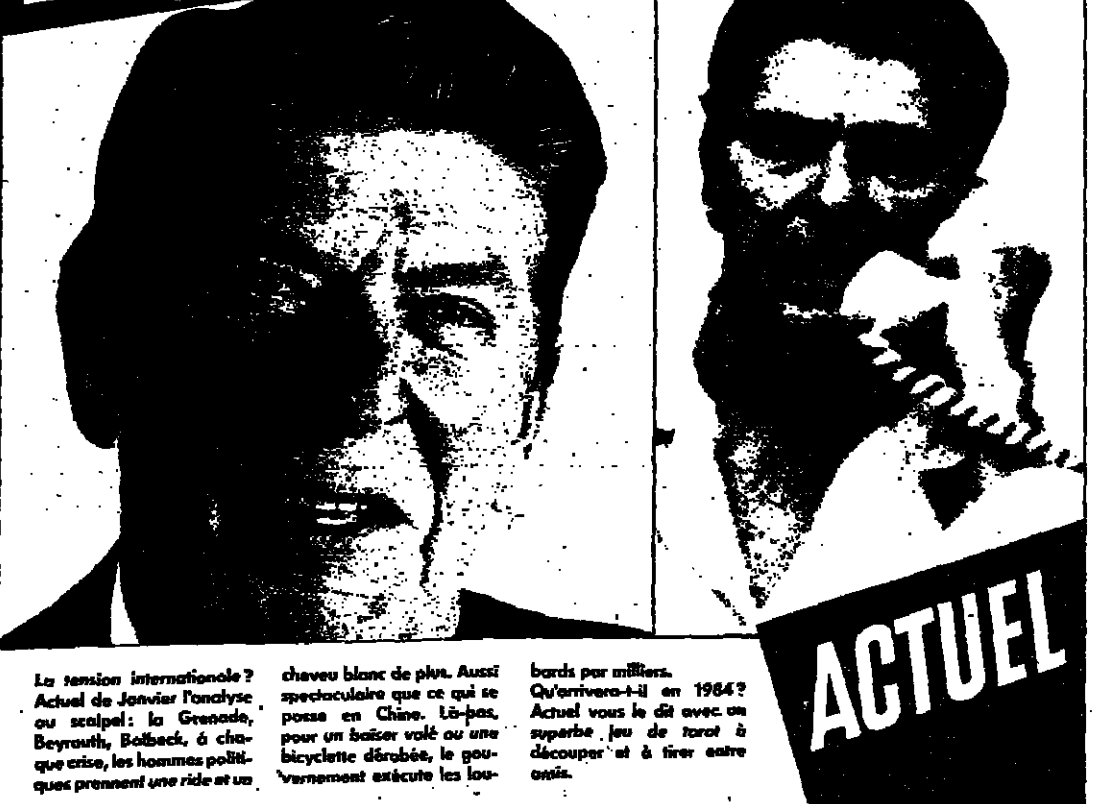
Le culte du secret a dominé l'affaire et les contrats signés

ERAP, ingénieur, polytechnique et père du nucléaire et de la politique pétrolière française, a-t-il pu se laisser abuser de la sorte ?

Le rapport avance des explications liées tant à l'atmosphère de mystère, entretenue par les « inventeurs », qu'aux « pressions diffuses » exercées par leurs par-rains — visant à accréditer la thèse du secret d'Etat, — et à l'importance de l'enjeu. « Il a agi de bonne foi, convaincu jusqu'au premier trimestre 1979 de l'existence du procédé et de son importance, non seulement pour ELF-Aquitaine et la politique pétrolière française, mais pour la défense nationale et les intérêts supérieurs du pays », estime M. Giquel.

Reste que la personnalité même de l'homme qui apparaît, au fil du rapport, comme le principal responsable de cet échec, conduit à s'interroger sur l'aveuglement constant dont il semble avoir fait preuve en cette affaire. Elle conduit aussi à se demander quelle a été la nature exacte des « pressions diffuses » exercées sur

LE STRESS DU POUVOIR LEUR FRIPE LA TETE.



La tension internationale ? Actual de janvier l'analyse ou sculpte : la Grenade, Beyrouth, Bolbeck, à chaque crise, les hommes politiques prennent une ride et un

cheveu blanc de plus. Aussi spectaculaire que ce qui se passe en Chine. Un pas, pour un ballon volé ou une bicyclette dérobée, le gouvernement entretient les lou-

birds par milliers. Qu'arrivera-t-il en 1984 ? Actual vous le dit avec un superbe jeu de taret à découper et à fixer entre eux.

POLITIQUE

LA PUBLICATION DU RAPPORT

L'enquête de M. Giquel : une charge accablante

Une fois n'est pas coutume, la Documentation française devrait faire, avec la publication pour la modeste somme de 30 francs d'un rapport de la Cour des comptes, un rapport de la Cour des comptes. Un bon franc succès de librairie. Un bon titre : *l'Affaire des avions ratés*, greffé sur la très officielle qualification de *Rapport sur certaines opérations de l'entreprise de recherche et d'activités pétrolières*. Un style très clair, alerte même une aventure, récit raconté comme une aventure, qui regorge de détails piquants et d'anecdotes romanesques.

Citons pêle-mêle la description de la luxueuse ville de Ruell acquise et aménagée par le groupe ELF en 1978 « pour y loger notamment l'ingénieur italien que l'on espérait amener en France — de son plein gré de préférence — mais enfin, vu les contraintes de l'équipement de sécurité, il est certain qu'il n'aurait pas pu en repartir facilement, et il est non moins certain que le groupe a songé à l'y contraindre », ou celle de l'expérience scientifique, M. Horowitz, confondit les « inventeurs » en tordant « de manière à former un V » à l'issue de ces derniers un régal gradué placé derrière un mur ; « l'image d'une règle parfaitement droite, horizontale, parut alors sur l'écran... ». Ou encore la présence, au cours de la solennelle cérémonie de signature de contrat de vente, au château de Wolfberg, le 24 juin 1978, aux côtés des présidents de l'ERAP et de l'U.B.S., du président Pinay et de M. Violet de « diverses autres personnalités, ecclésiastiques notamment ».

Il ne faudrait pourtant pas s'y tromper. Si le rapport rédigé par M. Giquel relève dans sa première partie — descriptive de l'opération — du roman noir, et dans la seconde — financière — d'un compte rendu de bilan, la troisième partie consacrée aux « responsabilités » constitue une charge accablante pour certains dirigeants du groupe, notamment politiques, tout d'abord, pour ceux qui, en étouffant l'affaire, ont choisi de ne pas poursuivre « les enquêtes complémentaires » jugées nécessaires par l'auteur en conclusion, enfin.

Du début à la fin de cette « aventure », la responsabilité des principaux dirigeants d'ELF-ERAP à l'époque, c'est-à-dire un des enseignements du rapport, un nombre extrêmement restreint de personnes ont eu, rue Nèlreton, à connaître de l'opération. « Au début de l'année 1978, par exemple, note le rapporteur, au sein du groupe ELF-Aquitaine, outre les deux géologues, moins de dix personnes étaient au courant. Écartant du champ des responsabilités les géologues et les experts scientifiques — recrutés dans la phase finale de l'opération — qui « avaient pour mission de faire preuve d'une collaboration exemplaire avec les « inventeurs » [et] s'y sont tenus », M. Giquel cite, parmi les principaux responsables, dans l'ordre, M. Pierre Guillaumat, président du groupe, qui a « engagé l'affaire » et a « continué d'en assurer la responsabilité même après son départ » et qui « s'est agi de bonne foi », l'a « suivie personnellement » de bout en bout et était « chargé de rendre compte au gouvernement » ; M. Alain Chandon, son successeur, qui a « semblé embarrassé de la situation dont il héritait » et a demandé toutes les garanties écrites des autorités compétentes pour la poursuite de la mission d'assistance » à M. Guillaumat, d'« assistance » à M. Guillaumat, qui lui avait confié le premier ministre ; M. Gilbert Rutman, vice-président du groupe, toujours en exercice, qui a « joué un rôle déterminant » ; M. Paul Alba, « cheville ouvrière d'ELF-Aquitaine dans l'opération ».

Une affaire bien mal engagée

La responsabilité de fond dans ce dossier a trait d'abord à la façon dont a été engagée l'affaire. La première décision majeure qui a abouti à l'accord de mai 1976 et au versement inconditionnel de 200 millions de francs suisses « n'a pas été entourée des précautions qui s'imposaient ». Sur le plan technique, « aucun dossier n'a été demandé ni aux inventeurs ni à leurs parrains et commanditaires ». Le président de l'ERAP n'a « d'autres sources d'information pour juger du procédé ».

Le rapport établi par MM. Rutman, Alba, Jeantet et Fabre à l'issue de séances de démonstration du début mai 1976, dont « le déroulement ne permettait guère un contrôle rigoureux », note le rapporteur, narquois, l'un de ces essais, au cours duquel un seul représentant d'ELF-Aquitaine, M. Paul Alba, était à bord de l'avion, muni d'un jeu de cartes I.G.N. « sur lequel il s'efforçait de pointer les géomètres (anciens et nouveaux) décollés par le couinement plus ou moins sonore de l'appareil ».

Sur le plan scientifique, aucun avis autorisé n'a été recherché « ni à l'intérieur du groupe, qui a toujours tenu sa direction de la recherche scientifique et technique à l'écart de l'affaire, ni à l'extérieur » (...). « On ne l'aurait cru que, dans toute l'administration de la recherche, il n'y eut un seul physicien, de valeur internationale, susceptible de respecter un secret d'Etat ».

Du point de vue juridique et financier enfin, même imprudence : aucune enquête sur M. de Villegas ou M. Aldo Bonassoli, dont le groupe ne s'aperçut qu'à la fin de 1978, avec l'aide de cabinets de détectives privés, que le second « n'avait laissé aucune trace de son « passage dans les registres » de l'Institut Enrico Fermi de Milan, dont il se prétendait un ancien chercheur, et que le premier « n'avait guère fréquenté les milieux scientifiques » depuis quarante ans.

Rien non plus sur la société Fisalma, avec laquelle fut signé le premier accord, et que le groupe ELF avait considéré comme « émanation des milieux financiers internationaux qui avaient présenté l'affaire et continué de parrainer les inventeurs ». Le président de l'ERAP n'a pas même, assure le rapporteur, demandé selon l'usage les statuts de cette société panaméenne, la composition du capital, la liste des actionnaires réels, le dernier bilan, etc., « l'impressionnée par la réputation de l'une des plus grandes banques suisses ».

Quant au groupe financier, parrain des « inventeurs » que représentait M. Violet, c'est peu dire qu'il était mal connu (...) « Tout ce qu'en savaient à l'époque les dirigeants ».

d'ELF-Aquitaine, semble-t-il, c'est que ce groupe informel réunissait des intérêts puissants dans divers secteurs et divers pays — le groupe industriel Pasenti en Italie, une grande banque espagnole... — et qu'il se révélait en mesure d'approcher certains chefs d'Etat — le maréchal Geisel au Brésil, M. Vorster en Afrique du Sud... Les noms d'importantes personnalités étaient prononcés : un cardinal italien, un ancien ministre des affaires étrangères espagnol, le président Pinay, qui appartenait à l'affaire leur caution morale ».

Ce n'est qu'en 1978, poursuit M. Giquel, qu'il est apparu que Fisalma « ne représentait que M. de Villegas et n'avait jamais eu d'autres actionnaires ».

Des appareils truqués

Si, dans l'engagement et la phase initiale de l'affaire, la conduite des dirigeants du groupe relève, si on en croit le rapporteur, de la légèreté, le suite de l'opération, elle, montre, à le lire, un aveuglement troublant. « C'est bien la même logique qui est à l'œuvre depuis mai 1976 : entre les deux hypothèses possibles, les dirigeants du groupe ont misé (...) sur l'existence d'une invention révolutionnaire et ont développé toutes les conséquences de ce qui n'était qu'une simple hypothèse : mise en place d'une équipe technique collaborative entièrement avec les inventeurs, fourniture de tous les renseignements géologiques disponibles, multiplication des campagnes de prospection (dont le nombre ne fut limité que par les inventeurs eux-mêmes, contre le souhait d'ELF-Aquitaine), implantation de forages dans les sites les plus improbables, comme pour rendre la preuve d'autant plus étonnante ».

En trois ans, au fil des nombreuses missions et campagnes de prospection « des images, des détails extraordinaires, mais malheureusement aucun progrès dans la précision des mesures, dans la fiabilité des appareils » avec parfois des écartes troublantes comme « des défillements à l'inverse de ce que l'on attendait (...) » par exemple à Lacq, mai 1977, des images apparaissent Sud-Nord dans un vol Nord-Sud, la conviction des responsables ne paraît pas ébranlée, en dépit des conditions de travail de plus en plus difficiles avec les inventeurs.

Six forages de vérification furent entrepris à Montgat (Afrique du Sud), à Castara Lou (Birmanie), en Camargue (Radeau), au Loir-Atlantique (Penne 1), au Gabon (Pongara) de 1976 au début 1979. Pourtant, le groupe signe un second accord de cession de propriété, qui ne fut en réalité jamais exécuté, et les inventeurs s'étaient refusés à réaliser collaborer avec leurs associés, et ELF n'ayant pu entrer en possession du matériel qui par saie, au cours d'une expérimentation. De nombreuses sociétés furent créées, des sommes très importantes consacrées à l'opération, dans un seul but : vérifier l'existence de ce procédé-miracle.

« A aucun moment au cours de ces deux années, explique le rapporteur, les dirigeants du groupe ELF-Aquitaine ne semblent avoir cherché à vérifier l'autre hypothèse, celle de l'existence du procédé, ce qui les aurait conduits à s'interroger non seulement sur la fiabilité des appareils, mais sur la bonne foi des inventeurs, en tout cas sur leur sérieux scientifique. Rien n'a été tenté dans ce sens ».

Or c'est bien cette seconde hypothèse — celle de l'existence du procédé — qui, de l'avis du rapporteur, se révèle exacte, ce dont on s'aperçut dès qu'une véritable démarche scientifique fut adoptée. M. Giquel souligne le contraste existant entre l'attitude des dirigeants du groupe et celle de l'expert, M. Horowitz, qui intervint dès novembre 1978 à la demande du ministre de l'Industrie, enfin assis, et parvint, par une suite d'expériences très simples, à démon-

trer que « les appareils livrés à ELF-Aquitaine étaient totalement truqués. Il n'existait aucun système de récupération d'images, aucun signal ne provenait de l'extérieur. Pas un des éléments composant ne portait la marque d'un perfectionnement : tout était de série. Leur assemblage seul était astucieusement original ».

M. Giquel prend soin de rapporter les doutes que, même après la découverte de cette supercherie, continuaient à nourrir certains responsables du groupe, lesquels soulignent que « certains des résultats obtenus dans la période 1976-1977 resteraient inexplicables même en admettant de façon générale la supercherie » ; et pensaient que les inventeurs auraient « plus ou moins consciemment capté quelques choses (...) qu'ils n'étaient pas capables de maîtriser », puis, « ayant sous-estimé les difficultés », « auraient été amenés à gonfler les résultats pour continuer à faire illusion (...) avant de provoquer plus ou moins délibérément la rupture ».

Mais, note-t-il, « pour les présidents successifs de l'ERAP, comme pour M. Horowitz, il ne semble pas que l'on ait jamais eu l'impression que l'on était en présence d'un « trucage » ou d'un « truquage » ou d'un « truquage ». Dans cette hypothèse reste entier le problème des « moyens utilisés pour obtenir des résultats aussi justes et spectaculaires ». Question non tranchée. De même que celle, connexe, de savoir qui serait l'auteur de l'escroquerie. M. de Villegas ? Ou plus probablement M. Bonassoli, « seul manipulateur des appareils sur le terrain, seul artisan au laboratoire de Rivière ».

Une responsabilité financière énorme

« Reste que, dans cette affaire, le groupe ELF-Aquitaine a perdu entre 742 et 786 millions de francs », conclut le rapporteur. A la responsabilité technique s'ajoute en effet une responsabilité financière énorme. Car, démontre l'ensemble des rouages financiers extrêmement complexes mis en place par le groupe pour financer le projet de 1976 à 1979, le rapport montre que les dépenses réelles encourues par ELF-ERAP ont été bien supérieures aux quelques 400 millions engagés en 1976 et non récupérés, seul chiffre de pertes reconnu jusqu'ici par le groupe.

Aux transferts opérés, par le biais de sociétés écrans dépendant plus ou moins de l'U.B.S. et de l'ERAP, vers les « inventeurs » ne s'ajoutent pas seulement les intérêts versés au titre des emprunts contractés pour financer l'opération et la souscription au capital de la société commune créée en 1978, ce qui porte le total des versements de l'ERAP à la Fisalma (société des inventeurs) à 555,36 millions de francs. Il faut y ajouter les fonds — versés par la S.N.E.A. aux inventeurs au titre de prestations diverses (47,14 millions de francs), les sommes dépensées par le groupe pour la mise en œuvre des procédés (de 20,4 à 22,2 millions de francs) et le coût des forages probatoires, qui varie de 119 millions de francs à 181,6 millions de francs, selon que l'on retient ou non dans l'ardoise deux forages au Gabon qui, selon le groupe, auraient été de toute façon réalisés.

Bilan total : de 741,82 millions de francs à 786,37 millions de francs, la perte nette subie par le groupe étant, selon le rapporteur, « sans doute plus proche de 800 millions » sans qu'« aucune ratiocination positive n'apparaisse ni sur le plan technologique, ni sur le plan scientifique ».

Responsabilité financière aussi dans la mesure où des « irrégularités » nombreuses ont été commises au cours de l'opération : comptes sociaux camouflés (de l'ERAP et de la S.N.E.A.), participations prises sans autorisation, transferts de fonds illégaux, paiements directs faits aux inventeurs sans justification, etc. Or, une partie seulement de ces irrégularités ont été « couvertes » par les autorités, dont le poids, en cette affaire, a été considérable, bien que M. Giquel s'attache principalement à

juger de la conduite des dirigeants du groupe.

L'importance du rôle joué en l'affaire par les responsables publics mis au courant ressort toutefois dans l'analyse faite par le rapporteur des « justifications » données par le groupe. A lire le rapport, il semble que les décideurs aient été en quête de sorte prise en tenaille entre les cautions financières données par l'U.B.S. et les « parrains » de l'affaire, les cautions politiques dont a bénéficié toute l'opération et les cautions techniques données des impressions par le caractère saisissant des premières résultats. Le rapport souligne l'atmosphère qui entourait le projet, considéré, de bonne foi par les responsables, « comme un secret d'Etat touchant aux intérêts supérieurs de la France ». Tous les protagonistes, rapporte M. Giquel, ont « souffert (...) le climat dont ils se sentaient entourés », « le sentiment de toucher à quelque chose qui pouvait changer le sort de la France, voire du monde, et la responsabilité qu'ils en assumaient ». Dès le début, ajoute-t-il, cette « pression diffuse » a été « exercée par les représentants et membres français ou francophones du groupe international qui apportait le projet à la France ».

Sous le signe du secret

M. Chandon, précise le rapporteur, a même évoqué devant lui « l'espoir de trouver (...) qui a pu signer à un certain moment ». Essentiellement aussi dans l'engagement qui a conduit les dirigeants d'ELF à s'engager dans cette malheureuse affaire était la nécessité de conserver un secret absolu, le climat de secret n'étant « guère propice à un libre débat d'idées », et autorisant tous les manquements aux règles normales de contrôle et de prise de décision qui assaillent d'un moment à l'autre. « Préférer qu'un tel projet ne soit pas divulgué, c'est d'un côté aussi droit, mais d'autre part plus illusoire », conclut M. Giquel sur ce point. « Dès 1975-1976, en certains milieux de personnalités européennes, puis toutes favorables à la France, des qu'en moins deux chefs d'Etat, les anciens chefs d'Etat étrangers, connaissaient l'existence du procédé (...) ». Il s'y agissait, début 1978, le président de la République gabo-naise et, en septembre 1978, le roi du Maroc — informé par M. Pinay lui-même ».

La notion du secret, invoquée par les dirigeants du groupe, et le fait que les décideurs ont toujours agi avec l'accord des pouvoirs publics ne semblent pas convainquants à l'auteur, qui estime, sur le second point, que, « en 1976 comme en 1978, le comité n'a pu se faire, et l'accord n'a été donné que sur la base des informations insuffisantes en quantité et en qualité dont disposait alors l'ERAP ». « Dans ces conditions, conclut-il, si l'on considère l'ensemble des faits (...) les décisions qui ont été prises — et plus encore celles qui ne l'ont pas été, — leurs conséquences, enfin, pour l'entreprise et pour l'Etat, les responsabilités assumées par les dirigeants d'ELF-Aquitaine paraissent lourdes ».

Dans ses conclusions (voir p. 9), le rapporteur fait enfin, involontairement bien sûr, le procès de ceux qui, ultérieurement, choisiront de ne pas donner de suite à ce rapport accablant. En estimant, d'une part, qu'il appartenait aux pouvoirs publics de « tirer les conséquences de cette affaire exceptionnelle », vis-à-vis notamment des dirigeants du groupe, et en émettant d'autre part l'ensemble des questions restant sans réponse à l'issue de son enquête, sur le rôle notamment joué par les divers acteurs, intermédiaires ou parrains de l'opération, ou la destination des fonds, il ajoute que « tous ces points qui relèvent d'autres compétences que celle de la Cour demandent des enquêtes supplémentaires ».

Véronique MAURUS.

Le temps qui espère

Il y a deux sortes de temps
il y a le temps qui attend, il y a le temps qui espère
Jacques Brel

Réfugiés :
accueil, droits, logement,
travail, formation, expression,
et... retour

Immigrés :
droits, campagne carte de 10 ans,
soutien à la marche pour l'égalité,
femmes, formation, expression

Développement :
50 programmes dans 20 pays :
projets de santé, de développement
rural, de formation

Droits de l'homme :
actions de solidarité et
campagnes pour la promotion des
droits de l'homme et des peuples

Service œcuménique d'entraide

Cimade

176, rue de Grenelle 75007 Paris Tél. (1) 550 34 43
CCP : 4088 87 Y Paris

la Cimade, une solidarité active

Renvoyer à

Cimade

176, rue de Grenelle
75007 Paris

☐ Je demande une documentation sur la Cimade
☐ Je demande à recevoir la brochure « Le temps qui espère »
Je m'inscris pour un soutien financier
(don déductible de vos impôts)
Je verse : ☐ 50F ☐ 100F ☐ 500F ☐ 1000F ☐ F
Nom _____
Prénom _____
Profession (facultatif) _____
Adresse _____

Lisez
Le Monde
dossiers et documents

Faites des étincelles
en anglais!
COURS TRIMESTRIELS
le 2 janvier 1984
INSCRIPTION IMMEDIATE

ILC INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325-6137



QUI TOI LÈRE
LE PLUS
LE VOL,
L'INFORMATIEN
OU
LE BRANCHÉ ?
Réponse dans Actual
et sur Europe 1

5 MORALES
DOMINANT
OUVREZ LA V
DANS ACTU
CE MOIS-C
CTU

قناة الإمل

POLITIQUE

DE LA COUR DES COMPTES SUR ELF-AQUITAINE

Les conclusions : de nombreuses interrogations restent sans réponse

Nous publions intégralement ci-dessous les conclusions du rapport :

« L'enquête de la Cour conduit aux conclusions suivantes :

1. Les pertes financières directes subies par le groupe ELF-Aquitaine atteignent un chiffre compris entre 740 et 790 millions de francs, répartis sur quatre années, soit de l'ordre de 1 milliard de francs 1980 (§ 245).

2. La charge nette découlant du premier accord signé en mai 1976 est de 520 millions de francs environ, celle du second accord et de la période postérieure à juin 1978 est comprise entre 220 et 265 millions de francs (§ 3210).

3. Aucune retombée positive n'apparaît ni sur le plan technologique, ni sur le plan scientifique, ni sur le plan économique.

4. Les connaissances du groupe ELF-Aquitaine, que ce soit sur la structure de la matière ou sur les techniques de prospection, ne se sont nullement enrichies. Les équipes qui s'étaient formées ont été dispersées ou converties vers d'autres projets. Les appareils Delta et Omega, reconnus truqués, ont été rendus aux « inventeurs » (§ 12).

5. Si l'on considère l'impact sur la politique du domaine minier, qui commande l'avenir d'une entreprise pétrolière et ses capacités futures d'exploration et de production, les relations prometteuses nouées avec le Brésil à l'occasion de cette affaire ne sauraient faire oublier que, dans d'autres pays - Maroc, Espagne, Gabon, - des permis ont été pris hâtivement, d'autres rendus en fonction des indications données par les procédés V.D.S. La stratégie même du groupe à l'échelon mondial pourrait bien avoir été influencée pendant les années 1976 à 1978 et peut-être 1979 par la croyance au procédé-miracle : l'attention de l'Etat-major du groupe, presque entièrement concentrée sur la nouvelle aventure, ne pouvait être disponible pour d'autres opportunités (§ 334).

6. Tous les renseignements nécessaires et préalable à une décision de cette importance n'ont pas été recueillis.

7. La lacune la plus grave concerne l'absence de précautions relatives à l'existence même d'une invention.

8. Loin de rechercher systématiquement une mise à l'épreuve des inventeurs et de leurs procédés, les responsables d'ELF-Aquitaine ont fourni délibérément les informations techniques et géologiques dont ils disposaient sur les gisements connus et les sondages anciens. Ils ont toujours privilégié les grandes campagnes de prospection aérienne destinées à la prise ou à l'abandon de permis, au détriment des missions ponctuelles qui pouvaient permettre de tester les instruments et de faire des contre-épreuves. Les « preuves » n'ont été recherchées que par le système coûteux et non véritablement probatoire (1) des forages visant des « gisements » nouveaux, ce qui supposait l'existence d'un procédé, même imparfait (§ 310, 311, 320).

9. Il a fallu attendre février 1979 pour qu'intervienne une haute personnalité scientifique, M. Horowitz, sur la proposition du ministre de l'Industrie (§ 116). Les géologues placés par ELF-Aquitaine auprès des « inventeurs » n'avaient d'autres instructions que de collaborer avec eux dans leur sphère de compétence.

10. Quant aux physiciens, électroniciens et informaticiens de Ruil arrivés en juin 1978, ils avaient mission d'apprendre et de comprendre, non d'exercer un doute systématique (§ 320).

11. Aucune enquête n'a permis en temps utile de connaître la personnalité et le passé scientifique de MM de Villegas et Bonassoli, la surface financière et la structure juridique de la société Fisalma avec laquelle étaient passés les accords, la nature exacte et la composition du « groupe » international qui patronnait l'affaire : toutes les affirmations des uns et des autres, ou des uns sur les autres, furent reçues sans examen, sans vérification (§ 302).

12. Ainsi, on ne s'aperçut qu'en juin 1979 que Fisalma était sans lien avec ledit « groupe » et l'Union de banques suisses, ou encore que M. Bonassoli manquait singulièrement de références comme chercheur.

13. Des irrégularités nombreuses ont été constatées au cours de l'opération.

14. Les comptes sociaux de l'ERAP n'ont pas fait apparaître l'emprunt de 200 millions de francs suisses contracté en 1978 auprès de l'Union de banques suisses, soit directement au passif du bilan, soit hors bilan, comme engagement vis-à-vis d'AMDEN : le paiement des intérêts et le remboursement du capital ont été imputés au compte d'exploitation comme « frais d'études et de recherche » (§ 201).

15. Les fonds de trésorerie de la Socap-N.H., sous-filiale de la SNEA, ont été immobilisés pour un montant s'élevant progressivement de 21 à 86 millions de dollars entre juin 1976 et août 1978, sans que cet investissement soit retracé dans les comptes de la société ni, à plus forte raison, dans les comptes consolidés du groupe (§ 2000).

16. Des participations ont été prises sans autorisation (souscription au capital de IOMIC pour 10 millions de dollars, financement du premier appel de capitaux, 1 million de dollars, assuré par une avance de l'Union de banques suisses (§ 20012) ; une pyramide de filiales, sous-filiales, pseudo-filiales a été montée clandestinement, selon des mécanismes qui ne paraissent pas convenir à une grande entreprise publique : domiciliation des sociétés à Panama (IOMIC) ou au Liechtenstein (Sidama, Amden, A.G.B. - (§ 1130, 20110) utilisation de prétextes (pour l'achat de Mischabel, pour l'acquisition de la villa de Ruil, pour la constitution de la SCIT - (§ 1130, 1131, 213) opérations en France menées à travers une filiale de droit suisse (Unidus - § 333).

17. Certains transferts ont été faits sans autorisation de la direction du Trésor (paiement de 2 250 000 dollars en septembre 1978 au Centre de recherche fondamentale de Rivieren - § 20012).

18. Des paiements totalisant 47 millions de francs ont été faits par la SNEA soit à M. de Villegas, sous forme d'honoraires, soit à l'une des sociétés bruxelloises dont il était le gérant et l'unique propriétaire, à titre de « prestations de services » ou de « frais d'études », sans que la justification réelle ait pu être apportée dans tous les cas (§ 202).

19. Les procédures normales de contrôle n'ont pas été observées.

20. Les autorités de tutelle administrative et financière n'ont pas été informées, ou ne l'ont été que tardivement, qu'il s'agisse du directeur du Trésor et du directeur du Budget (informés en mars 1978), du chef de la Mission de contrôle, commissaire du gouvernement auprès de la SNEA (janvier 1979), du directeur des Hydrocarbures, commissaire du gouvernement auprès de la SNEA (janvier 1979).

21. Le conseil d'administration de l'ERAP et le conseil d'administration de la SNEA (société anonyme de plein droit, comportant 30 % d'actionnaires privés) n'ont jamais été informés (§ 201).

22. Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'échec avéré, les pouvoirs publics ont reçu de groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333). Les dirigeants de l'entreprise auraient dû réunir toutes les données juridiques, industrielles et techniques relevant de leur compétence, afin d'éclairer pleinement les pouvoirs publics et d'éviter que le crédit même de l'Etat ne fût engagé dans une affaire hasardeuse.

23. Les autorisations gouvernementales obtenues couvrent la responsabilité des intéressés en ce qui concerne le non-respect des procédures normales de contrôle.

24. Selon les termes mêmes de la lettre du premier ministre en date du 28 février 1978, le contrat de 1976 « n'a fait l'objet, avec l'accord du président de la République, d'une information au conseil de l'ERAP ni auprès des autorités de tutelle ». Quant à l'accord de 1978, il a été autorisé préalablement par le premier ministre et ses instructions ont été données directement au directeur du Trésor pour qu'il signe l'arrêté donnant la garantie de l'Etat à l'emprunt de 200 millions de francs suisses (§ 100, 111).

25. Mais ces autorisations ne paraissent pas de nature à exonérer les dirigeants du groupe ELF-Aquitaine de la responsabilité encourue du fait de l'absence de précautions prises au moment d'engager l'opération, de la façon dont elle a été conduite et de l'insuffisance des informations qui ont été données aux hautes autorités de l'Etat (§ in fine).

26. Les circonstances invoquées - affaire d'Etat, contraintes imposées par l'exigence d'un secret absolu, droit pour une grande entreprise industrielle de courir des risques - ne sauraient entièrement justifier la conduite de l'opération (§ 333).

27. Aucune de ces considérations n'interdit aux intéressés de faire preuve de vigilance et d'esprit critique, comme on peut légitimement en attendre des responsables de l'une des plus grandes entreprises industrielles françaises.

28. Vu l'importance considérable des sommes engagées et irrémédiablement perdues, il appartient aux pouvoirs publics de tirer les conséquences de cette affaire exceptionnelle, en appréciant les responsabilités encourues, les erreurs commises, les justifications invoquées.

29. Avec toute la prudence qui s'impose en pareille matière, ces conséquences paraissent devoir s'apprécier différemment selon les personnalités en cause :

30. M. Pierre Guillaumat a engagé l'affaire, faisant procéder aux premiers tests et signant le contrat de mai 1976 (§ 100, 101) ; il a continué d'en assumer la responsabilité, même après son départ de la présidence de l'ERAP, en vertu de la mission qui lui a été confiée par le premier ministre (et confirmée par lettre du 21 février 1978). C'est à lui qu'il appartenait notamment de « rendre compte au gouvernement de l'évolution des relations (avec les inventeurs et Fisalma), des problèmes qu'elles soulèvent, des engagements réciproques qu'elles paraissent devoir appeler », et de « proposer en temps opportun les orientations, les décisions et les moyens nécessaires » (§ 110). Il a suivi personnellement, disposant d'un bureau au siège de l'entreprise, occupant des fonctions de conseiller à Unidus (§ 2110) et de membre du conseil d'administration d'Iomic (§ 1130, 3140).

31. Il a agi de bonne foi, convaincu jusqu'au premier trimestre de 1979 de l'existence du procédé et de son importance non seulement pour ELF-Aquitaine et la politique pétrolière française, mais pour la défense nationale et les intérêts supérieurs du pays.

32. M. Albin Chalandon semble avoir été embarrassé de la situation dont il héritait en août 1977, lorsqu'il a été nommé président de l'ERAP, manifestant un certain scepticisme et recherchant dans les forages en cours (Montégut, Zululand) une preuve irréfutable, qui ne put être obtenue (§ 311).

33. Chargé d'apporter à M. Guillaumat toute l'assistance nécessaire pour l'exécution de sa mission, selon la lettre de mission citée plus

haut, il a sollicité une approbation écrite du gouvernement pour les actes administratifs et financiers découlant de l'accord de 1976 (lettre du premier ministre du 28 février 1978). De même, ne se sentant pas habilité à signer l'accord du 24 juin 1979 au nom de l'ERAP, il a demandé l'autorisation écrite préalable du premier ministre (§ 333).

34. Enfin, il a assumé la responsabilité des décisions de la phase finale (à Lacq, le 2 mai 1979, au Wolfberg, le 28 juin 1979) qui ont abouti à la résiliation du contrat de 1978 dans des conditions relativement favorables (§ 116, 12).

35. Parmi les proches collaborateurs des deux présidents successifs, M. Gilbert Rutman a joué un rôle déterminant : vice-président du groupe, directeur général de la branche Exploration-Production, président de la SNEA (P), présent comme expert dès les premiers tests, il a suivi de bout en bout l'opération à l'échelon le plus élevé. Il n'a jamais mis en doute l'existence du procédé ni pris les mesures techniques susceptibles de tester une autre hypothèse et de faire apparaître la vérité.

36. M. Paul Alba a été la cheville ouvrière d'ELF-Aquitaine dans l'opération. Présent comme expert dès mai 1976, participant personnellement à presque toutes les campagnes de prospection, il s'est souvent élevé contre les lenteurs, les retards, les méthodes artisanales des « inventeurs », puis contre leur mauvaise volonté, leurs manœuvres dilatoires. Mais, comme M. Rutman, il y a toujours cru. Il affirme encore aujourd'hui qu'on n'est pas absolument assuré qu'il n'y avait pas « quelque chose », que si les derniers appareils Delta et Omega ont été auscultés, démontés, ELF-Aquitaine n'a jamais eu entre les mains ceux de la « première génération », avec lesquels justement, en 1976-1977, certains bons résultats, qui demeurent inexplicables, avaient été obtenus.

37. Les autres membres de l'Etat-major - M. Michaux, secrétaire général, M. Jeantet, directeur de la mission France, M. Fabre, directeur du domaine minier - n'ont pas eu la responsabilité de la conduite des opérations. M. Bonnet de La Tour, directeur financier, qui a assuré la

mise en paiement des sommes versées par l'ERAP à Fisalma, a agi en exécution des ordres écrits donnés par le président du groupe.

38. Les géologues et experts scientifiques avaient pour mission de faire preuve d'une collaboration exemplaire avec les « inventeurs » : ils s'y sont tenus.

39. L'enquête de la Cour n'a pas permis de faire la lumière sur tous les aspects de l'affaire.

40. De nombreuses interrogations restent sans réponse, portant notamment sur :

a) Le rôle exact joué par M. Viollet, avec lequel le groupe ELF-Aquitaine continue d'entretenir des relations d'affaires régulières, laissant à sa disposition le bureau d'Unidus à Nice et une secrétaire ;

b) Les motivations réelles du « groupe » international qui, apparemment, « apportait » l'affaire à ELF-Aquitaine sans en retirer aucun avantage immédiat, sinon la récupération des avances faites à M. de Villegas de 1969 à 1975, soit 8 millions de dollars : cela n'est pas négligeable mais paraît hors de proportion avec les bénéfices à retirer de l'invention, si, comme ses parains et commanditaires le pensaient ou le disaient, le procédé existait ;

c) Les liens entre ce « groupe » et M. de Villegas, assez puissants pour faire accepter à celui-ci la présence à la tête de la société Fisalma d'un banquier suisse, M. de Weck, chargé de l'aider, certes, mais aussi de le contrôler (et c'est ce qu'il fit par exemple en bloquant les fonds nécessaires au remboursement d'ELF-Aquitaine), puis pour placer auprès de l'inventeur - belge, à titre de conseiller et de fondé de pouvoirs pour l'ensemble de ses affaires, M. Daniel Boyer (qui aujourd'hui encore assume ce rôle) ;

d) Le rôle et les motivations de M. de Weck : il n'est guère habituel de voir le président d'un grand établissement financier, suisse de surcroît, assumer des responsabilités personnelles dans des opérations aussi peu sûres. Sans doute n'engageait-il pas financièrement la banque, ou, s'il le fit, ce fut avec la garantie de l'Etat français, mais il a accepté imprudemment de prêter son nom en devenant président de Fisalma dès 1976, puis de IOMIC.

41. autre société panaméenne, en 1978. Très affecté par l'échec de l'affaire, il a quitté la présidence de l'U.B.S. avant même l'âge de son départ en retraite. Il préside aujourd'hui la filiale financière suisse de la régie Renault.

42. Enfin, la destination et l'emploi des fonds versés à la société Fisalma : M. de Villegas, qui, selon les renseignements recueillis par ELF-Aquitaine, connaît de sérieuses difficultés financières, a-t-il pu dépenser seul en si peu de temps les quelque 65 millions de dollars qui représentent le solde net des comptes Fisalma, auxquels s'ajoutent les 47 millions de francs versés directement en Belgique par la SNEA ?

43. Selon la même source, M. Bonassoli n'aurait guère profité de la manne. Il a repris au château de Rivieren sa place auprès de M. de Villegas, poursuivant ses travaux en laboratoire et vivant apparemment tout aussi sobrement qu'auparavant.

44. Tous ces points qui relèvent d'autres compétences que celle de la Cour demanderaient des enquêtes supplémentaires. En tout état de cause, l'engagement pris par MM. de Villegas et Bonassoli de rembourser à l'ERAP 43 millions de francs suisses « en cas de retour à une meilleure fortune » ne devrait pas être perdu de vue.

45. Fait à la Cour des comptes, sixième chambre (M. Bissonnet, président de la sixième chambre, M. de Villaines, président de la première section de la sixième chambre, M. Ab der Halde, conseiller maître, contre-rapporteur, M. Giquel, rapporteur).

46. Le 21 janvier 1981.

47. Le présent rapport a été dactylographié en six exemplaires - un original et cinq pelures - tous signés par le rapporteur et paraphés à chaque page par ses soins.

48. Trois exemplaires numérotés de 1 à 3 seront remis à M. le premier ministre. Trois autres numérotés de 4 à 6 sont tenus en réserve dans le coffre de la première présidence.

49. On ne peut s'empêcher ici de penser à ce qui eût pu advenir si par hasard - ou par une plus grande habileté des « inventeurs », choisissant les sites des forages probatoires en fonction des données de la géophysique classique - on avait abouti à un forage positif.

en toute liberté!

Un nouveau rendez-vous

"PARTI PRIS"

CHAQUE JOUR SUR EUROPE 1

18 H 55

Lundi: René REMOND
Mardi: Alain DUHAMEL
Mercredi: Jean-François KAHN
Jeudi: Jean DANIEL
Vendredi: Jean MATOUK

Europe 1

5 MORALES
DOMINANT.
TROUVEZ LA VOTRE
DANS ACTUEL
CE MOIS-CI.

ACTUEL

APRÈS LES ATTENTATS DU 31 DÉCEMBRE

Des mesures exceptionnelles de sécurité sont prises dans les T.G.V. et les gares

Une « organisation de la lutte armée arabe », déjà apparue à l'occasion d'une fusillade à Paris en 1975, a revendiqué lundi 2 janvier les deux attentats de la gare Saint-Charles et de la gare d'Orly. Cette revendication paraît sérieuse et attire à nouveau l'attention sur le terrorisme international.

Le bilan de l'attentat du T.G.V. Marseille-Paris s'est alourdi avec la mort d'un troisième

passager, Bernard Verrit, quarante-quatre ans, d'Aumont (Oise), tandis que neuf des trente-quatre blessés de l'attentat de la gare Saint-Charles de Marseille, qui a fait deux morts, étaient toujours dans un état critique.

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises par le gouvernement : des hommes de la C.R.S. n° 2 voyagent, depuis lundi, à bord

des T.G.V. et la surveillance des gares est renforcée. Le contenu des consignes automatiques sera régulièrement vérifié.

Une manifestation annoncée pour mardi à la gare Saint-Charles de Marseille par M. Jean-Marie Le Pen a été interdite. Le leader du Front national avait l'intention de déposer une gerbe à 18 h 30 sur les lieux de l'explosion.

L'ombre de « Carlos »

« Nous revendiquons le triple attentat de la Saint-Sylvestre au sud de la France et au Nord-Liban. Nous nous adressons au peuple de France. Nous vengeons nos martyrs et nos victimes des raids de l'aviation française contre nos foyers le jeudi 17 novembre 1983. Toute nouvelle agression ne sera pas impunie. » 17 h 45, lundi 2 janvier : un coup de téléphone anonyme à l'Agence France-Presse à Paris.

revendique les deux attentats commis le soir de la Saint-Sylvestre en France et celui contre le Centre culturel français à Tripoli (Liban). S'exprimant avec un accent arabe, le correspondant de l'A.F.P. parle au nom de « l'Organisation de la lutte armée arabe » (O.L.A.A.). Peu de temps auparavant, la même organisation avait revendiqué au Liban, auprès d'autres agences de presse internationales, la paternité des trois attentats.

Bien qu'aucune précision technique ne permette d'authentifier totalement cette revendication, elle est la plus sérieuse et confirme le sentiment qui prévalait au ministère de l'Intérieur, après les attentats de Marseille et du T.G.V., d'une projection du conflit libanais dans l'Hexagone. Car la référence à l'O.L.A.A. n'est pas anodine : ce groupuscule est associé au terrorisme international « Carlos », de son vrai nom Illich Ramirez Sanchez, et aux actions terroristes en territoire français.

En effet, la première apparition de ce sigle a lieu, en juin 1975, à l'occasion d'une fusillade rue Toulou, à Paris (5^e), qui coûta la vie à deux inspecteurs de la D.S.T. et à un citoyen libanais, Michel Moukharbil, interpellé par la police. Leur meurtrier : « Carlos », inconnu

jusqu'alors, qui parvint ainsi à échapper à la police française. Un communiqué diffusé à Beyrouth présentait Michel Moukharbil comme le fondateur de l'O.L.A.A., en précisant que le mouvement se donne pour but de « frapper les objectifs sionistes et impérialistes à l'intérieur des territoires arabes occupés et dans toutes les parties du monde ».

On ne prête qu'aux riches. Prestataire de services en matière de terrorisme international, à l'instar du dissident palestinien Abou Nidal, « Carlos », trente-six ans, évolue dans une zone d'ombre, propice aux manipulations étatiques de tous ordres, sans que l'on sache exactement son importance personnelle, et selon une logique du contrat criminel plutôt que de l'engagement politique. L'enquête sur la fusillade de la rue Toulou, marquée par la découverte d'une « comptabilité financière détaillée » de l'organisation, permettra d'associer celle-ci à plusieurs attentats concernant la France : explosions contre les journaux Minute, l'Aurore, et l'Arche, prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye, attentat du dragueur Saint-Germain-des-Près, tous en 1974, et deux attentats à l'aéroport d'Orly en 1975. Selon la D.S.T., « Carlos » n'est alors qu'un collaborateur de Moukharbil, véritable chef politique du mouvement, la fusillade tragique étant due à l'impréparation des policiers qui ne connaissaient pas alors l'importance de leur prise.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, « Carlos » — ou ceux qui s'abritent derrière sa « réputation » — s'est manifesté à plusieurs reprises. En mars 1982, dans une lettre authentifiée adressée à l'ambas-

sade de France à La Haye (Pays-Bas), il exige la libération de deux de ses amis, Magdalena Kopp et Bruno Bréguet, arrêtés le 16 février à Paris, en possession d'armes et d'explosifs. Déjà, il profère des menaces contre M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et maire de Marseille. Après l'expiration de son ultimatum, fin mars, c'est un train qui est mystérieusement visé : le 29 mars, une explosion à bord du Capitole Paris-Toulouse fait cinq morts et six blessés. De même, l'attentat de la rue Marbeuf à Paris, le 22 avril 1982 (un mort, soixante blessés), sera-t-il associé à « Carlos » : l'explosion a lieu le jour même du procès de Kopp et Bréguet. Elle vise un journal arabe, Al Watan Al Arabi, qui avait d'ailleurs publié une interview de « Carlos » en 1979.

Bréguet et Kopp ont été condamnés respectivement à cinq

ans et quatre ans de prison et sont toujours détenus. Cette affaire permet de dévoiler l'une des nombreuses ambiguïtés de ce réseau terroriste. Défendu à Paris par M. Jacques Vergès, Bruno Bréguet avait bénéficié précédemment de l'appui et de la solidarité du banquier suisse François Genoud, qui offre la double particularité de s'intéresser de près à la cause arabe — il fut directeur de la Banque populaire d'Alger jusqu'en 1964 — et de se présenter comme le représentant des héritiers de Hitler et de Martin Bormann, ainsi que comme unique légataire des œuvres posthumes de Goebbels. Ne cachant pas son admiration pour le III^e Reich, François Genoud semble appartenir à des milieux où l'antisémitisme fait bon ménage avec l'antisocialisme. De quoi compliquer encore l'affaire Carlos.

Chiens renifleurs

Après les chiens d'avalanche, les chiens dressés à détecter la drogue, voici les chiens renifleurs d'explosifs. La brigade canine de la préfecture de police dispose actuellement de deux de ces animaux, dont le dressage particulier a commencé en 1982. Ce sont deux bergers allemands, Suro et Ronko, âgés respectivement de trois ans et deux ans et demi. Deux autres, Tourbo et Bolex, sont en cours de formation.

La France a suivi l'exemple d'un certain nombre de pays étrangers, notamment les États-Unis, la Suède, le Canada et Israël, où de tels animaux exist-

tent depuis un certain nombre d'années. Comme pour tout dressage, le chien doit d'abord s'accoutumer à un maître vivant constamment avec lui.

Une démonstration a été faite, lundi 2 janvier, à la gare de Lyon, où huit bâtons de dynamite avaient été placés dans une rame de T.G.V. Ronko, accompagné de son maître-chien, a parcouru le convoi, se glissant sous les sièges. Finalement, il s'est arrêté devant l'un d'eux, a regardé son maître et s'est couché : les bâtons de dynamite étaient là.

Depuis dimanche, Ronko et Suro ont beaucoup patrouillé.

LES EXEMPLES ÉTRANGERS Sécurité et patience civique

Si les opérations de kamikazes sont quasi inévitables, les actions de terrorisme aveugle comme celles de la gare Saint-Charles et du train Marseille-Paris, peuvent, dans une bonne mesure, être évitées.

En Égypte, lorsque, à l'époque de Sadate, une bombe fit plusieurs morts dans le train d'Al-Azhar, chaque fut ensuite contraint de voyager avec sa valise entre les jambes et plus aucun wagon ne sauta. Après une explosion dans un ministère, au Caire, toute personne entrant dans une administration dut montrer le contenu de son sac, et il n'y eut plus d'incident. De même, les spectateurs furent obligés, que le film leur plaise ou non, de rester jusqu'à la fin de la séance dans les cinémas, et aucune salle égyptienne ne fut transformée en brasier sanglant, en dépit des menaces d'islamistes contre des œuvres non conformes à leurs vues.

Si cela n'empêcha pas un commando-suicide du djihad d'assassiner Sadate, cela évita sans doute bien des malheurs, comme dans ce cinéma d'Abadan, où des centaines de spectateurs furent brulés vifs au début de la révolution iranienne.

En Jordanie, en Irak ou en Syrie, pays menacés eux aussi depuis plusieurs années par des terroristes aux motivations diverses, et en Israël, surtout, des mesures de surveillance sévères et permanentes permettent, sinon de parer à tous les attentats, du moins d'en limiter le nombre.

« Croyez-vous nos Français capables de supporter, comme à Tel-Aviv, qu'on ouvre leurs cartables ou leurs sacs à chaque entrée dans un supermarché ? » demandait récemment en privé un responsable politique français. En effet, tout est là. Oserait-on s'en prendre au sacro-saint confort des citoyens et courir ainsi le risque de les irriter contre les autorités ou de semer la panique ? Mais la panique sera autrement cruelle si sont soufflés par une bombe, tel grand centre culturel, telle radiotélévision, tel grand magasin où l'on pouvait, ces jours-ci, entrer avec un gros sac à la main sans que quiconque vous pose la moindre question.

Plus que d'organisation ou d'argent, c'est de patience — de patience civique — dont on aurait sans doute besoin pour accroître la sécurité en France. Les passagers des avions se sont pliés, bon gré, mal gré, depuis une dizaine d'années, à des fouilles diverses ; cela est entré dans les mœurs du trafic aérien, dont la sécurité s'est certainement ainsi améliorée. Si l'on veut éviter des attentats encore plus meurtriers que ceux de Marseille, ne faudra-t-il pas en passer par là, quel qu'en soit le coût dans nos vies quotidiennes ?

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

COUP DE FEU CONTRE UN T.G.V.

Un coup de feu a été tiré, lundi après-midi 2 janvier, sur un T.G.V. qui venait de traverser le pont de Charenton (Val-de-Marne). La vitre d'un wagon a été brisée mais personne n'a été blessé. L'inconnu qui a tiré sur ce T.G.V., vraisemblablement avec une carabine, n'a pas été retrouvé.

Le CRIF et le terrorisme. — M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) se demande, dans une déclaration publiée le lundi 2 janvier, si, face au terrorisme qui est « indivisible », la France ne doit pas associer « ses efforts et ceux des pays qui luttent contre le terrorisme, sans s'abandonner à des espoirs de compromis et d'accommodement ».

L'arrestation en Floride de Jean-Marc Leccia pourrait permettre d'élucider l'affaire Orsoni

C'est après une recherche de plus de six mois que les enquêteurs du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) d'Alger ont retrouvé à Miami (Floride) Jean-Marc Leccia, âgé de trente-sept ans, soupçonné d'avoir été le commanditaire de l'enlèvement, le 17 juin 1983, d'un militant nationaliste corse, Guy Orsoni. Le chef de « milieu » de Porto-Vecchio (Corse-du-sud) a été arrêté, samedi 31 décembre, par le F.B.I. sur les indications de quatre policiers français qui avaient suivi aux États-Unis la fille et un ami de Jean-Marc Leccia.

Au moment de l'arrestation, en juin, des membres de la bande de truands responsable de l'enlèvement et sans doute de l'assassinat du jeune nationaliste, les policiers étaient arrivés trop tard à Porto-Vecchio : Leccia et un complice, Henri Rossi, ancien garde du corps du clan Guastini, avaient pris la fuite. Les membres du S.R.P.J. d'Alger avaient alors patiemment cherché leur trace dans leur entourage. Après avoir remisé le fil, à Six-Fours (Var) et à Paris, ils avaient surveillé les mouvements des familles en « cavale », de Grégoire Leccia, père du tycoon, de l'ami de celui-ci, et de M^{lle} Marie-Thérèse Bouteux, l'amie de Jean-Marc et de plusieurs relations du truand.

Cette longue filature allait subitement s'accélérer à la mi-décembre : le beau-frère de Grégoire Leccia se rendait à l'ambassade des États-Unis à Paris, afin d'obtenir, pour la fille de Jean-Marc, âgée d'une douzaine d'années, un visa pour les vacances de Noël. Le 18 décembre, cet ami et la fillelette, gagnaient d'abord Bruxelles, puis prenaient l'avion pour New-York. Deux enquêteurs du S.R.P.J. d'Alger et deux membres de la sixième section de la police judiciaire étaient à bord.

A New-York, le F.B.I. prévenait par la police française, mettait en place un important dispositif de surveillance, et les inspecteurs français et américains suivirent quatre jours durant la petite fille. Ils n'avaient pas encore localisé Jean-Marc Leccia, mais visiblement celui-ci bénéficiait de complicités à New-York même. Les arrivants changeaient sans cesse d'hôtel de luxe et de voiture, et c'est à une véritable course-poursuite dans New-York que les policiers durent se livrer pour ne pas perdre la trace du truand.

Le 22 décembre enfin, l'ami et la fille de Leccia s'embarquaient pour Miami. Après de nombreux détours, le truand en fuite était repéré dans la banlieue de la ville. Les inspecteurs français et leurs collègues américains, surtout ceux du Narcotics Bureau, espéraient suivre Leccia assez longtemps pour repérer d'éventuels complices ou la filière de trafic de stupéfiants à laquelle ils soupçonnaient Leccia d'être lié pendant les années de la « French connection ». Enfin, ils voulaient vérifier si le truand pouvait être en relation, à Miami, avec les amis français d'Edgar Zemmour, assassiné le 8 avril 1983.

Mais une fuite, que le F.L.N.C. rendait publique le 22 décembre, allait précipiter l'arrestation. Les nationalistes corses croyaient savoir que Jean-Marc Leccia avait été interpellé le 21, et s'interrogeaient déjà sur l'étrange silence du gouvernement français. Les policiers français espéraient-ils

Une filière de drogue

M. Robert Broussard, commissaire de la République chargé de la police, et Ange Mainil, chef du S.R.P.J. d'Alger, tentent d'obtenir des autorités américaines et françaises un règlement positif du problème juridique aujourd'hui posé par l'arrestation de Leccia à Miami. La justice américaine a, en effet, le choix entre plusieurs solutions : une procédure d'extradition, souvent longue, l'extradition donnée en jure d'Alger d'interroger le truand aux États-Unis, voire l'expulsion, vers le pays de son choix, de Jean-Marc Leccia pour faire pression sur l'homme de Porto-Vecchio, les policiers ont arrêté ces jours-ci en France les proches de Jean-Marc Leccia pour « recel de maléfices ». Leur arrestation a été annoncée à tout le monde par les journaux. Les enquêteurs d'Alger sont désormais persuadés que « l'affaire Orsoni tourne autour de la drogue ».

Jean-Marc Leccia est, en effet, considéré depuis longtemps comme un « chimiste », et aux États-Unis mêmes, les policiers ont fait des rapprochements intéressants. Ainsi, ils ont appris qu'un Corse, François Rossi, purgait une longue peine de prison à New-York pour trafic de stupéfiants, est l'ami d'Augustin Rossi — ami du clan Altoni, arrêté dans l'affaire Orsoni — blessé le 2 décembre près d'Alger de plusieurs coups de feu (le Monde du 7 décembre). Les policiers avaient acquis la conviction que le règlement de comptes de l'éclat, dont ils ignorent les causes profondes, continuait.

PHILIPPE BOGGO.

EN BREF

BASTARD DE TROYES ESCROC

(De notre correspondant.) Metz. — La sûreté urbaine de Metz a arrêté le 2 janvier un escroc se faisant passer pour « l'ami personnel de Jacques Delors ». Jacques Bastard, alias Bastard de Troyes — un nom de code qu'il utilisait, a-t-il dit, au Zaïre — s'appropriait à racheter un restaurant menacé d'une valeur de dix cent mille francs pour cinquante mille francs, en mettant au complotant « d'arranger son redressement fiscal de deux cent dix-sept millions de centimes ».

Domicilié à Paris, Bastard est poursuivi, notamment, pour avoir escroqué (pour un montant de huit cent mille francs) un conseiller d'Etat actuellement au ministère de la culture. La Jet Service International du Bourget l'a également assigné pour le règlement de cent quatre-vingt mille francs de location d'avions. Le plus incroyablement rocambolesque qu'il aurait occupé selon les enquêteurs, pendant une quinzaine de jours, le bureau d'une des relations du ministre de l'Intérieur, traitant des dossiers pendant les vacances et n'oubliant pas de réclamer quelques pots-de-vin.

Inondations à Leningrad. — Une crue de la Neva a provoqué les inondations les plus graves que Leningrad ait connues depuis de nombreuses années, et les dégâts sont très étendus, ont indiqué, lundi

Sept morts dans une collision

Sept personnes ont été tuées et une gravement blessée à la suite d'une collision entre un camion et un minibus, le 2 janvier, près de Sarrebruck (R.F.A.). Les victimes, qui se trouvaient toutes dans le minibus, sont des Français d'origine koréenne. Selon les premiers éléments de l'enquête, le poids lourd n'aurait pas respecté la priorité.

Voilà de nouveaux flamants roses

Au zoo de Féroilles-Attilly (Seine-et-Marne), des inconnus, vraisemblablement des spécialistes, ont volé pendant le week-end neuf flamants roses de Cuba, d'une valeur de 7200 francs. Ce vol cause un préjudice important à ce parc zoologique, l'espèce est maintenant protégée par la convention de Washington et les flamants roses ne peuvent plus, de ce fait, être exportés. — (Corresp.)

Défilé d'un jeune boxeur italien. — Le boxeur italien Salvatore Lazzari, qui était dans le coma depuis son dernier combat, le 10 décembre dernier, face à son compatriote Maurizio Lupino, est décédé, lundi 2 janvier, dans une clinique de Milan. Lazzari, âgé de vingt-cinq ans, avait été victime d'un malaise après le combat et n'avait jamais repris connaissance. — (A.F.P.)

2 janvier, les moyens d'information soviétiques. Plus de 35 kilomètres carrés de la deuxième ville du pays sont sous les eaux. On ne signale cependant pas de victimes. — (Reuters.)

QUI CROIT LE PLUS A L'ARGENT, LE LOUBARD OU LE FUTUR CADRE ?

Réponse dans Actuel et sur Europe 1

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

مقدون من الاموال

Le Monde

MEDECINE

1984 : de nouvelles clefs pour déchiffrer le cancer

L'année 1984 verra-t-elle le cancer commencer à être déchiffré ? Encore incongrue il y a quelques mois, la question peut aujourd'hui être légitimement posée. Grâce au prodigieux développement de la biologie moléculaire et des techniques des manipulations génétiques, on est sur le point de saisir le détail des mécanismes sous-jacents à l'apparition des processus malins. Pour la première fois, on a, dans les milieux scientifiques spécialisés, le sentiment de tenir un fil solide dans ce qui semblait, jusqu'à présent, un infini labyrinthe.

Le meilleur exemple de cette évolution est le lymphome de Burkitt, une affection grave décrite dans les années 60 par un chirurgien britannique qui lui a donné son nom. Après des années d'espérance, de tâtonnements et d'hypothèses non vérifiées, on dispose aujourd'hui d'une impressionnante somme de données — jusqu'ici indéchiffrables — pour lesquelles on est sur le point de trouver le code de lecture. Un symposium consacré à ces travaux, organisé par le Centre international de recherche

sur le cancer sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé, vient de réunir à Lyon des chercheurs de seize pays.

A l'image de ce que fut la découverte à Rosette (Egypte) en 1799 d'un fragment de basalte qui permit à Jean-François Champollion de décrypter les hiéroglyphes égyptiens, le lymphome de Burkitt pourrait bien constituer le premier modèle permettant de déchiffrer la cruelle énigme que constitue la transformation des cellules normales en cellules cancéreuses.

Les mystères et les promesses de la maladie de Burkitt

LES historiens de la médecine le savent déjà : le docteur Denis Burkitt n'a pas été le premier. David Livingstone avait, lui aussi, noté la présence chez de nombreux enfants ougandais d'une étrange tumeur de la mâchoire. D'autres encore, explorateurs ou missionnaires avaient fait la même observation en différents points du continent africain. Mais dans la deuxième moitié du vingtième siècle l'Européen ne se limite plus à explorer ou à évangéliser.

Ainsi le docteur Denis Burkitt, chirurgien anglais de l'université Makerere de Kampala (Ouganda). En 1950, il observe chez un enfant de sept ans une volumineuse tumeur de la mâchoire : la localisation est surprenante, comme la rapidité d'évolution, la tumeur doublant de volume en moins de quarante-huit heures. Peu après le malade décède de métastases généralisées. Le docteur Burkitt est suffisamment frappé pour se lancer dans une première étape épidémiologique. Il ignore encore les dimensions qu'elle prendra.

Fin 1963, au laboratoire britannique du professeur Epstein on parvient à mettre en culture une lignée continue de cellules cancéreuses. Rien n'est mis en évidence. Par routine, et sans espoir, on examine les cultures au microscope électronique. Les virologues britanniques ont alors la surprise d'observer des particules virales inconnues jusqu'alors. Ils viennent de découvrir un nouveau virus qui prendra le nom de deux d'entre eux : virus d'Epstein-Barr (V.E.B.) (2).

Dans les mois et les années qui suivront on découvrirra que, loin de se limiter aux sujets atteints d'un lymphome de Burkitt, ce virus est présent sur l'ensemble de la planète. Partenaire obligé de l'espèce humaine, le V.E.B. infecte l'organisme dans l'enfance, le plus souvent sans manifestations cliniques. Si la contamination est plus tardive (dans l'adolescence), apparaît une mononucléose infectieuse, sorte d'exacerbation de la réponse physiologique de l'organisme à l'infection virale.

On mettra aussi en évidence son pouvoir cancérogène (chez l'animal) et le « mariage » intime des particules héréditaires viraux et cellulaires dans les cellules tumorales. En dépit de ces résultats importants, on reste au stade de la description, de l'observation de phénomènes dont on ne saisit pas l'origine première. Y a-t-il un rapport de causalité entre la présence virale et le processus cancéreux ? Si oui, comment l'établir ? Une énorme enquête prospective animée par le professeur Guy de Thé (Centre international de recherche sur le cancer, à Lyon) est mise en œuvre de 1968 à 1978. Elle porte sur 42 000 enfants ougandais vivant dans le district du Nil occidental.

Ses résultats sont publiés dans la revue *Nature* : plus le taux d'anticorps anti-V.E.B. est fort et plus le risque de tumeur est élevé (trente fois plus élevé pour un taux d'anticorps trois fois supérieur à la normale : un risque supérieur à celui encouru par un grand fumeur vis-à-vis du cancer du poumon). Rien

pourrait de décisif : le virus apparaît comme un agent vraisemblable mais dans une hypothèse multifactorielle. Pourquoi un virus présent dans le monde entier ne provoquerait-il un cancer que dans une zone géographique donnée ? On songe alors au rôle de l'association avec le paludisme. Deux types d'essais préventifs sont mis en œuvre : éradication du paludisme (en Tanzanie), vaccination expérimentale anti-V.E.B.

Dans l'attente d'une hypothétique démonstration étiologique de terrain, de larges pans d'ombre subsistent. Car entre-temps on a découvert que le lymphome de Burkitt n'existe pas que sur le continent africain. En France, par exemple, des lymphomes équivalents sont fréquemment diagnostiqués chez l'enfant. Ils ne sont que rarement reliés aux V.E.B. et jamais au paludisme. Origine multifactorielle donc, mais changeante.

On en était là il y a quelques mois encore. Depuis, sous l'impulsion de la biologie moléculaire et des techniques des manipulations génétiques, cette gigantesque énigme biologique et médicale semble enfin sur le point d'être résolue. On a d'abord démontré que les cellules cancéreuses provenant de différents types de Burkitt (africains ou non, associés ou non au V.E.B.) sont porteuses d'une anomalie chromosomique (ou translocation). Toutes ces cellules ont un morceau de leur chromosome numéro 8 échangé avec un morceau d'un autre chromosome (le 14 dans 70 % des cas, le 22 dans 20 % des cas, le 2 dans 10 % des cas — voir schéma).

A quoi correspond cette réorganisation du patrimoine héréditaire ? Depuis quelques années, des « cas-sures » de chromosomes ont été observées dans des leucémies et d'autres lymphomes sans qu'on puisse dire s'il s'agit de la cause ou d'une conséquence de la maladie cancéreuse. Récemment, les laboratoires des docteurs Carlo C. Croce (Philadelphie) et Philip Leder (Boston) ont découvert que les points de cassure du chromosome numéro 8 se situent précisément au niveau d'un oncogène, une structure moléculaire dont on sait depuis peu qu'elle est directement impliquée dans les phénomènes de cancérisation (le *Monde* du 10 septembre 1982).

Un scénario cohérent

Mieux, on sait que les translocations observées ont pour effet de mettre l'oncogène (baptisé *c-myc*) au contact des régions du génome qui, précisément dans les chromosomes 14, 22 et 2, dirigent la production des anticorps dans les lymphocytes. Ces anticorps sont des protéines (des immunoglobulines) à la configuration particulière et on a montré, en aval, que des translocations différentes correspondaient à la production d'immunoglobulines pathologiques et différentes les unes des autres.

On sait néanmoins que l'oncogène *c-myc* du chromosome 8 n'est pas à lui seul suffisant. Des travaux récents indiquent que deux « événements » cellulaires sont, au minimum, nécessaires pour faire une cellule cancéreuse d'une cellule normale (le *Monde* du 24 août 1983).

JEAN-YVES NAU

(Lire la suite page 12.)

LE SYSTÈME DE SANTÉ CHINOIS

La longue marche des « médecins aux pieds nus »

LE système de santé chinois a été longtemps considéré comme un modèle pour les pays du tiers-monde. Les opinions à ce sujet sont, aujourd'hui, plus nuancées malgré les résultats obtenus par la République populaire. Tant responsables d'organisations internationales que spécialistes chinois conviennent que ce qui a été réalisé en Chine n'est pas nécessairement exportable dans d'autres pays dotés d'une tradition culturelle et d'une structure sociale, administrative et politique différentes.

Lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir, en 1949, les communistes se trouvèrent à la tête d'un Etat ravagé par les épidémies et la guerre. Dans tous les domaines, le pays était considérablement affaibli. Tout était à reconstruire. Le premier souci du nouveau pouvoir fut de lancer de grandes campagnes de masses destinées à éliminer les fléaux les plus graves (variole, choléra, tuberculose, malaria, famine, etc.) et à diffuser des règles élémentaires d'hygiène. Dès 1952, fut créé un mouvement patriotique d'hygiène et de santé dont le but était principalement prophylactique.

Adeptes d'un Etat fort, centralisé et très hiérarchisé, les communistes chinois se sont ensuite employés à mettre sur pied un système de santé organisé verticalement et calqué sur la structure politico-administrative existante. A tous les échelons (province, région, district, commune, brigade et équipe de production), des relais médicaux ayant une qualification et une autorité décroissantes ont été établis. A côté de leurs fonctions de soins, ces relais ont eu à prendre en charge l'application d'un programme de prévention dans lequel le rôle des unités de base était primordial.

Une espérance de vie doublée en trente-cinq ans

Ces grands principes qui gouvernent, aujourd'hui encore, le système de santé chinois ont porté leurs fruits : l'espérance de vie qui était en 1949 de trente-cinq ans en moyenne est actuellement de soixante-neuf ans. Pendant la même période, le taux de mortalité est passé de 25 pour 1 000 à 6,36 pour 1 000. Pour ce qui est des décès des enfants de zéro à un an, les sources chinoises indiquent que de 200 pour 1 000 à l'époque, ce taux est tombé, en 1981, à 13 pour 1 000 dans les villes et à 24 pour 1 000 dans les zones rurales (1). Les équipements, les médecins et le personnel de santé faisaient cruellement défaut.

A l'heure actuelle, en tenant compte des difficultés à obtenir des informations précises, on peut estimer qu'il existe environ 1,9 lit d'hôpital pour 1 000 habitants, soit à peu près dix fois plus qu'il y a une trentaine d'années. En ce qui concerne les données sur les médecins et les auxiliaires de santé, il est encore plus délicat de manier les chiffres dans la mesure où les rares informations de sources chinoises disponibles amalgament des catégories professionnelles de niveaux et de spécialités fort différents.

Si on se réfère aux chiffres fournis par la Banque mondiale (2) et portant sur l'année 1979, il ressort qu'il y avait, à cette date, un médecin diplômé de médecine occidentale pour un peu plus de 2 450 habitants

et un praticien de médecine traditionnelle pour près de 3 900 habitants. Quant aux auxiliaires de santé, toutes catégories confondues (des pharmaciens aux aides-soignants), on en comptait 1 pour environ 900 habitants. Si on leur ajoute les « médecins aux pieds nus » (environ 1,5 million en 1979), c'est un auxiliaire de santé pour un peu de plus de 380 habitants qu'il y avait en Chine il y a trois ans.

La volonté des communistes chinois était d'offrir l'accès aux soins à tous les citoyens. La réalité montre que, en Chine comme ailleurs, la médecine fuit les campagnes, alors que pour 80 % la population est rurale. Il y a, actuellement, quatre fois plus de lits d'hôpital dans les villes que dans les zones agricoles (3). La disproportion est encore plus sensible pour les médecins qui sont près de cinq fois plus nombreux dans les cités ; elle est criante pour les infirmières dont l'effectif se réduit de huit fois dans les campagnes (4).

Cette disparité, constante depuis plus de vingt ans, a son corollaire dans l'espérance de vie qui marque des écarts pouvant aller jusqu'à dix ans et plus par rapport à la moyenne nationale. Dans le Guizhou et le Yunnan, par exemple, deux provinces du Sud-Ouest économiquement attardées, l'espérance de vie était, en 1979, respectivement de cinquante-neuf ans et de soixante ans, alors qu'elle était de soixante-deux ans à Shanghai, la ville la plus peuplée de Chine mais aussi la mieux dotée sur le plan médical.

L'inégalité devant les soins existe donc aussi en Chine. La création d'un corps de « médecins aux pieds nus » à la fin des années 60 (5) a partiellement atténué cette inégalité, leur présence permettant de satisfaire en partie les « soins de santé primaires ».

Membre à part entière d'une communauté rurale qui l'a choisi, le « médecin aux pieds nus » (une brigade de production en compte en général de un à trois suivant son importance) offre l'avantage de pouvoir être joint rapidement puisqu'il vit sur place, mais, plus ou moins qualifié — les deux tiers d'entre eux n'ont reçu une formation que durant trois à six mois — et très sommairement équipé, il limite son rôle de soignant aux cas bénins. Toutefois, la seule existence d'un recours est précieuse pour les paysans, souvent très éloignés du premier véritable centre de soins. Par ailleurs, si le « médecin aux pieds nus » n'a pas les moyens de soigner, il a celui de diriger les cas qui posent problème vers les échelons médicaux immédiatement supérieurs.

ANITA RIND.

(Lire la suite page 12.)

- (1) La Banque mondiale donne, pour sa part, un taux global de 56 pour 1 000 en 1980, et l'Unicef celui de 30 pour 1 000 dans les zones rurales en 1981.
- (2) Rapport publié en août 1983 à la suite d'une mission effectuée en Chine en 1980.
- (3) C'est à Pékin et à Shanghai que se trouvent les services de médecine de pointe et les plus importants instituts de recherche.
- (4) *Pékin Information* du 3 octobre 1983.
- (5) C'est à Shanghai, en 1958, qu'eurent lieu les premières expériences de « médecins aux pieds nus », et ce n'est qu'en 1968 que cette tentative a été largement développée.

(Publicité)

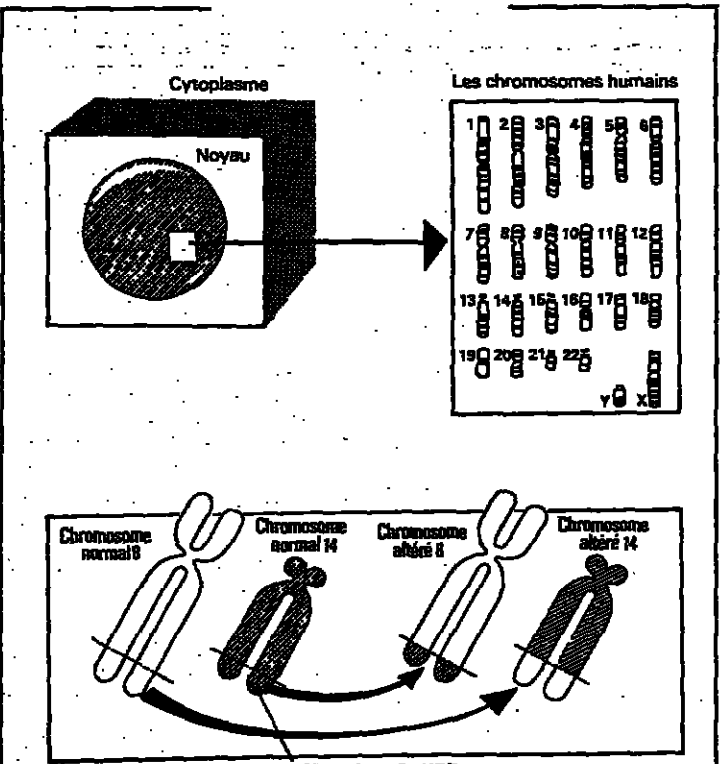
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Recrutement des Chercheurs en 1984

Le Centre National de la Recherche Scientifique ouvre sa campagne de recrutement 1984. Les dossiers de candidature doivent être déposés avant le 15 janvier 1984. Pour tous renseignements concernant les modalités de recrutement, s'adresser à la direction du personnel et des affaires sociales du C.N.R.S., bureaux de gestion des chercheurs, 15, quai Anatole-France 75700 Paris - Tél. : 555-92-25, postes 2352/2044 ou 2408 ou auprès des administrateurs délégués du C.N.R.S. L'attention des candidats est attirée sur la possibilité qui leur est offerte de postuler également sur des sujets ou des laboratoires prioritaires dont les listes leur seront fournies par la direction du personnel et des affaires sociales du C.N.R.S. (15, quai Anatole-France, 75700 Paris), ou les administrateurs délégués.

CONFÉRENCES EN JANVIER AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

- Samedi 7, à 15h : Traitement mathématique des images, par Jean SARRA.
- Samedi 14, à 15h : A la conquête préhistorique du Nouveau Monde, par Denis VIALOU.
- Samedi 21, à 15h : Argos et Sarsat, par Daniel LUDWIG.
- Samedi 28, à 15h : Moyens d'intervention sous-marine pour la reconnaissance des grands fonds marins, par Jean-Claude PUJOL.



On a établi que les cellules cancéreuses du lymphome de Burkitt (cancer des lymphocytes B, globules blancs responsables de la synthèse des anticorps) sont le siège d'anomalies chromosomiques importantes (ou translocation). Un segment du chromosome numéro 8 (chaque cellule humaine comporte 23 paires de chromosomes numérotés, support du patrimoine génétique) est « échangé » avec un autre segment chromosomique (le plus souvent du chromosome 14, mais aussi du 22 ou du 2). Ces cassures ne se font pas au hasard. Elles se situent :

• Pour le chromosome 8, au niveau d'un oncogène (baptisé *c-myc*), structure génétique normalement présente dans les patrimoines héréditaires, mais responsable, chez le poulet, d'un cancer des cellules sanguines. D'autres oncogènes ont aussi été mis en évidence ;

• Pour les chromosomes 14, 22 et 2, au niveau des régions qui codent pour une partie des anticorps, protéines naturellement synthétisées par les lymphocytes B.

On peut supposer que ces translocations ont pour conséquence d'activer l'oncogène et d'être à l'origine de la constitution d'un clone cellulaire malin.

(Schéma tiré du New York Times.)

Un safari épidémiologique

L'Ouganda est encore protectorat britannique quand il publie, en 1958, sa première communication dans le *Journal britannique de chirurgie*. Quatre ans plus tard, le pays accède à l'indépendance. Le chirurgien est passé avec armes et bagages dans le camp de l'épidémiologie. Fort de ses premières observations, il parcourt des milliers de kilomètres en Land-Rover, adresse des questionnaires à tous les hôpitaux du continent. Un gigantesque safari épidémiologique pour un tableau de chasse sans précédent.

Les conclusions sont on ne peut plus surprenantes. La tumeur n'est observée que dans des conditions très précises : la température ambiante doit être égale ou supérieure à 15,66 °C et la pluviométrie annuelle supérieure à 50,8 cm. En rassemblant toutes les données, on décrit à l'échelle du continent une « ceinture de Burkitt » (voir notre schéma page 12) superposable, disent les spécialistes de l'Afrique, aux régions touchées par le paludisme (le moustique vecteur du parasite vit dans ces conditions climatiques) et la fièvre jaune.

Quelques années plus tard, le syndrome n'est plus connu que sous le nom de lymphome de Burkitt. De quoi s'agit-il ? Schématiquement d'un cancer des cellules-souches des lymphocytes B (globules blancs aptes à la synthèse des anticorps, molécules chargées de la défense immunitaire de l'organisme). Outre sur la mâchoire, la tumeur apparaît dans des endroits précis et inhabituels (orbite, testicules, ovaires) et presque exclusivement chez des enfants entre deux et neuf ans. Sans traitement, l'évolution est foudroyante, et la mort survient dans les semaines ou les mois qui suivent l'apparition de la lésion (1).

Enquête sur 42 000 enfants

En mars 1961, à Londres, le professeur M. Anthony Epstein (université de Bristol) entend « par le plus grand des hasards » la première communication du chirurgien de la brousse encore totalement inconnu. Une collaboration est immédiatement établie. Objectif : isoler l'hypothétique agent infectieux (un virus cancérogène pensent-ils) qui pourrait être véhiculé par un insecte. Le docteur Burkitt réalise les biopsies en Ouganda et les tissus arrivent à Londres le lendemain matin. De 1961 à 1963, en dépit de recherches approfondies, c'est l'échec.

CINÉMA EN JANVIER AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

CINÉ-CLUB les 1^{er} et 3^{es} samedis du mois, à 21 h (entrée gratuite). UN SCIENTIFIQUE COMMENTÉ.

Le 7 : créations de l'homme préhistorique, les origines de l'art, avec Denis VIALOU. Le 21 : six mille guerriers d'argile, grandeur nature : l'archéologie chinoise vit son âge des trésors, avec Pierre COLOMBEL.

PARLONS D'UN FILM, projection-débat, le mardi et le mercredi, à 16 h. Du 3 au 11 : la géologie du pétrole, ni divin, ni surnaturel.

Du 17 au 31 : la chimie du pétrole, ses applications dans la vie quotidienne.

SCIENCE ET CINÉMA, tous les dimanches, à 16 h.

LES RÉFORMES DANS LES HÔPITAUX PUBLICS

Les responsables de l'hospitalisation publique s'inquiètent des restrictions budgétaires

Depuis le 1^{er} janvier, l'hôpital public est entré dans une phase active de transformations. D'une part parce que, désormais, l'ensemble des centres hospitalo-universitaires (C.H.U.) voient leur système interne de financement profondément remanié par l'instauration d'un « budget global ». D'autre part parce que la loi portant réformes hospitalières, qui va supprimer les « services » au profit des « départements », a été votée en deuxième lecture dans les derniers jours de

1983 par l'Assemblée nationale. Les décrets d'application de cette loi sont en préparation au secrétariat d'Etat à la santé.

Ce que ces transformations juridiques inaugurent n'est autre qu'une profonde mutation du système hospitalier. Une mutation qui s'annonce sur un fond de difficultés financières sans précédent, dont s'alarment les responsables des établissements. Bien des médecins sont eux aussi inquiets d'un train de réformes qui,

en outre, modifie leur cadre statutaire et les conditions de formation des plus jeunes d'entre eux. Nul doute que l'année qui s'ouvre sera celle d'un vaste débat sur l'avenir de l'hôpital public en France après l'année 1983 qui laissera le souvenir du passage mouvementé d'un ministre communiste au portefeuille de la santé et de la plus longue grève des soins — celle des internes et des chefs de clinique, au printemps dernier — qu'ait connue le monde hospitalier français.

RÉFORMER le système financier des hôpitaux publics était assurément une nécessité, ressentie depuis de longues années. Déjà, sous le septennat précédent, de nombreuses voix s'élevaient pour demander une refonte complète du système comptable hospitalier, jugé — à juste raison — archaïque et inflationniste. Ce système était en effet conçu de la manière suivante : l'activité hospitalière était mesurée en nombre de « journées » effectuées dans l'établissement. Le total réalisé dans l'année permettait de fixer le budget de l'année suivante : aussi les gestionnaires avaient-ils intérêt, pour être « à l'aise » dans leurs prévisions, à réaliser un maximum de journées, à « remplir les lits », à hospitaliser plus longtemps qu'il n'eût été toujours nécessaire, donc à pousser à la consommation hospitalière.

Il se trouvait peu de voir pour défendre un tel système, mais peu d'imaginer pour en concevoir un autre. Pourtant, progressivement se fit jour l'idée d'un bouleversement radical de ce système. Il faudrait, disait-on, inverser la procédure, accorder en début d'année une enveloppe aux établissements, la fractionner en douze et la verser mois par mois. Tel est le principe du « budget global ». Le système ne reposera plus sur un décompte rétrospectif, mais prospectif, et les gestionnaires ne devront plus artificiellement gonfler l'activité des hôpitaux, ce qui était le cas auparavant.

L'insuffisance en personnels

Telle est donc la procédure qu'inaugurent, depuis le 1^{er} janvier, les plus grands hôpitaux de France, c'est-à-dire les centres hospitalo-universitaires. Quelques activités sont pour le moment laissées « hors budget global » : les consultations externes, les services d'urgence, les écoles professionnelles, etc.

Mais cette réforme s'applique dans une conjoncture particulièrement difficile pour les hôpitaux publics. Comme le soulignent tout dernièrement à Paris M. Pierre Ray-

naud, président de la Fédération hospitalière de France (F.H.F.), « nul ne peut nier que cette réforme soit introduite dans des conditions économiques et financières les plus mauvaises que les hôpitaux aient connues depuis bien des années ».

Pourquoi ? Parce que les augmentations tarifaires que le gouvernement leur a consenties depuis plusieurs années — dès avant 1981 — sont inférieures à l'augmentation des charges, notamment salariales, que supportent les hôpitaux. Depuis deux ans, en outre, souligne M. Philippe Cadène, délégué général de la F.H.F., « les pouvoirs publics nous imposent de « faire une économie d'un point par rapport au taux d'inflation ». D'où des difficultés de trésorerie, l'érosion des fonds propres des établissements, des restrictions sur l'entretien et l'acquisition des équipements et surtout sur l'embauche des nouveaux personnels qui seraient nécessaires aux services réservés ou aux secteurs sous-équipés.

Cette attitude restrictive des pouvoirs publics s'explique par la charge croissante que représente l'hôpital pour le système de santé. L'hospitalisation, en France, absorbe la moitié de la consommation médicale. C'est beaucoup, c'est sans doute trop, soulignent l'ensemble des gestionnaires, mais c'est moins qu'au Royaume-Uni (70 %) ou en Suède (73 %). En Allemagne fédérale, en revanche, les coûts hospitaliers n'absorbent que 36 % de la consommation médicale. Cette simple comparaison montre que le progrès technique n'entraîne pas de façon inéluctable, à lui seul, une hausse automatique des coûts hospitaliers.

Mais l'hôpital français est loin d'avoir achevé sa mutation : 25 % de l'appareil hospitalier public n'ont subi aucune modernisation depuis quarante ans, souligne la Fédération hospitalière de France ; trente-cinq mille lits du secteur médico-social ou sanitaire pour personnes âgées doivent être humanisés ou reconvertis ; trente-cinq mille lits de psychiatrie exigent, eux aussi, une reconversion. Plusieurs dizaines de milliers de lits d'hospice doivent

impérieusement être transformés. Le IX^e Plan prévoit, en outre, une contraction de l'appareil hospitalier. Aussi les perspectives budgétaires de 1984 inquiètent-elles les responsables hospitaliers. Le gouvernement, en effet, n'accorde pour cette année qu'une hausse de 6,6 %, qui devra respecter le nouveau système du budget global. Il faudrait, estime nombre de gestionnaires, au moins 2 % de plus, ne serait-ce que pour respecter les accords salariaux de la fonction publique sur lesquels sont alignées les rémunérations des personnels.

Le risque du ghetto

Au total, estime M. Cadène, la situation budgétaire des hôpitaux, à la fin de l'exercice 1983, était extrêmement critique, puisqu'elle présentait un déficit moyen d'exploitation de 1,5 %. Ainsi s'ouvre l'année 1984. Les hôpitaux rencontrent de grandes difficultés non seulement pour verser les primes traditionnellement consenties par la majorité d'entre eux à leur personnel en janvier, mais aussi pour régler leurs fournisseurs et même leurs cotisations sociales.

Dans ces conditions, l'application imminente de la réforme budgétaire des hôpitaux ajoute à l'inquiétude des responsables : ils redoutent qu'elle soit avant tout un moyen de compression des dépenses, d'autant qu'elle laisse en dehors de son champ d'application des activités importantes de l'hôpital et n'introduit guère de simplification administrative, estiment-ils. Une telle réforme, soulignent enfin les responsables hospitaliers, ne peut s'appliquer que progressivement et suppose que les établissements reçoivent des moyens supplémentaires, notamment en informatique de gestion.

L'application de la « départementalisation » est, pour sa part, subordonnée à la parution d'un décret que le secrétariat d'Etat à la santé prépare activement. Cette réforme suppose la disparition des activités « satellites » et leur rattachement par des entités beaucoup plus vastes, les départements, dont les responsables seront élus et qui seront fractionnés en « unités fonctionnelles » dont le

profil n'est pas encore arrêté. Beaucoup d'inconnues subsistent sur le contenu de cette réforme, à propos de laquelle la loi n'a édicté qu'un principe très général. L'essentiel sera donc contenu dans le décret. La loi a néanmoins fixé son délai d'application — trois ans — que de nombreux responsables hospitaliers jugent trop court. Cinq ans auraient paru préférables à beaucoup.

Ces perspectives risquent-elles d'entraver l'évolution nécessaire de l'hôpital vers d'autres formes de soins ? C'est ce que redoutent bon nombre de responsables hospitaliers, qui insistent sur la nécessité absolue de développer, à partir de l'hôpital, des formules plus légères : des centres — sans hébergement — de diagnostic, de consultation, de traitement, des soins à domicile, des hôpitaux de jour, etc. Faute de quoi, soulignent-ils, « nous gèrerons le déclin », et l'hôpital sera réduit à la prise en charge des cas sociaux, des personnes âgées invalides, ou des cas les plus lourds et les plus coûteux, au détriment de son insertion dans la cité, de sa participation à la vie communautaire. C'est le risque du ghetto.

L'autre solution, estiment les responsables hospitaliers, c'est « de faire vivre l'hôpital autrement, dans un dynamisme régénéré, dans un cadre élargi ». Il faut, pour ce faire, que la fonction de soins s'exporte sur celle d'enseignement. Seule une action volontariste pourra maintenir l'hôpital sur cette voie.

La mutation déjà engagée sera suivie, au printemps, d'un deuxième train de réformes qui devraient, précisément, encourager le développement de formules de soins extra-hospitalières, et la planification des équipements, notamment leur répartition entre les secteurs public et privé.

D'ici là, le gouvernement aura fait connaître, et ce avant la mi-janvier, la dernière version de la réforme des statuts des médecins hospitaliers, sur laquelle les discussions ne sont pas achevées. « L'hôpital », nous disait un gestionnaire, est devenu un vaste chantier d'expérimentation sociale.

CLAIRE BRISSET.

La maladie de Burkitt

(Suite de la page 11.)

Ces travaux, qui font l'objet de nombreuses publications dans les plus prestigieuses revues scientifiques internationales (3), soulèvent de nombreuses questions. Elles ont, notamment, pour effet de remettre en cause le rôle du V.E.B. Rôle secondaire ? Evénement éventuellement nécessaire mais jamais suffisant ? Aucun rôle comme le soutiennent certains scientifiques ? Ces travaux bouleversent aussi les projets thérapeutiques que l'on pouvait s'élancer à y a quelques mois encore. Ils ont surtout pour conséquence de donner, pour la première fois, les bases moléculaires d'un scénario physiopathologique multifactoriel cohérent.

« Des découvertes importantes, notes M^{me} Betty Dodet et le docteur Gilbert Levan, réalisées dans des domaines aussi différents que la virologie, la biologie moléculaire, l'immunologie ou l'analyse des chromosomes convergent, s'assemblent comme les morceaux d'un puzzle. » (La Recherche, novembre 1983). Le lymphome de Burkitt, pierre de Rosette de la cancérologie ? Il est sans doute quelque peu imprudent de répondre dès mainte-

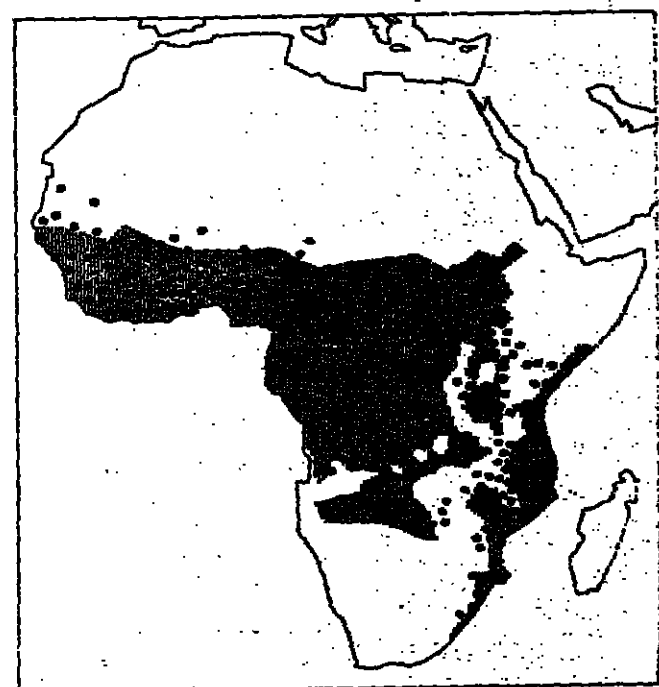
nant positivement à cette question controversée dans les milieux médicaux et scientifiques.

Sans parler des nouveaux espoirs diagnostiques et thérapeutiques, il reste pourtant que jamais sans doute on n'a eu pour une affection cancéreuse une image aussi nette et cohérente. Ni le sentiment d'être aussi proche de l'épilogue. « Nous sommes à un tournant, vient de déclarer à Lyon le docteur Philip Leder. Le pont entre les sciences fondamentales et les sciences cliniques — pour autant que le cancer soit concerné — s'élargit rapidement. Notre nouvelle responsabilité en tant que fondamentalistes est de fournir aux cliniciens l'information et les outils. Les conséquences pourraient en être énormes. »

JEAN-YVES NAU.

(3) La dernière en date est celle de trois chercheurs britanniques (T.H. Rabbitts, P.H. Hamlyn et R. Bax) dans Nature (datée de 22-29 décembre 1983), qui établit que la séquence moléculaire du gène c-myc est, dans les cellules cancéreuses, notablement modifiée, peut-être à cause de la translocation.

La ceinture africaine du lymphome



L'enquête épidémiologique révèle que les cas sont groupés (points noirs) dans les régions où le paludisme est endémique (zone grise). La fréquence annuelle est d'un cas pour dix mille enfants. L'affection s'étend sur le même mode que les maladies infantiles virales mais touche préférentiellement les garçons. (Schéma tiré du Scientific American.)

La longue marche des « médecins aux pieds nus »

(Suite de la page 11.)

Dans les faits, c'est essentiellement dans le travail de prévention que le personnel joue son rôle. Chargé de diffuser et de faire appliquer les campagnes de prophylaxie en faveur de l'hygiène et de la santé décidées en haut lieu, le « médecin aux pieds nus » est un rouage de l'appareil de contrôle social qui supervise, entre autres, les calendriers des vaccinations et les mesures de planification familiale (tableau des autorisations de mariage, de grossesse et des règles des employées féminines).

Des inégalités flagrantes

« A l'heure actuelle, nous a confié le responsable d'un département hospitalier de Pékin, la question qui se pose à la Chine est moins celle des équipements que celle du manque de personnel qualifié à tous les niveaux. Mais la formation de ces personnels coûte cher. » Il est vrai que la part des dépenses de l'Etat pour l'éducation dans son ensemble est faible (6,6 %) et qu'elle l'est encore plus pour la santé publique : 2 % en 1979, selon la Banque mondiale, qui souligne que ce taux n'a guère changé depuis 1949. Ces 2 %, selon la même source, représentent environ 10 milliards de yuans par an, soit environ 9,9 yuans par habitant (1 yuan = 4 francs). Encore faut-il noter que 52,4 % de ces dépenses sont consacrées à la pharmacopée occidentale, 14,5 % à l'équipement hospitalier.

Quant aux auxiliaires de santé (y compris les médecins de médecine traditionnelle), leur part compte pour 11,2 %, celle des médecins de formation occidentale pour seulement 6 % et celle des « médecins aux pieds nus » pour 8,5 %. Le bas niveau des salaires explique le poids relativement faible de ces personnels dans les dépenses de santé. A Pékin, par exemple, un professeur de niveau international gagne à peine un peu plus de 100 yuans par mois, un généraliste environ 70 yuans, un généraliste de 50 à 60 yuans, un infirmier de 40 à 50 yuans.

Combien en coûte-t-il au citoyen chinois pour se faire soigner ? L'inégalité est ici flagrante, car seules certaines catégories de personnes ont

droit aux soins gratuits : les fonctionnaires d'Etat, les employés des entreprises d'Etat, les enseignants ainsi que les salariés des établissements de santé publique. Les ouvriers et employés d'usines et d'autres entreprises sont, eux, totalement pris en charge grâce aux cotisations que leurs établissements versent aux municipalités et gouvernements provinciaux. Mais les membres de la famille à charge du salarié paient 50 % de leurs frais médicaux.

Ceux qui ne bénéficient pas de la gratuité des soins — ce sont des paysans dans la quasi-totalité des cas — relèvent d'un système collectif. Chaque année, ils versent entre 2 ou 3 yuans par personne à leur brigade de production, complétant ainsi le « fonds de secours » qui leur permettra d'être remboursés à 40 % de leurs dépenses. Quant aux 60 % restants, s'ils ne peuvent y faire face, ils ne leur restera qu'à renoncer à se faire soigner correctement, avec l'exception. La discrimination est d'autant plus grande que les paysans ont dans leur grande majorité des revenus très inférieurs à ceux des autres travailleurs. Or les paysans représentent les quatre cinquièmes de la population.

Une eau « en principe buvable »

Malgré les dispositions élémentaires prises sur une grande échelle depuis plus de trente ans, la Chine n'atteint un niveau d'hygiène satisfaisant. La lutte contre les facteurs de maladies contagieuses ou véhiculées par l'eau appartient-elle au passé ? Loin s'en faut, même si des progrès notables ont été accomplis.

L'accès à l'eau potable reste un problème préoccupant, aggravé cependant par l'habitude des Chinois de faire bouillir l'eau qu'ils boivent. A Pékin, l'eau courante est considérée comme « en principe buvable », mais à Shanghai, les responsables de la santé eux-mêmes estiment qu'elle « n'est pas de très bonne qualité ». Pour l'ensemble du pays, la situation en ce domaine est très mal connue. Selon le ministère de la santé publique, trois cents millions de personnes, à la campagne, ont accès soit à l'eau courante — mais c'est une minorité — soit à l'eau prove-

nant de puits actionnés parfois par une pompe à moteur.

Pour cinq cents millions d'autres Chinois ruraux, la question de l'eau n'est pas réglée. Ils n'ont accès qu'à celle des lacs, des rivières ou des étangs. Ils la font bouillir mais ils n'en servent que pour laver leurs vêtements ou pour leur hygiène corporelle. Plusieurs autres dizaines de millions d'habitants vivent dans le nord-ouest du pays sans encore plus de l'eau que l'usage que d'une eau qu'il faut aller chercher à plusieurs kilomètres et de « qualité douteuse ». Enfin, dans les régions les plus pauvres et les plus reculées, la seule eau accessible contient des éléments naturels nocifs pour la santé. Mais faute de mieux...

Anémie et rachitisme

D'autre part, la lutte pour l'élimination des « quatre pestes » (rats, moustiques, mouches, puces) est toujours d'actualité. En 1982, des statistiques incomplètes montrent que plus de dix millions de rats ont été exterminés dans treize provinces de Chine.

Un autre facteur responsable de la dégradation des conditions d'hygiène est imputable à la pollution atmosphérique. Le problème est particulièrement aigu dans les villes. A Pékin, plus de quatorze mille cheminées d'usine crachent, à longueur d'année, une épaisse fumée noire. Les maladies respiratoires, qui se plaçaient de 1973 à 1975 au premier rang des causes de mortalité dans le pays, se situent, aujourd'hui encore, au troisième rang derrière les maladies cardio-vasculaires et les cancers.

Un changement dans la hiérarchie des causes de mortalité reflète les mutations économiques que connaît la Chine depuis une trentaine d'années. Ce pays doit aujourd'hui faire face aux maladies du développement industriel tout en continuant à affronter sur la majeure partie de son territoire les maux et les fléaux (sécheresse, inondations) caractéristiques des Etats en voie de développement.

Qu'en est-il actuellement des grandes affections qui, jadis, décimaient les populations ? La variole, la peste ont été éradiquées. La lèpre affecte encore un peu plus de deux

cent mille personnes. Le choléra reste endémique dans certaines régions. En 1979, selon la Banque mondiale, une centaine de personnes ont été décédées. Ce sont surtout les dysenteries d'autres origines microbiennes qui sévissent un peu partout, les enfants en bas âge en pâtissant le plus. La tuberculose, qui avant 1949 frappait des millions de Chinois et provoquait, chaque année, la mort de 2 habitants sur 1 000, a nettement régressé, notamment dans les villes. En 1981, on estimait à environ 8,5 millions le nombre de tuberculeux sous traitement. Les programmes de vaccination systématique par le B.C.G. dès la naissance, instaurés depuis près de vingt ans, expliquent en partie cette amélioration.

Ces vaccinations, obligatoires et gratuites, ont été complétées, au fil des ans, par celles contre la coqueluche, la diphtérie, la poliomélie, la rougeole, la typhoïde. En revanche, aucun programme de vaccinations massives n'a encore commencé contre l'hépatite virale B, qui sévit gravement. En 1982, cent vingt millions de Chinois étaient touchés, d'une façon ou d'une autre, par cette maladie, et plus de cinquante millions étaient considérés comme des porteurs sains.

Les maladies véhiculées par l'eau (travaux dans les rizières, abords des fleuves), les parasites et les insectes, restent un sujet de préoccupation chronique. La malaria, qui prévaut dans la partie méridionale du pays, touche plusieurs millions de personnes (plus de 2,4 millions de nouveaux cas en 1979). La bilharziose, dont les autorités sanitaires reconnaissent qu'elle s'est « toujours révélée impossible à éradiquer et difficile à contrôler », frappe environ 2,5 millions d'habitants, encore ne s'agit-il que de chiffres concernant trois provinces. Les antihelminthiques, dont souffraient au début des années 60 (dans quatorze provinces) quelque cinquante millions d'individus, persistent très largement à l'heure actuelle. Les filarioses, pour lesquelles aucune donnée n'est accessible, sont, elles aussi, encore très répandues. Les ascariidoses (présence d'ascaris dans les intestins) s'élevaient à plusieurs millions. A côté de ces affections, la République populaire doit aussi composer avec les maladies nutritionnelles.

Ainsi, le manque d'iode, particulièrement aigu dans le nord-ouest et les régions montagneuses, crée l'endémie de la maladie de Basedow de plus de dix millions de goitreux. Les anémies moyennes et la rachitose touchent une grande partie de la population, principalement les enfants au-dessous de sept ans. La persistance de ces deux affections, qui est également le problème majeur de beaucoup d'autres pays en développement, doit être analysée en Chine sous un angle particulier.

Les limites d'un « modèle »

Globalement, les femmes ont été éliminées. Les ratios journaliers et par habitant en protéines (62,66), en lipides (29,86) et en calories (2 441), plaçant encore la République populaire — si l'on se réfère aux normes de la F.A.O. et de l'O.M.S. — au rang des nations qui n'ont pas atteint un niveau de nutrition adéquat. Mais, compte tenu de l'importance de la population et de la situation qui existait, il y a trente ans, les efforts accomplis en ce domaine sont indéniables. Le problème qui se pose est surtout celui des inégalités dans la distribution géographique, en particulier pour les protéines. De ce fait, de larges fractions de la population restent mal nourries, alors que les disponibilités globales ne sont pas mauvaises.

L'ouverture internationale de la Chine depuis la fin des années 70 — un programme de coopération existe depuis 1979 avec l'O.M.S., et depuis 1980 avec l'Unicef — a permis d'acquiescer une vision d'ensemble plus exacte de l'état sanitaire dans ce pays. Grâce à une volonté politique et à la mise en place d'un quadrilatère de coopération internationale, les progrès sont, certes, certains, mais ils restent, sans aucun doute, d'un caractère éphémère et insuffisant de la vie personnelle des individus.

Par ailleurs, force est de constater que cette révolution paysanne n'a pas réussi à mettre les campagnes sur un pied d'égalité avec les villes sur le plan médical. Ces deux dernières concentrations, néanmoins, les limites du « modèle » chinois de santé et sa difficulté à être appliquées.

ANITA RIND.

A l'Assistance publique de Paris : plus de dix millions de journées d'hospitalisation

L'ASSISTANCE publique de Paris est, de loin, le premier ensemble hospitalier de France : 38 établissements, 34 000 lits, 10,5 millions de journées d'hospitalisation (1982), 12 400 médecins et pharmaciens, plus de 66 000 agents. C'est aussi un phare et un modèle pour l'ensemble des hôpitaux du pays : à l'Assistance publique ont déjà été expérimentés la formule du budget global, plusieurs types de « départements », des méthodes plus modernes, une analyse plus fine de l'activité, etc. Le budget de fonctionnement de l'A.P. pour 1984 s'élève à plus de 16 milliards de francs.

Mais l'Assistance publique de Paris, comme les autres ensembles hospitaliers du pays, rencontre aussi des difficultés financières. Elle souligne, elle aussi, que le « taux directeur » de hausse de 6,6 % — établi pour toute la France pour 1984, « ne permettra pas de résoudre ses problèmes ». En particulier, le manque de personnel va subsister, puisque seulement 150 agents supplémentaires pourront être recrutés, alors qu'il en aurait fallu bien davantage pour améliorer le fonctionnement des services et permettre l'ouverture de certaines unités neuves ou rénovées. Il faut, par exemple, 350 agents pour assurer la mise en service du nouvel hôpital Saint-Louis, de la première tranche de travaux de Sainte-Périne, du secteur de personnes âgées de la Prié-Salpêtrière et la mise en service de crèches supplémentaires.

L'Assistance publique note, en outre, pour 1983, comme l'ensemble des plus grands hôpitaux du pays, un fléchissement de l'activité, antérieur à la grave des internes et des chefs de clinique. La chute des admissions a atteint 4,1 % à l'A.P. de Paris pour les neuf premiers mois de 1983.

مقاومة الاموال

THÉÂTRE

L'agence d'U.R.S.S. pour les droits d'auteurs intente un procès à la direction du Lucernaire

L'agence soviétique pour les droits d'auteurs, la V.A.A.P., assigne en référé le 6 janvier Christian Le Guillochet, directeur du Lucernaire.

Celui-ci accueille actuellement dans l'une de ses salles les *Journées orageuses* de Garoulski, « en violation », selon la VAAP, des « droits matériels et moraux » de l'auteur, Léonide Zorine. Rappé-

lons que ce dernier, par l'intermédiaire de l'agence, avait protesté contre le décor et la mise en scène de sa pièce (le Monde du 21 décembre).

La VAAP s'adresse à la justice pour demander notamment l'interdiction des représentations et la remise des « comptes décaissant de l'exploitation illicite » de l'œuvre.

POINT DE VUE

Bons et mauvais traitements

LA VAAP, par télégramme, me demande de reconsidérer les costumes et les décors de la pièce de Léonide Zorine. Que dois-je faire ? La réponse est simple : je n'ai pas le droit d'intervenir.

Dans un pays largement ouvert aux artistes de tous les pays, notamment aux réfugiés politiques, dissidents de tous horizons et qui ont contribué de tous temps à la progression des arts, je dirige un lieu qui applique dans l'esprit et à la lettre la garantie fondamentale d'expression.

Bogdan Berciu est un réfugié politique roumain ; il m'apporte la pièce de Léonide Zorine, je la lis, puis, avec la décoratrice Livia Arta, également réfugiée roumaine, et Bogdan Berciu, nous parons du montage, des devis, des directions proposées, des acteurs, etc. Bref, nous pesons l'aventure qu'est le montage d'une pièce sous toutes ses formes ; au bout du temps de ces conversations, qui furent nombreuses, je donne mon accord de production. Depuis seize ans que je dirige un théâtre, j'ai toujours procédé de la sorte, et, une fois l'accord donné, la mise en scène agit dans une totale liberté : je n'interviens jamais. Cela a parfois des inconvénients, mais largement compensés par les avantages que représente la totale liberté du créateur.

Et puis Bogdan Berciu choisit la France comme terre d'asile, pourquoi ? Parce qu'il pense y trouver une liberté : cette liberté il l'éprouve de suite avec la pièce de Léonide Zorine, les *Journées orageuses* de Garoulski, qu'il a déjà montées en Roumanie dans la stricte norme des

par CHRISTIAN LE GUILLOCHET (*)

censures. Il attend autre chose du Lucernaire à Paris. Imaginons que je le « censure », que penserait-il de son choix français ? Que penserait le public, la critique ?

Quant au voyage du héros, Garoulski, suivons-le. Il va chercher un certificat, s'élève dans une salle d'attente, se voit infliger une intrusion vaine puis un traitement au bout duquel il est envoyé dans une maison de repos (qui n'est pas un camp comme dans la montagne de B. Berciu) à Yalta, au bord de la mer. Dieu, mais quel traitement a donc subi ce pauvre Garoulski pour avoir besoin de convalescence, j'en frémis. Le spectateur reste juge. Imaginons que par aventure lui arrive en France, pour un formulaire de permis de conduire...

Léonide Zorine, risque-t-il une sanction en Union soviétique pour avoir été monté, et interprété, en France, sans qu'il soit présent aux côtés du metteur en scène ? Si cela

arrivait, j'arrêtera la pièce immédiatement, car en aucun cas je ne changerai décors et costumes, reconnaissant au metteur en scène et au décorateur le même droit de créer librement. Mais je ne crois pas les autorités de l'U.R.S.S. capables d'un tel machiavélisme ?

Ensuite, je reconnais à Léonide Zorine, bel auteur de théâtre, un talent authentique. J'espère qu'il sera bientôt joué en France sur l'ensemble de son œuvre, et présent au moment de la production.

Le vendredi 23 décembre, à 15 h 30, j'ai rencontré sur sa demande M. Valentin Vassilenko, secrétaire de l'ambassade de l'U.R.S.S., en présence de son avocat. J'étais accompagné du mien, M. Nicole Milhaud. L'entretien fut fort court, elle a duré une heure et demie au cours de laquelle deux manières de voir la liberté de création se sont heurtées. Nous nous sommes quittés sur la promesse d'un procès en référé que nous intentarions la VAAP.

(*) Directeur du théâtre Le Lucernaire.

CINÉMA

Rencontre

Henri Alekan, maître imagier

Depuis la *Belle et la Bête*, de Jean Cocteau, dont il éclaira les somptueuses images en 1946, Henri Alekan trône au faîte du cinéma français, comme d'un territoire réservé d'où l'on vient l'arracher à l'occasion pour « éclairer » Giraudoux à la Comédie-Française (l'entremesse, en 1982, dans une mise en scène de Jacques Sévès) ou tout récemment, au Bataclan, une adaptation de Wedekind directement inspirée du film muet de Pabst, *Lulu* (monté par André Engel).

L'année 1984 s'annonce pour lui décisive : il va enfin publier en avril prochain, aux éditions du Sycomore, le livre, la somme sur laquelle il travaille depuis plusieurs années, « à la sollicitation personnelle et adorable de Lotte Eisner, qui vient de mourir sans l'avoir vu : Des ombres et des lumières. Il faudrait écrire une véritable philosophie de la lumière, lui avait suggéré l'historienne de l'expressionnisme cinématographique allemand (des années 20 jusqu'à l'avènement de Hitler), l'amie de Lang, de Murnau, mais aussi de Brecht et de von Stroheim.

« Si j'ai pu écrire ce livre, explique Henri Alekan, c'est à la lumière (le mot « lumière » revient toujours dans ses propos comme dans son activité) de mon expérience professionnelle au cinéma et au théâtre. Tout ce que j'aime repose sur la manipulation de la lumière. En manipulant la lumière artificielle, j'ai été contraint à me poser des questions et à analyser les phénomènes, pas seulement physiques mais psychiques, engendrés par la lumière naturelle, solaire, sur l'individu. Depuis 1957, j'ai écrit quatre livres, quatre tomes, jamais publiés. Je les

ai réunis en un seul volume en élaguant, en supprimant parfois un chapitre complet. L'ouvrage comprendra plus de deux cents reproductions de tableaux et de photographies de films, en couleurs, en noir et blanc. Ce sera le premier livre d'art du cinéma français. On pourra le feuilleter et le lire. »

Henri Alekan sait exactement ce qu'il attend de l'éclairage au théâtre et au cinéma. Il conteste jusqu'à la Comédie-Française, dont l'architecture ne permet pas de donner corps à l'imagination : « Je mets en cause tout le système des éclairages dans les théâtres à l'italienne. Les architectes ont créé leurs salles sans tenir compte de l'élément lumière, ajouté après coup. Cela reste vrai du nouveau théâtre. Ce qui m'a passionné dans l'expérience de Lulu, avec André Engel, c'est qu'on a entièrement rénové les lieux ; on a recréé l'atmosphère du café-théâtre des années 1910-1920. Je voulais un éclairage parcellaire, localisé, une sorte de géométrisation de la lumière, que le public puisse suivre chaque scène dans son déroulement à travers ce grand ensemble. »

Les références

de Cocteau

Au cinéma, au fil des ans, ses admirations, ses collaborations majeures, le miment en rapport d'abord avec le chef opérateur Eugène Schuftan (*Quai des brumes*, à la fin des années 30, est cadreur), puis avec Abel Gance, ami de toujours, avec Jean Cocteau, avec Joseph Losey, plus récemment avec Wim Wenders (*L'Éter des choses*) et Raul Ruiz (*Les Divisions de la nature*, le Tot de la baleine). S'il

garde un faible pour Cocteau et Ruiz, c'est peut-être parce que son art, très volontaire, y a trouvé en quelque sorte son accomplissement.

Dans la *Belle et la Bête*, il a soudain plongé dans un monde artistique entièrement différent, appris à connaître Jean Marais, Christian Bérard, Boris Kocino : « Cocteau voulait une lumière non diffusée, non trépidante, « ciselée », comme découpée au couteau, avec des noirs très pleins, très denses, en réaction contre la tradition de Roger Hubert (les Vieilles du soir, de Carné). » Jean Cocteau le soutenait contre la mode, lui donnait des références précises (les peintres hollandais du dix-septième siècle, les gravures du dix-neuvième siècle), et lui proposait des tâches insensées et passionnantes : « Alekan, il faudra tant de réalisme et tant d'irréel. » Raul Ruiz lui paraît un cinéaste assez exceptionnel, capable de s'adapter à toutes les situations : « J'ai peut-être influencé Raul en lui recommandant un art perdu, celui des trucages, qu'il insère aussitôt dans les thèmes qu'il traite. »

Le 11 janvier, à 20 h 30, à la petite salle de la Cinémathèque française, Henri Alekan reprend, avec plusieurs collègues de la profession (décorateurs, maquilleurs, etc.), ses cours d'initiation aux arts et techniques du cinéma et de la télévision. Cours entièrement gratuits, tous les mercredis, « on y entre et on en sort sans diplômes », pour le seul amour de l'art (1).

LOUIS MARCORELLES.

(1) Droit d'inscription : 100 F par an. Informations au secrétariat (Jean-Claude Brichet), tél. : 325-27-40.

EXPOSITIONS

Les musées d'art moderne du Nord

(Suite de la première page.)

Le dessin en est d'une louable simplicité, l'acrobacie y est logique et rigoureuse. Quant à la collection, sans développer nos réserves, nous dirons seulement qu'elle nous a paru un peu parisienne et que le meilleur, voire l'excellent, y côtoie le pire et le plus que pire. Ne citons aucun nom, et reconnaissons que rien n'est ici mené en avant, si l'on n'a pas toujours vu juste, on a du moins vu grand et généreux.

Et Villeneuve-d'Ascq ? D'abord c'est un musée introuvable, le dédale autour duquel de l'agglomération lilloise (et l'insuffisance du fâcheux) rendent fort malaisée sa découverte au milieu du chaos de bonnes intentions inabouties qui caractérisent la ville nouvelle de Lille comme toutes les villes nouvelles de la création. C'est bien là le même syndrome de discours incantatoire, de corps écartés aux membres égarés, le même mépris ou la même ignorance de tout ce qui fait la continuité, la vigueur, la fécondité du tissu urbain. Un tel constat est, à Villeneuve-d'Ascq d'autant plus astringent que l'architecture y est souvent de bonne qualité.

On arrive enfin. Proche d'un petit quartier de maisons basses à toit pentu qui à presque figure humaine, le musée développe calmement son jeu de cubes horizontaux dans un parc qui s'incline vers un cours d'eau et que prolonge à l'horizon les « greens » d'un terrain de golf. La vue est latérale et, là aussi, il faut trotter quelque peu avant d'arriver à l'édifice, ce qui n'est pas nécessairement agréable par jour de pluie mais caprice atmosphérique à la flamande.

Un don somptueux

Une entrée très simple à travers laquelle on aperçoit un jardin, une sorte d'hortus conclusus que l'on pourrait traiter de façon un peu plus animée. Un hall, lui aussi très simple, et répartissant bien les fonctions d'accueil, qui sépare les deux parties du bâtiment. A gauche, les services, la conservation, les ateliers, la bibliothèque, une salle de projections très réussie dans son superbe déclin de

confort des « assis ». A droite, les salles d'exposition, et c'est ici que Roland Simounet manifeste à plein ce mélange de puritanisme, d'austérité janséniste et de sophistication qui caractérisent la plupart de ses travaux.

Chaque salle est, par rapport à sa voisine, en décalage et de double accès, le passage se faisant à la fois par des marches et par des plans inclinés qui, destinés aux handicapés, suggèrent en même temps la continuité du parcours. Un parcours très varié, une « promenade architecturale », comme on dit, puisque, d'une salle à l'autre, on change de volume, de hauteur, de niveau, souvent de revêtement de sol et toujours d'éclairage. Celui-ci, à la fois zénithal et indirect, diffuse sur les murs blancs une lumière qui, sauf par très mauvais temps, devrait permettre d'éviter le recours aux détestables spots, véritables assassins de la belle peinture.

Moins compact que celui de Wilhelms, l'édifice, qui est tout de briques construit et vêtus, s'ouvre ici et là en baies, en angles vitrés, dont la disposition ne correspond nullement, bien au contraire, à un souci de symétrie, mais à la nature des salles et des œuvres qu'elles contiennent. Épaillé par des pilastres dont la largeur est calculée sur celle des briques (1 x 3), le mur extérieur est divisé, entaillé, et là encore de façon irrégulière, par de fines saillies verticales de dessin très complexe qui assurent l'écoulement des eaux et donnent une note d'allégresse rythmique à une enveloppe qui, sans elles, aurait une apparence trop industrielle. Et si l'on devait faire un reproche à l'édifice, ce serait celui d'un perfectionnisme quasiment obsessionnel dans le détail. Mais qui s'est jamais plaint que la merée était trop belle ?

Quant à la collection commencée par Roger Dutilleul et continuée par son neveu Jean Maseuil, nous l'avons vue à Paris en 1980, et il est à peine besoin de rappeler que le don est somptueux, l'ensemble un des plus beaux parmi ceux réunis dans la première moitié du siècle. Il y a là des pièces illustres et même historiques : les toiles et les dessins cubistes et pré-cubistes de Picasso, le *Rocheguyon*, le *Sacré-Cœur*, les *Usines à l'Estaque* de Braque, et ce *Petit Éclair* de souveraine élégance qui est peut-être le plus monumental de ses papiers collés.

Voici Miro et Klee, Nicolas de Staël, trois petits Laurens délicieux d'humour, de malicieuse concision, un ensemble exceptionnel de Léger qui évoque à peu près toute la production de l'artiste depuis les *Contrastes de formes* et la *Mécanique*, de 1918, jusqu'au grand chahut fraternel de la *Parade*. Et pour les mœurs et le second balcon (qui n'est pas le second rayon) : Baubert, Buffet en ses heureux débuts, ces exco-

lents peintres aujourd'hui injustement oubliés que furent Borée et Eugène de Kermadec, de mignonnes et appétissantes natures mortes de Charchoune ou cette série si amusante de portraits de Lanskoy qui conclut, en fin d'orgie à la russe, le flamboiement d'une composition abstraite des années 50.

Faut-il aller plus loin, compléter la collection ? Nous ne le pensons pas. Et si l'on veut absolument continuer, que ce ne soit pas avec des Télémaque, des Klases, des Arroyo et des Stämpfli, dont la présence est ici insupportable, presque profanatoire. *Horresco referens*, et si c'est cela le bel aujourd'hui d'aujourd'hui, il n'y a plus qu'à émigrer.

Matisse

dans toute sa gloire

Mais avant de nous aller voir et vous revoir, musée Henri-Matisse du Cateau, musée peut-être à notre cour la parole, l'étoile et le chef-d'œuvre du Nord. Ici, point de données ni de syllogismes de briques, mais un bon vieux palais un peu gourd qui fut la résidence des archéologues de Cambrai et qui s'est prêté gaillardement à son nouvel usage.

Au rez-de-chaussée, un très bel ensemble d'Auguste Herbin, un enfant du pays, un valeureux artiste et le plus naturellement totemique des peintres abstraits. A ses côtés, Geneviève Claisse, sa petite nièce, dont les recherches optiques sont soutenues par un sentiment très juste de l'efficacité des formes pures.

Au premier étage : Matisse dans toute sa gloire et sa substantifique moëlle. Des sculptures, des toiles, des gouaches qui sont pour beaucoup des dons, combien généraux, de la famille. Des gravures et des dessins, dont certains furent offerts dès 1952 par l'artiste à sa ville natale. On voudrait pouvoir tout acheter : la fontaine de vie des papiers découpés d'après guerre, la monumentale étude, récemment entrée, pour le Violoniste du Musée d'art moderne ou cette *Fenêtre à Tahiti* qui métamorphose ce sinistre matin de décembre en vision des îles fortunées.

Quant aux dessins, études des jambes, odyssées, danseuses au fringant tutu, nus allongés, frisées et fascinants bigoudis, sommeil voluptueux de l'épaule près du visage au tandre loir abandonné, ils constituent le plus beau blason du corps féminin que l'on ait composé depuis la Renaissance, en même temps que leur variété permet de saisir toutes les manières dont le génie donne à l'insignifiant grâce céleste et pérennité. Vous m'avez compris. Aujourd'hui comme hier, le bel aujourd'hui, c'est lui : Henri Matisse.

ANDRÉ FERMIGIER.

ACTION CULTURELLE

Il n'y a plus de Maison de la culture à Chalon-sur-Saône

La Maison de la culture de Chalon-sur-Saône n'existe plus depuis le 1^{er} janvier ; les représentants de la nouvelle municipalité (R.P.R.) se sont retirés du conseil d'administration. Rappelons que les maisons de la culture sont des associations placées sous la double tutelle du ministère de la culture et de la municipalité.

Le scénario aura été le suivant : le 20 juillet 1983, un appel public de candidature à la direction de la Maison de la culture de Chalon-sur-Saône, est lancé. Le nouveau directeur doit prendre ses fonctions le 1^{er} janvier 1984. Le 4 novembre, six candidats sont retenus par le bureau du conseil d'administration en présence des représentants des deux organismes de tutelle et avec leur accord. Le 25 novembre, le conseil d'administration désigne M. Lelièvre. Le ministère donne son accord, la municipalité refuse.

Le même processus se reproduit le 2 décembre avec un autre candidat désigné par le conseil d'administration, M. Poignant. Le 8 décembre, le ministère propose de prolonger les délais jusqu'au 31 janvier pour trouver un candidat susceptible d'obtenir l'agrément des

deux parties, et de reconduire une partie de ses subventions en 1984.

Mais le 30 décembre, par un communiqué, la mairie annonce que, constatant « l'impossibilité de la Maison de la culture de réaliser l'ouverture vers les Chalonnais », elle se retire de l'association.

Pour sa part, le ministère de la culture « déplore cette décision, dénonce l'intransigeance de la municipalité », qui porte ainsi « atteinte à la liberté de la création », et « exprime son inquiétude devant l'intolérance croissante, dans le domaine culturel, d'une partie de l'opposition, dont les actes sont en contradiction flagrante avec les principes du pluralisme ».

La Maison de la culture, qui réunit cinq mille adhérents et emploie quarante-trois personnes, est financée à 40 % par la ville et à 60 % par l'État. Après la rupture, un centre culturel municipal pourrait être créé en remplacement de la structure juridique actuelle, qui a cessé d'exister au 31 décembre.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ÉGLISE DES BÉNÉDICTINES Dimanche 8 janvier 17 heures (p.e. Kleemann)	Olivier BENS Guitare L. Browner, M. Ochoa Villa Lobos, de Falla
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 9 janvier à 20 h 30 (p.e. Valpelt)	FRANCE-MUSIQUE et TH. CHAMPS-ÉLYSÉES présentent ENGLISH CONCERT Dir. et Clavecin Trevor PINNOCK CORELLI, ALBINONI HAENDL, PURCELL J.-S. BACH
SALLE PLEYEL Lundi 9 janvier à 20 h 30 (p.e. D.A.L. Loc. ouv. 15 déc. à la salle)	FISCHER-DIESKAU Daniel BARENBOIM SCHUMANN
THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA-CHAMPELLE Salle Favart Mercredi 11 janvier à 20 heures (p.e. Valpelt)	CONCERT DE SONATES Hervé Le Floch violin Brigitte Vandôme piano BEETHOVEN, BRAHMS PROKOFIEV

CONCERTS
Radio France

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Jeudi 6 janvier
20 h 30
dir. : **UNT SEGAL**
Arleen Auger, soprano
R. STRAUSS - MAHLER

MUSIQUE AU PRÉSENT
RADIO-FRANCE Grand Auditorium
Samedi 7 janvier
17 h
(série libre)
dir. : **DAVID EPSTEIN**
KRAUZE - MESTRAL
IVES - STRAVINSKY
Zygmunt Krauze, piano
ENSEMBLE INSTRUMENTAL DU NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 7 janvier
20 h 30
dir. : **Emmanuel KRIVINE**
Youri Egorov, piano
BRAHMS - BEETHOVEN
TCHAIKOVSKI

MUSIQUE DE CHAMBRE
SALLE GAYEUL
Lundi 9 janvier
20 h 30
DUKAS - DELERUE - DAUPHAT
BOSSA - TORRES - CASTRISSE
HASIDENOPH - DUBOIS
JOLIVET - COULONQUE
Grande Fandrie de culture de l'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
dir. : **Jacques MAS**

SAISON LYRIQUE
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 14 janvier
20 h
dir. : **R. STRAUSS : ELEKTRA**
L. RYBAKOV - L. VIZDINS
M. FORSTER - A. ROUN
H. MESTRAUM - F. DUMONT
Chœurs de Radio-France
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
dir. : **Christof PERICK**

Loc. : RADIO-FRANCE, salles et espaces

OPERA-COMIQUE
SALLE FAVART
MERCREDI 11 JANVIER 1984 A 20H
CONCERT DE SONATES
Sonate en fa majeur op.24 / BEETHOVEN
Sonate n° 3 en ré mineur op.108 / BRAHMS
Sonate n° 1 en fa mineur / PROKOFIEV
avec Hervé Le Floch, violon et Brigitte Vandôme, piano
AVEC LA PARTICIPATION DE L'ACTION MUSICALE PHILIP MORRIS
LOCATION AUX GUICHETS DE 11H A 18H30
RENSEIGNEMENTS : OPERA-COMIQUE : 296.06.11

مقدون الاصل

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 3 janvier

LES COMPRES (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Sébastien, 2^e (235-56-70) ; Paramount, Mouton, 2^e (295-80-40) ; Paramount Odéon, 6^e (325-59-33) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; George V, 9^e (542-41-46) ; Paramount Mercury, 9^e (387-82-43) ; Saint-Lazare Paquet, 9^e (387-82-43) ; France, 9^e (770-33-88) ; Marville, 9^e (770-72-86) ; Nelson, 12^e (343-04-67) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Paramount Montparnasse, 15^e (320-66-10) ; Pathé Clichy, 18^e (522-46-01) ; Gaumont Gambera, 20^e (636-10-96).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sui.) : St-Ambroise, 11^e (700-89-16) (H. sp.).

LES DENTS DE LA MER (Fr.) : (A. v.) : Forum, 1^{re} (233-42-26) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; Emmanuelle, 8^e (359-15-71) ; Paramount City, 8^e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2^e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9^e (320-66-10) ; Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelin, 13^e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Paramount Montmartre, 18^e (606-34-25).

DIEU ME SAVONNE (Rou.) : Parisiens, 14^e (329-83-11).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Rou.) : Impérial Pathé, 2^e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4^e (272-63-32) ; Grand Pavois, 15^e (554-46-45).

EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Delfi (H. sp.), 14^e (321-61-01).

ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum Orient Express, 1^{re} (233-42-26) ; Odéon, 5^e (463-79-38) ; Biarritz, 8^e (723-69-23) ; Olympia, 14^e (345-35-38) ; Parisiens, 14^e (320-30-19) ; (V.f.) : Lumière, 9^e (246-49-07).

LETTRE MEURTRIÈRE (Fr.) : Ambassade, 8^e (359-19-08).

FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marlin, 4^e (278-47-86).

FLAHERDANCE (A. v.) : Saint-Michel, 5^e (326-79-17) ; Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; (V.f.) : France, 9^e (770-33-88) ; Paramount Montmartre, 18^e (606-34-25).

FRÈRE DE SANG (A. v.) : Art Beaubourg, 4^e (278-46-15) (H. sp.).

FURYO (Jap. v.) : Calypso, 17^e (380-30-11) ; (H. sp.).

GANDHI (Brit. v.) : Champs-Palace, 5^e (354-07-76).

GARÇON (Fr.) : Paramount Odéon, 6^e (325-59-33) ; Gaumont Colisée, 8^e (359-29-45) ; France, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06).

GET CRAZY (A. v.) : Ambassade, 8^e (359-19-08) ; Parisiens, 14^e (320-30-19) ; (H. sp.) : Bessol, 13^e (707-28-04).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Sébastien, 2^e (235-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2^e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6^e (325-59-33) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; George V, 9^e (542-41-46) ; U.G.C. Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; Nelson, 12^e (343-04-67) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Mayak, 16^e (527-27-06) ; Pathé-Wagram, 18^e (522-46-01) ; Gaumont Gambera, 20^e (636-10-96).

JAMAIS PLUS SAMAR (A. v.) : Forum, 1^{re} (297-49-70) ; Ciné Beaubourg, 4^e (272-63-32) ; Champs-Palace, 5^e (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonda, 6^e (633-08-27) ; Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; (H. sp.) : Marlin, 4^e (278-47-86) ; Publics Champs-Élysées, 9^e (720-72-86) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; (V.f.) : Rex, 2^e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2^e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6^e (325-59-33) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; U.G.C. Gobelin, 13^e (336-23-44) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

JOY (Fr.) : Marville, 9^e (770-72-86).

LES KOUJERS D'ÉCHOS (Ind. v.) : Épée de Bois, 9^e (337-57-47).

LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVAL (Franco-américain) : Studio de la Harpe, 2^e (634-25-52) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; France, 9^e (770-33-88) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; (H. sp.) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LUDWIG-VISCONTI (It. v.) : Studio des Ursulines, 9^e (354-39-19).

LE MARGINAL (Fr.) : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Le Paris, 3^e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9^e (320-66-10) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

MEGAVIKENS (A. v.) : Art Beaubourg, 4^e (278-46-15) ; Paramount Odéon, 6^e (325-59-33) ; Ellysée Lincoln, 8^e (359-36-14) ; Parisiens, 14^e (320-30-19) ; (H. sp.) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

MISS OUY (Jap. v.) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79).

LE MONDE SELON GARP (A. v.) : Lorraine, 9^e (544-57-34) ; jusqu'au 31.

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A. v.) : Ciné Beaubourg, 4^e (272-63-32) ; Rex, 2^e (236-83-93) ; Champs-Palace, 5^e (354-07-76) ; U.G.C. Rotonda, 6^e (633-08-27) ; Biarritz, 8^e (723-69-23).

69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelin, 13^e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LES MOTS POUR LE DÈRE (Fr.) : Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; Parisiens, 14^e (320-30-19).

OCTOPUSSY (A. v.) : Marbeuf, 8^e (225-18-45).

PARY FAIR DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Berlin, 2^e (742-60-33) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06).

PREMIERS DESIRS (Fr.) : Arcades, 2^e (233-56-70) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06).

PRINCESSE (Hong. v.) : Épée de Bois, 9^e (337-57-47).

LES PRINCES (Fr.) : Champs-Saint-Germain, 6^e (633-10-92).

QUAND FAUT-Y ALLER FAUT-Y ALLER (A. v.) : Forum Orient Express, 1^{re} (233-42-26) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; Emmanuelle, 8^e (359-15-71) ; V.f. : U.G.C. Opéra, 2^e (236-83-93) ; Paramount Marignan, 8^e (359-92-82) ; U.G.C. Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; Paramount City, 8^e (562-45-76) ; (H. sp.) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; U.G.C. Gobelin, 13^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LE RETOUR DU JEDI (A. v.) : Mouton, 1^{re} (297-49-70) ; V.f. : U.G.C. Opéra, 2^e (236-83-93) ; Bretagne, 6^e (222-57-97) ; Paramount City Triomphe, 8^e (562-45-76) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Torrelles, 20^e (644-51-98).

LE ROI DES SINGES (Chinois. v.f.) : Marlin, 4^e (278-47-86).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Rio-Opéra, 2^e (742-60-33) ; U.G.C. Opéra, 2^e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 4^e (272-63-32) ; Quai de la Seine, 5^e (359-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LE SACRÉ DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Opéra, 2^e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelin, 13^e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

SURKHOSE (A. v.) : Forum, 1^{re} (297-49-70).

STAYING ALIVE (A. v.) : Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; v.f. : Max Linder, 9^e (770-40-04).

STAR WAR LA SAGA (A. v.) : La Guerre des Étoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour de Jedi, l'Empire, 13^e (707-28-04).

TECHAO PANTIN (Fr.) : Forum, 1^{re} (297-49-70) ; Rex, 2^e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2^e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

TOOTSIÉ (A. v.) : Opéra Night, 2^e (296-62-56).

LA TRACÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 4^e (272-63-32) ; Studio Alpha, 6^e (325-59-33) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; U.G.C. Opéra, 2^e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6^e (325-59-33) ; Champs-Élysées, 9^e (720-72-86) ; U.G.C. Boulevard, 9^e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; U.G.C. Gobelin, 13^e (336-23-44) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LA TRACÉ DE CARMEN (Fr.) : version Delavault ; version Gal ; version Secours : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LA TRAVIATA (It. v.) : Bouffes, 6^e (326-12-12).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Pathéon, 9^e (334-15-04).

LA ULTIMA CENA (A. v.) : (H. sp.) : Delfi, 14^e (321-61-01).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-alle.) : Ellysée Lincoln, 8^e (359-36-14).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{re} (233-42-26) ; Publics Saint-Germain, 6^e (633-10-92) ; George V, 9^e (542-41-46) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Saint-Lazare Paquet, 9^e (387-82-43) ; Paramount Opéra, 9^e (320-66-10) ; Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; (H. sp.) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; U.G.C. Gobelin, 13^e (336-23-44) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A. v.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Saint-Michel, 5^e (326-79-17) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; George V, 9^e (542-41-46) ; Parisiens, 14^e (320-30-19) ; (V.f.) : Berlin, 2^e (742-60-33) ; Lumière, 9^e (246-49-07) ; Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; Secours, 19^e (241-77-99).

VASSA (Sov. v.) : Cosmos, 6^e (544-28-80).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Lumière, 9^e (246-49-07).

Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marlin, 4^e (278-47-86).

WARGAMES (A. v.) : Forum Orient Express, 1^{re} (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 4^e (272-63-32) ; Saint-Germain, 6^e (633-10-92) ; Publics Champs-Élysées, 9^e (720-72-86) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; U.G.C. Gobelin, 13^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LES BAS-FONDS (Fr.) : St-Ambroise, 11^e (700-89-16) (H. sp.).

BLADE RUNNER (A. v.) : Rivoli Beaubourg, 4^e (272-63-32) ; (V.f.) : Opéra Night, 2^e (296-62-56).

ANCESTRAL (A. v.) : Grand Rex, 2^e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 14^e (320-66-10) ; U.G.C. Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 10^e (288-64-44) ; (H. sp.) : Studio de la Harpe, 2^e (634-25-52) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; France, 9^e (770-33-88) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LA CLÉ DE VERRE (A. v.) : Olympia Luxembourg, 6^e (633-97-77).

LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It. v.) : Champs, 9^e (354-51-50).

EASY RIDER (A. v.) : Studio Galaxie, 13^e (380-18-03) ; Boite à films, 17^e (622-44-21).

EMMA (Fr.) : (H. sp.) : Paramount City, 8^e (562-45-76).

LE TEMPLE DES SENS (Jap. v.) : (H. sp.) : Timples (H. sp.), 9^e (272-84-56) ; Delfi, 14^e (321-61-01) ; Grand Pavois, 15^e (554-46-45).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 10^e (288-64-44) ; (H. sp.) : Studio de la Harpe, 2^e (634-25-52) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; France, 9^e (770-33-88) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LA CLÉ DE VERRE (A. v.) : Olympia Luxembourg, 6^e (633-97-77).

LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It. v.) : Champs, 9^e (354-51-50).

EASY RIDER (A. v.) : Studio Galaxie, 13^e (380-18-03) ; Boite à films, 17^e (622-44-21).

EMMA (Fr.) : (H. sp.) : Paramount City, 8^e (562-45-76).

LE TEMPLE DES SENS (Jap. v.) : (H. sp.) : Timples (H. sp.), 9^e (272-84-56) ; Delfi, 14^e (321-61-01) ; Grand Pavois, 15^e (554-46-45).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 10^e (288-64-44) ; (H. sp.) : Studio de la Harpe, 2^e (634-25-52) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; France, 9^e (770-33-88) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LA CLÉ DE VERRE (A. v.) : Olympia Luxembourg, 6^e (633-97-77).

LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It. v.) : Champs, 9^e (354-51-50).

EASY RIDER (A. v.) : Studio Galaxie, 13^e (380-18-03) ; Boite à films, 17^e (622-44-21).

EMMA (Fr.) : (H. sp.) : Paramount City, 8^e (562-45-76).

LE TEMPLE DES SENS (Jap. v.) : (H. sp.) : Timples (H. sp.), 9^e (272-84-56) ; Delfi, 14^e (321-61-01) ; Grand Pavois, 15^e (554-46-45).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 10^e (288-64-44) ; (H. sp.) : Studio de la Harpe, 2^e (634-25-52) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; France, 9^e (770-33-88) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LA CLÉ DE VERRE (A. v.) : Olympia Luxembourg, 6^e (633-97-77).

LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It. v.) : Champs, 9^e (354-51-50).

EASY RIDER (A. v.) : Studio Galaxie, 13^e (380-18-03) ; Boite à films, 17^e (622-44-21).

EMMA (Fr.) : (H. sp.) : Paramount City, 8^e (562-45-76).

LE TEMPLE DES SENS (Jap. v.) : (H. sp.) : Timples (H. sp.), 9^e (272-84-56) ; Delfi, 14^e (321-61-01) ; Grand Pavois, 15^e (554-46-45).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 10^e (288-64-44) ; (H. sp.) : Studio de la Harpe, 2^e (634-25-52) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; France, 9^e (770-33-88) ; Pavane, 13^e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (320-66-10) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Munt, 16^e (651-99-75) ; Paramount Maillet, 17^e (528-34-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Secours, 19^e (241-77-99).

LA CLÉ DE VERRE (A. v.) : Olympia Luxembourg, 6^e (633-97-77).

LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It. v.) : Champs, 9^e (354-51-50).

EASY RIDER (A. v.) : Studio Galaxie, 13^e (380-18-03) ; Boite à films, 17^e (622-44-21).

EMMA (Fr.) : (H. sp.) : Paramount City, 8^e (562-45-76).

LE TEMPLE DES SENS (Jap. v.) : (H. sp.) : Timples (H. sp.), 9^e (272-84-56) ; Delfi, 14^e (321-61-01) ; Grand Pavois, 15^e (554-46-45).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 10^e (288-64-44) ; (H. sp.) : Studio de la Harpe, 2^e (634-25-52) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; France, 9^e (770

COMMUNICATION

PATRONNÉ PAR LE GROUPE HACHETTE

Le « Multistore », temple de la communication sera inauguré à Paris le 25 janvier

Le groupe Hachette s'apprête à frapper un grand coup pour commencer l'année 1984 : le 25 janvier, le premier « Multistore » qui prendra la place (agrandie à 5 500 m²) du Drugstore Opéra, fermé depuis l'été dernier.

Ouvert sept jours sur sept, de 10 heures à 1 h 30 du matin, ce Multistore - pour l'aménagement duquel ont été investis 30 millions de francs - se veut à la fois espace de commerce, de culture et de communication, pour tout ce qui concerne la communication, dans ses formes traditionnelles (le kiosque à journaux étrangers, tandis que 15 000 livres seront disponibles à la librairie), comme dans ses technologies les plus sophistiquées (micro-informatique, music-laser, disques compacts, jeux électroniques, vidéo-store).

Dans l'esprit de ses promoteurs, « le Multistore Opéra » n'est pas un simple lieu de vente, mais un passage de la communication, la « boutique » d'un espace d'accueil que souhaite le public, où se marient l'image et le papier, la culture et le commerce.

Au centre du complexe, un forum audiovisuel sera doté d'un écran géant installé par Philips selon une technique inédite. Cinq cents écrans de télévision, reliés à une régulation centrale, distribueront des programmes originaux.

Le Multistore Opéra dont le directeur général est M. Jean-Louis Nachury, sera exploité par la S.G.E.D., société filiale de Hachette et d'Eurost, cette dernière étant elle-même une filiale de Nestlé et de la même une filiale de l'International des Compagnies Internationales des Wagons-Lits. Eurost sera plus spécialement chargée du secteur restauration, qui occupera deux espaces : l'un, « la Place », offrant quatre cents places, l'autre, « l'Opéra », quatre-vingt avec des formules différentes, mais qui excluront le fast-food.

Un premier bilan d'exploitation pourra être dressé après six mois, déclare M. Yves Sabouret, vice-président du groupe Hachette, mardi matin 3 janvier, en présentant le Multistore, qualifié de « prototype exportable ».

A LA RADIO-TÉLÉVISION

Procès-verbal d'accord signé sans la C.G.T.

Un procès verbal d'accord permettant l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier, de la convention collective des personnels de la radio-télévision a été signé, dans la nuit du 30 au 31 décembre, entre les syndicats Force ouvrière, C.F.D.T. et S.C.O.T. (cadres) et l'association des employeurs du service public de l'audiovisuel, présidée par M. Jacques Pomonti, P.D.G. de l'INA.

Un certain nombre de points avaient été adoptés en juillet dernier. Sont venus notamment s'y ajouter : le système salarial - pièce essentielle de la convention collective, qui a motivé plusieurs grèves et qui demandera un an pour être mise totalement en place, - la nomenclature des fonctions, ainsi qu'un texte sur la formation professionnelle. Seule des grands syndicats, la C.G.T. a refusé de s'associer à cet accord et exprime « son regret cordial d'un système qui prive en baisse la majorité des salariés tout en personnalisant sans précédent la carrière des agents ».

Redevance pour 1984 : + 6,6 % pour la T.V. couleur + 30 % pour les magnétoscopes

La redevance télévision augmentera en 1984, passant de 311 F à 331 F pour le noir et blanc (+ 6,4 %), de 471 à 502 F pour la couleur (+ 6,6 %). Pour les magnétoscopes, elle passe de 471 à 612 F (+ 29,9 %).

La date de paiement de la redevance T.V. dépend de la date d'achat de l'appareil : premier jour du mois qui suit le mois d'entrée en possession du poste T.V., puis tous les ans à la même date. La redevance magnétoscope est envoyée avec la redevance T.V. Les deux sont payables dans les deux mois à compter de l'échéance. Passé ce délai, la pénalité est une majoration de 30 % de la redevance.

Un nouveau président à la Sofratev. - M. Philippe Wade, directeur des affaires spatiales et internationales à T.D.F. (Télédiffusion de France), vient d'être nommé président de la Sofratev (Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision), filiale de T.D.F. spécialisée dans l'ingénierie audiovisuelle et chargée de la commercialisation des techniques françaises à l'étranger. M. Wade, qui fut conseiller au cabinet du ministre de la communication de juin 1981 à mai 1983, et qui conserve ses fonctions à T.D.F., succède à M. Jean Guillemin, ancien directeur général de T.D.F.

Lisez
Le Monde de l'Éducation

SOLDES 50%
du 2 au 9 Janvier 1984
Louis Féraud
MONSIEUR
SOLDE SA COLLECTION ETE-HIVER 83
26, av. des Champs Élysées - 75008 Paris - Tél. 562 05 39

UN COMITÉ CONTRE LA PIRATERIE VIDÉO

Le ministère de la culture vient de mettre en place, au sein du Centre national de la cinématographie (C.N.C.), un Comité interprofessionnel permanent de prévention et de lutte contre la piraterie. Ce comité, présidé par M. Pierre Viot, directeur du C.N.C., a pour mission de coordonner les actions entreprises par les organisations professionnelles en vue de développer les enquêtes sur la piraterie vidéo et d'engager des procédures devant les tribunaux.

Mais la piraterie vidéo est un phénomène qui dépasse largement les frontières nationales. La France, qui a déjà une série d'actions en liaison avec les compagnies de cinéma américaines, devrait faire cette année de nouvelles propositions pour coordonner la lutte au niveau européen. La diffusion légale des films en cassette est devenue, en quelques années, un véritable fleau économique pour le cinéma. L'association professionnelle du cinéma américain estime que la piraterie a coûté, en 1983, un milliard de dollars à l'industrie cinématographique mondiale.

QUI RESPECTE LE PLUS LA LOYAUTÉ, BERNARD TAPIE OU LE LOUBARD ?

Réponse dans Actuel et sur Europe 1

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Jacques DESUCHÉ ont la joie d'annoncer la naissance de leur troisième petit-fils
Mathieu Desuché,
à Nantes, le 30 décembre 1983, au foyer de leurs enfants Evelynne et Jean Desuché-Laurout.
98, rue des Pervenches,
85000 La Roche-sur-Yon.
14, rue des Ecuyers,
44700 Orvault.

Lys bleu de mille feux scintillant
Le sept-sept au monde arrive.
Mathieu son frère, d'esprit charmant,
Souhaite vite belle à cher Thomas.

M. Philippe DUBRULLE et M^{me} Nancy SWINSTON, laissent à Mathieu le plaisir d'annoncer la naissance de
Thomas,
le 27 décembre 1983, à Paris-17.
10, rue Saint-Ferdinand.

Mr and Mrs George SWINSTON Jr.
are very happy to announce the birth of their second grandchild
Thomas,
son of Philippe and Nancy Dubrulle.

Julie est ravie d'annoncer la naissance de sa sœur
Marion,
le 30 décembre 1983,
chez Claude SAINT-PATRICE
et Gérard GRZYBEK.
7, rue Saint-Exupéry, 77450 Ebbly.

Mariages

M. Jean-Claude AUDOUAS,
M. Monique BEZIE,
M. Richard OLS DA,
M. Suzanne STAFFORD,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Corinne et Matthew.
La cérémonie a eu lieu dans l'intimité, le 17 décembre 1983.
139, rue Nationale, 75013 Paris.
Del Rey, L.A. Californie (U.S.A.).

M. Simon AMAR,
M. et M^{me} I. Elhalal
et leurs enfants,
M. et M^{me} P. Receveur
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Simon AMAR,
leur époux, père et grand-père,
survenu le 1^{er} janvier 1984.
Les obsèques ont été célébrées le 3 janvier.

On nous prie d'annoncer que les obsèques de
M. Boris BACHKIROFF,
décédé le 24 décembre 1983, à Safi (Maroc), auront lieu en l'église orthodoxe, rue Dami, mercredi 4 janvier 1984, à 14 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois.

De la part des familles Bachkiroff, de Labouchère, Siegel, Fant-Du-Picard, Tongas, Robert et Kopyaz.
Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de
M. Philippe de BUSSY,
survenu, le 30 décembre 1983 à Paris, dans sa quarante-deuxième année.

De la part de
M^{me} Philippe de Bussy,
son épouse,
Marie et Claire,
ses filles,
M. et M^{me} Bernard de Bussy,
M. et M^{me} Pierre Lettrillart,
M. et M^{me} Philippe Pichon,
ses frères et sœurs,
M. et M^{me} Jean de Gandt,
ses beaux-parents,
Ses beaux-frères, belles-sœurs,
nouveaux, nièces, oncles et tantes,
M. Jaime Martinez Tapia,
M. Walter Gonzalez Uriarte,
M^{me} Aurélie Jalem,
M. et M^{me} Pacheco.

Les obsèques ont été célébrées le 1^{er} janvier 1984.
Information au cimetière communal de Valenton, le 11 novembre, le 5 janvier 1984, où l'on se réunira à 15 heures.

13, rue d'Alexandrie,
75002 Paris.

Albert et Geneviève Carvoni,
Lina et Franck Carvoni,
Simone Le Goff,
Daniel Ploot,
Toute sa famille et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Marcel DEMONTVIGNIER,
ingénieur de l'Ecole supérieure de physique et chimie,
chevalier de la Légion d'honneur,
professeur honoraire à l'Ecole supérieure d'électricité,
décédé le 21 septembre 1980.

De la part de M^{me} Gégou,
27, boulevard Perrin,
75017 Paris.

Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui, le 1^{er} janvier 1984, dans sa soixante-troisième année,
Fabbé Marius PERRIN,
professeur aux facultés catholiques,
directeur honoraire de l'E.S.S.T.

De la part de
M^{me} Joseph Perrin,
M. et M^{me} Marcel Perrin,
M. et M^{me} Jean Aubert,
M. et M^{me} André Charrier,
M. et M^{me} François Perrin,
leurs enfants et petits-enfants,
Et de tous ses nombreux amis.

Les funérailles religieuses seront célébrées le mercredi 4 janvier, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montbrison. Seule la famille assistera à l'inhumation. Condoléances sur registre.

M. et M^{me} Louis G. Reboul et leur fils Marc-Henri,
M. et M^{me} Jean M. Reboul
et leurs fils Olivier et Thierry,
Les docteurs Michel et Danièle Reboul
et leurs fils Cécile et Marion,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} J. Figeux,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Henri REBOUL,
survenu le 1^{er} janvier 1984.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 janvier 1984, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16.
Cet avis tient lieu de faire-part.

2 bis, rue Oswald-Cruz,
75016 Paris.
30, rue George-Sand,
75016 Paris.
35, avenue du Général-Sarrail,
75016 Paris.
8, chaussée de la Muette,
75016 Paris.
9, rue Aiguier,
87000 Limoges.

Marie-Rose Hantzschler,
sa sœur,
Pierre et Annette Hantzschler,
leurs enfants et petits-enfants,
Claude et Cécile Hantzschler,
leurs enfants et petits-enfants,
Claudine et Jean-Michel Despeyrier
et leurs enfants,
Ses neveux, nièces, petits-neveux, et
strisbe-petits-neveux,
Les familles Hantzschler, Sombathay, Caillot, Hamz, Gutnick, Strenguth, Nagel,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Gustave RIBAUD,
née Albertine Hantzschler,
survenue dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile de Conches (77), le 1^{er} janvier 1984, et prient d'avoir ainsi une pensée pour son époux.

le professeur Gustave RIBAUD,
membre de l'Institut.
dispara le 8 octobre 1983.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Conches, le mercredi 4 janvier 1984, à 10 h 45.
Place de l'Eglise, Conches 77400 Laguy-sur-Mame.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 2 janvier 1984.
26, avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris.
« La tour Menot »,
Vauxbuin, 92200 Soissons.

M^{me} Roger Cadion,
son épouse,
M^{me} Françoise Cadion,
sa mère,
Ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Roger CADION,
attaché à la direction
des relations extérieures U.T.A.,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
médaillé de l'Aéronautique,

survenu subitement, le samedi 31 décembre 1983, à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 janvier 1984, à 10 h 45, en l'église Saint-Joseph de Clamart, 145, avenue Jean-Jaurès, à Clamart.

8, rue Pierre-Louis,
92140 Clamart.

La compagnie aérienne U.T.A. a la tristesse de faire part du décès de
M. Roger CADION,
attaché à la direction
des relations extérieures U.T.A.,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
médaillé de l'Aéronautique,

survenu subitement, le samedi 31 décembre 1983, à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 janvier 1984, à 10 h 45, en l'église Saint-Joseph de Clamart, 145, avenue Jean-Jaurès, à Clamart.

50, rue Arago,
92806 Putzauz.

M^{me} Mathilde Gégou, Hélène Longuet et Geneviève Delpach,
ses sœurs,
Et toute la famille,
ont le vif chagrin d'annoncer la perte de
M^{me} Marcel DEMONTVIGNIER,
née Raphaëlle Lelanne,

survenue le 1^{er} janvier 1984.

On rappelle le souvenir de son mari,
M. Marcel DEMONTVIGNIER,
ingénieur de l'Ecole supérieure de physique et chimie,
chevalier de la Légion d'honneur,
professeur honoraire à l'Ecole supérieure d'électricité,
décédé le 21 septembre 1980.

« Ils sont réunis ! »

De la part de M^{me} Gégou,
27, boulevard Perrin,
75017 Paris.

Albert et Geneviève Carvoni,
Lina et Franck Carvoni,
Simone Le Goff,
Daniel Ploot,
Toute sa famille et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Marcel DEMONTVIGNIER,
ingénieur de l'Ecole supérieure de physique et chimie,
chevalier de l'Ordre du Mérite,

survenu, à Paris, le 1^{er} janvier 1984.
Information au cimetière communal de Valenton, le 11 novembre, le 5 janvier 1984, où l'on se réunira à 15 heures.

13, rue d'Alexandrie,
75002 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Grillons
75221 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 685 F 899 F 1 088 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 368 F

ÉTRANGER
(par mandat)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 240 F
2 - SUISSE, TUNISIE
454 F 838 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse ou plus : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-propos en espèces d'impression.

8, bd Malesherbes - Paris 8^e

M^{me} René Grunberg,
M. et M^{me} Gérard Grunberg,
M. et M^{me} Alain Grunberg,
François, Julien, Sophie et Benoît,
ont la douleur de faire part du décès de
M. René GRUNBERG,
croix de guerre 1939-1945,
inspecteur en chef honoraire
d'Air France,
ancien président de Jet-Tours,

piéusement décédé le 2 janvier 1984, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 5 janvier 1984, à 13 h 45, en l'église Sainte-Clothilde, 25 bis, rue Las-Cases, Paris-7^e, sa paroisse.

Elles seront suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière parisien de Bagneux.
1, avenue de Belchassac, Paris-7^e,
38, rue de Chateaufort,
Villiers-Saint-Étienne,
78740 Neauphle-le-Château.
19, avenue P.-Labassière,
37500 Chinon.

Docteur Bernard Herissay,
son épouse,
Sylvaine et Fabrice Herissay,
ses enfants,
Lionel Assouad,
son frère,
Xavier et Geneviève de Laage de Meaux,
Louis et Alice Herissay,
François et Myriam Herissay,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Les familles de Laage, Herissay, Assouad, Froustey et Rostand,
ont l'ardente douleur de faire part du décès subit de

M^{me} Bernard HERISSAY,
née Christine Assouad,
le 30 décembre 1983.

Les obsèques auront lieu à Domont (Val-d'Oise) en l'église paroissiale, le mercredi 4 janvier 1984, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes.
Prières demandées.
Cet avis tient lieu de faire-part.

« Long-Pré »,
1, rue du Chemin-Vert,
95330 Domont.

« Rouanne, Montbrison, Lyon.
Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui, le 1^{er} janvier 1984, dans sa soixante-troisième année,

Fabbé Marius PERRIN,
professeur aux facultés catholiques,
directeur honoraire de l'E.S.S.T.

De la part de
M^{me} Joseph Perrin,
M. et M^{me} Marcel Perrin,
M. et M^{me} Jean Aubert,
M. et M^{me} André Charrier,
M. et M^{me} François Perrin,
leurs enfants et petits-enfants,
Et de tous ses nombreux amis.

Les funérailles religieuses seront célébrées le mercredi 4 janvier, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montbrison. Seule la famille assistera à l'inhumation. Condoléances sur registre.

M. et M^{me} Louis G. Reboul et leur fils Marc-Henri,
M. et M^{me} Jean M. Reboul
et leurs fils Olivier et Thierry,
Les docteurs Michel et Danièle Reboul
et leurs fils Cécile et Marion,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} J. Figeux,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Henri REBOUL,
survenu le 1^{er} janvier 1984.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 janvier 1984, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16.
Cet avis tient lieu de faire-part.

2 bis, rue Oswald-Cruz,
75016 Paris.
30, rue George-Sand,
75016 Paris.
35, avenue du Général-Sarrail,
75016 Paris.
8, chaussée de la Muette,
75016 Paris.
9, rue Aiguier,
87000 Limoges.

Marie-Rose Hantzschler,
sa sœur,
Pierre et Annette Hantzschler,
leurs enfants et petits-enfants,
Claude et Cécile Hantzschler,
leurs enfants et petits-enfants,
Claudine et Jean-Michel Despeyrier
et leurs enfants,
Ses neveux, nièces, petits-neveux, et
strisbe-petits-neveux,
Les familles Hantzschler, Sombathay, Caillot, Hamz, Gutnick, Strenguth, Nagel,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Gustave RIBAUD,
née Albertine Hantzschler,

survenue dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile de Conches (77), le 1^{er} janvier 1984, et prient d'avoir ainsi une pensée pour son époux.

le professeur Gustave RIBAUD,
membre de l'Institut.
dispara le 8 octobre 1983.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Conches, le mercredi 4 janvier 1984, à 10 h 45.
Place de l'Eglise, Conches 77400 Laguy-sur-Mame.

Le professeur Alain-Jacques Valleron, son fils,
Edith et Alexis Valleron,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Emeline VALLERON,
née Suzanne Frenquet,

survenue à Chandon le 24 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu à Chandon (Eure-et-Loir), dans l'intimité, le 27 décembre 1983.

13, rue de la Cité-Universitaire,
75014 Paris.

Vaux-le-Pénil, Vincennes, Vity-le-François, Toulon.

M. et M^{me} Marcel Weil,
M^{me} Fernand Lumbert,
M^{me} Edmond Marx,
M. et M^{me} Marcel Charles,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur grand-oncle et arrière-grand-oncle,

M^{me} Frédéric WEIL,
survenue à Satory (Val-de-Marne), le 31 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu, le 3 janvier 1984, au cimetière israélite de Vity-le-François.
Cet avis tient lieu de faire-part.
12, allée des Hérons,
Vaux-le-Pénil,
77000 Meaux.

Remerciements
La profondeur de la sympathie que ses amis lui ont témoignée lors de la perte de sa fille
Anne,
a infiniment touché M^{me} Luc.

Messes anniversaires
Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de
professeur Marcel AUSSANNAIRE,
une messe sera célébrée le samedi 7 janvier 1984, à 16 heures, en l'église Saint-Paul, avenue de la Seine, La Rochette, 77000 Meaux.

M^{me} Marcel Aussannaire,
32, rue Gustave-Mathieu,
77500 Bois-le-Roi.

M^{me} la maréchale Leclerc de Hautecloque,
Les seconds de la 2^e D.B.
Et les anciens combattants de la 2^e D.B.
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} la maréchale Leclerc de Hautecloque,
survenue le 6 janvier 1982, en Indochine, et à celle de ses compagnons de combat.

Communications diverses
L'Association des anciens élèves de l'Ecole des Hautes Études de Paris, organise le samedi 6 janvier, à 20 h 45, la salle Gaveau, un concert-gala avec Catherine Hiegel, de la Comédie-Française, Des-Ancs Constantin et Isabelle Des-Ancs (piano), Pierre Fauts (clavier), Marc Gassmann (flûte), Laurent Haquard (baryton), Mario Haquard (baryton) et Stéphanie Magnier (soprano).

Le Monde de l'Éducation
Général :
André Lantier, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bédier-Blanc (1944-1968)
Jacques Fauter (1968-1982)

Imprimé par :
S. S. S. des Italiens
PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n^o 37 437.
ISSN : 0395-2037.

SOLDES
AFFAIRES EXCEPTIONNELLES
ELYSEES SOIERIES
61, Champs-Élysées
du 2 au 14 Janvier
ouvert de 9 h 30 à 19 h

Édité par le S.A.R.L. Le Monde
Général :
André Lantier, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bédier-Blanc (1944-1968)
Jacques Fauter (1968-1982)

Imprimé par :
S. S. S. des Italiens
PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n^o 37 437.
ISSN : 0395-2037.

Le Monde de l'Éducation
Général :
André Lantier, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bédier-Blanc (1944-1968)
Jacques Fauter (1968-1982)

Imprimé par :
S. S. S. des Italiens
PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n^o 37 437.
ISSN : 0395-2037.

Le Monde de l'Éducation
Général :
André Lantier, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bédier-Blanc (1944-1968)
Jacques Fauter (1968-1982)

Imprimé par :
S. S. S. des Italiens
PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n^o 37 437.
ISSN : 0395-2037.

Le Monde de l'Éducation
Général :
André Lantier, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bédier-Blanc (1944-1968)
Jacques Fauter (1968-1982)

Imprimé par :
S. S. S. des Italiens
PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n^o 37 437.
ISSN : 0395-2037.

</

	Le 1er	Le 1er
	1983	1984
OFFRES D'EMPLOI	53,00	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le 1er	Le 1er
	1983	1984
ANNONCES ENCADRÉES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	18,90
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

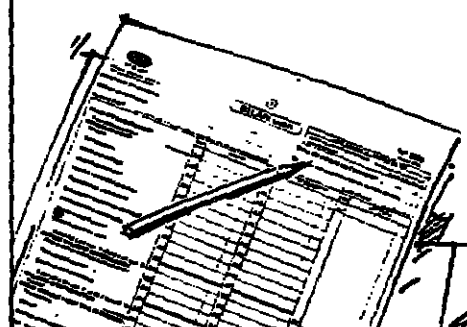
* Dégressifs selon surface ou nombre de candidats.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Epauler notre directeur de la comptabilité



Une mission variée et passionnante dans un important Groupe Industriel français (C.A. : 2 milliards de francs).
Agé de 30 ans environ, vous possédez un diplôme d'expertise comptable, de solides connaissances en fiscalité et un esprit ouvert à l'informatique.
Une première expérience réussie dans une entreprise industrielle a déterminé votre goût pour une comptabilité « terrain » aux multiples aspects.
Adjoint à notre Directeur de la comptabilité (basé à Paris), vous aurez des responsabilités importantes et une vision complète de la comptabilité des 11 usines du Groupe.
Votre forte personnalité et vos aptitudes à animer une équipe seront des atouts supplémentaires.
Votre rémunération, motivante, sera fonction de votre expérience.
Si vous êtes l'homme de la situation, merci d'adresser votre dossier de candidature complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), en précisant sur l'enveloppe la réf. 2778/AM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

DIRECTRICE ADJOINTE

F. J. T. recherche
Chargée de l'Action Socio-Educative globale de l'Association.
Solide formation et expérience professionnelle étendue.
Aptitude au travail d'équipe.
Poste à pourvoir dans les meilleures délais.
Envoyer C.V. détaillé au :
F. J. T. Forêt Carrière
6, rue Marchart, 67000 METZ.

ENTREPRISE DE NETTOYAGE à PARIS (200 salariés) vend.
DIRECTEUR
Niveau CHIEF d'AGENCE, exp. en nettoyage industriel.
Adresser C.V. photo et prêt. à:
BOITE POSTALE, M. de MAZET
186, 75002 PARIS CEDEX-02
(souv. 150 qui transmettra).



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

GRUPE TRAVAUX PUBLICS A VOCATION INTERNATIONALE
RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON EXPANSION A L'ETRANGER

son commercial TP Moyen Orient HF

Ingenieur d'affaires TP, diplômé d'une grande école ou équivalent, il justifiera d'une expérience et d'une réussite commerciale et de recherche d'affaires.

Une grande partie de sa carrière se sera déroulée dans les pays du Moyen Orient et plus particulièrement en Arabie Saoudite.

Homme de terrain, ayant des qualités de contact, il sera entraîné à négocier au plus haut niveau des grands marchés BTP (génie civil, ouvrages d'art, projets industriels...).

Basé à RIYAD, il bénéficiera, sous l'autorité du Directeur de zone, d'une logistique et de l'appui d'une équipe dont l'implantation est déjà éprouvée.

La pratique courante de l'anglais écrit et parlé est exigée.

L'intégration familiale dans le pays est facilitée par les avantages consentis à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé, photo, prétentions sous N° 6700 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra.

DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Proche banlieue Est Paris
Négoce de composants électroniques
220 - 240.000 F

Un groupe industriel français qui développe ses activités dans les domaines de la construction électrique, recherche UN DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER pour l'une de ses filiales spécialisée dans le négoce de composants électroniques (CA 30 millions - Effectif 30 personnes) et qui dispose elle-même de quelques agences commerciales. Sous l'autorité du Président, il sera chargé de la gestion de la société dans ses aspects financiers (préparation des budgets et plans, élaboration des prévisions de trésorerie, relations avec les banques...), administratifs (mise en place de procédures...), et comptables (supervisions de la comptabilité, calcul des marges, établissement du bilan...). Il assurera le suivi juridique de la vie de la société (préparation des assemblées et conseils...). Il sera responsable de l'établissement des déclarations fiscales (TVA, TP...). Il assurera également la fonction personnel (recrutement, paie...). Le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, de formation supérieure type ESC, option finance comptabilité, possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle semblable acquise dans une PME industrielle ou commerciale mettant en œuvre une gestion comptable informatisée. Ecrire sous référence 650/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Usine 550 personnes 200 MILLIONS F

D'UN DÉPARTEMENT AUTONOME
(en forte expansion et bénéficiaire)
D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recrute

DIRECTEUR DE PRODUCTION 250.000 F +

110 KM S.E. de PARIS

IL DIRIGE ET ANIME AVEC UN SENS AIGU de la rentabilité, UN ENSEMBLE DE 7 CADRES, 50 ETAM et 500 ouvriers : FABRICATIONS, QUALITÉ, METHODES, APPRO, ORDO, LOGISTIQUE, ENTRETIEN, Liaisons fonctionnelles avec la Comptabilité Usine et Sec du Personnel.

INDISPENSABLE

- INGENIEUR diplômé A.M., I.D.N., INSA...
- EXPERIENCE effective (5 ans minimum) DE DIRECTION D'USINE OU DE PRODUCTION (USINE d'au moins 300 personnes).

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 7023 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

PARIS

UN ORGANISME INTERPROFESSIONNEL
à vocation d'Etudes et de Diffusion d'Informations Economiques concernant des Industries de production et transformation très impliquées dans l'économie mondiale cherche son

responsable des études économiques

- Il devra :
- réaliser des études économiques spécialisées avec l'aide d'une documentation.
- observer les échanges internationaux et les répercussions de l'économie mondiale sur les professions concernées.
- diffuser l'information par la rédaction d'articles, par des exposés et par ses relations avec la presse.

Il doit, à la fois, être un homme d'études soucieux de posséder à fond ses dossiers et avoir le sens des relations publiques.

Il doit avoir de bons moyens d'expression écrite et orale.

Il parle obligatoirement anglais et si possible espagnol.

Sa formation (Universitaire ou Ecole Supérieure Commerciale) est orientée vers l'économie.

Il a déjà une expérience dans un Organisme International ou un Bureau d'Etudes Economiques : il appréciera dans ce poste les nombreuses ouvertures qu'il implique et la possibilité de se former aux relations publiques.

La candidature d'un débutant à fort potentiel et ayant déjà fait la preuve de son intérêt pour l'économie par des travaux personnels ou des stages pourra être étudiée.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. précisant le niveau de rémunération actuel et photo sous réf. 2264-M), seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. MACELOPPANE
92000 NANTY

X, Mines, ECP...
Vous vous sentez l'étoffe et la solidité d'un manager et vous cherchez, à bref délai, une

Direction d'usine

Vous visez même plus loin... à plus long terme.

Venez discuter avec nous de l'opportunité qui s'ouvre dans une des premières sociétés agro-alimentaires.
Nous attendons déjà de vous des résultats performants dans votre expérience professionnelle de 5-7 ans, en particulier dans l'animation des hommes.
Votre premier poste, auprès du Directeur d'une usine de 500 personnes située dans le Jura, vous fera découvrir notre style de management et nos technologies.
Par votre réussite vous y confirmez votre potentiel pour prendre la Direction d'une autre usine.

Adresser vos C.V. et prétentions, sous référence 9304 (mentionnée sur l'enveloppe), à Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

L'une des 10 plus importantes sociétés de services et d'ingénierie en informatique recherche

3 DIRECTEURS D'AGENCE

- la région est
- la région méditerranéenne
- la région parisienne

La mission d'un directeur d'agence s'étend sur les axes suivants :

- direction du centre de profit régional,
- animation d'une équipe technico-commerciale et technique,
- action commerciale personnelle sur le terrain.

Au-delà d'une expérience similaire réussie en milieu informatique, son savoir-faire devra permettre le développement de l'agence tout en assurant le suivi de la clientèle existante.

Après une période de formation aux produits, dispensée à Paris, le candidat retenu rejoindra son poste dans une grande ville universitaire de la région concernée.

Le niveau de rémunération motivant sera complété par un système d'intéressement aux résultats.

Votre candidature sera examinée en toute discrétion en écrivant sous réf. F12 à PLAIN CHAMPS 37, rue Froidevaux 75014 Paris qui transmettra.

Noter au dos de l'enveloppe les noms des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact, l'agence retournera votre courrier sans ouvrir.
Merci de votre confiance.

GRUPE DE COMMERCE INTERNATIONAL recherche

2 INGENIEURS INFORMATIENS

pour une filiale implantée au NIGERIA

Ils seront chargés de mettre en place des logiciels et des matériels interactifs sur systèmes IBM 34 ou CAP II.

Une expérience sur ce type de matériel est indispensable.

Une parfaite maîtrise de l'anglais et du français est également indispensable, notamment pour le Nigeria.

Nous proposons des contrats d'expatriés pour une durée indéterminée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 84696 à

CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société Africaine
filiale d'un Groupe Français
recherche le

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT "ARMOIRES ELECTRIQUES"

Le candidat doit avoir une bonne expérience technique dans le montage d'armoires et des connaissances en électronique.

Il doit avoir exercé des responsabilités commerciales et de gestion (niveau Cadre).

Merci d'envoyer votre candidature (C.V., photo et prêt) sous Réf. 784 à Curriculum 25 rue du 4 Septembre 75002 PARIS

مقداد المصلح

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 4 janvier 1984 - Page 19



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

25 unités opérationnelles dans 10 pays européens !!

Notre service trésorerie Europe étoffe ses structures et recherche un(e)

Responsable des analyses trésorerie Europe

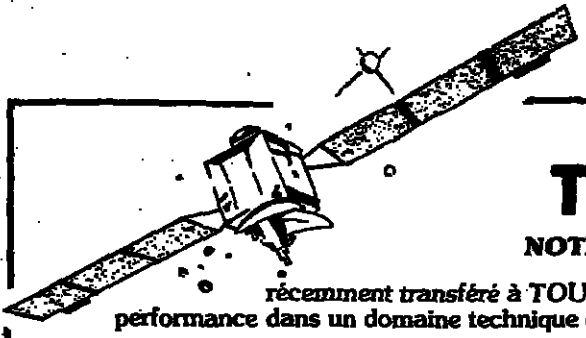
Ce poste dépend du Président trésorerie Europe et est chargé de l'analyse des structures financières et des besoins à court terme des différentes unités en Europe.

Il évalue les risques de change des filiales ainsi que la position globale dans les différents monnaies européennes, participe à la préparation des plans à court et moyen termes et à une grande variété d'analyses en matière de trésorerie et de financement.

Un diplôme Universitaire spécialité Finances est requis ainsi que 6 ans d'expérience dans des fonctions similaires ou dans le secteur bancaire. Il faut être parfaitement bilingue Français-Anglais. Connaître la comptabilité anglo-saxonne et avoir l'expérience du Reporting américain sont des atouts.

Ce poste est localisé au cœur des Alpes dans la Banlieue de Grenoble. Adresser C.V. avec photo et indication de la rémunération recherchée au Directeur des Relations Humaines Europe

BECTON DICKINSON
5, Chemin des Sources
38240 MEYLAN GRENOBLE
FRANCE



THOMSON-CSF

NOTRE DÉPARTEMENT SATELLITES

récentement transféré à TOULOUSE conçoit et fabrique du matériel électrique de haute performance dans un domaine technique de pointe.

Le développement de ses activités dans un marché en expansion nous conduit à recruter des

INGÉNIEURS

ayant de 5 à 15 ans d'expérience

- LE RESPONSABLE DE LA GESTION DE PRODUCTION
- DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
- DES INGÉNIEURS DE GESTION DE PRODUCTION

Position III A ou III B qui animerait une équipe d'une dizaine d'ingénieurs.

Position II ou III

Position II ou III A destinés à renforcer l'équipe actuelle.

pour étude et développement de circuits électroniques en moyennes et hyperfréquences embarqués sur satellites.

Les candidatures sont à adresser au SERVICE DU PERSONNEL - Boîte Postale 1187 - 31037 TOULOUSE CEDEX.

THOMSON
BRANCHE COMMUNICATIONS



emplois internationaux

EXA INTERNATIONAL BUREAU D'ETUDES INTERNATIONAL

recherche pour compléter son équipe

- 1) CONSULTANT : ORGANISATION ET MÉTHODES
Chargé de réorganiser les sociétés d'Etat d'un pays en développement francophone. Expérience de directeur de projets dans un cabinet d'organisation d'au moins dix ans ou direction générale d'entreprise, secteur agro-industriel de préférence.
- 2) FINANCIER
Chargé de la réorganisation d'une banque de développement agricole. Expérience d'un moins dix ans Crédit Agricole ou coopératif + P.V.D.
- 3) EXPERT EN CRÉATIVITÉ
Objectif : développer le potentiel humain à l'intérieur d'une administration.
- 4) JURISTE
Spécialiste droit et fiscalité rurale. Expérience de la rédaction de décrets et projets de loi.

Tous ces postes sont destinés à des candidats d'au moins 40 ans, diplômés de grandes écoles, prêts à s'expatrier pour un à deux ans.

Envoyer C.V. et présentations à EXA INTERNATIONAL 87, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

DISCRÉTION ASSURÉE.

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche pour ses bureaux de

- PARIS - MILAN - NEW-YORK

COLLABORATEURS

Ayant 2 à 3 ans d'expérience en révision

- SAO-PAULO

1 COLLABORATEUR

Expérimenté (5 ans minimum) mémorisateur et porteur apprécié

Envoyer C.V. et présentations à : 114, avenue Charles-de-Gaulle 92522 NEUILLY.

G.D.V.

PETROCONSULT E.T.T.

recherche pour l'étranger

TECHNICIEN SUPÉRIEUR PRÉPARATEUR EN CIMENTIERIE

Expérience industrielle 5 ans minimum et expérience en montage chaîne cimentière industrielle exigée. Connaissance de l'Anglais indispensable. Télécopier pour renseignements : 720-86-76, ou envoyer C.V. 25, rue Jean-Girardou, 75116 PARIS. Demander M. BACH.

AFRIQUE NOIRE POUR CHANTIER T.P.

longue durée. Nous recherchons

JEUNE Géo-TECHNICIEN

qui sera chargé de l'étude de la qualité des remblais déblais. Poste intéressant du fait de l'importance des travaux et des responsabilités qui en découlent. Garant. hab. Régime expatrié. Le poste est à pourvoir d'urgence. Les candidats devront être diplômés en géologie ou géotechnique, ou avoir une expérience de 3 à 5 ans en tant que technicien en géologie ou géotechnique. Envoyer C.V. et photo non ressassée à : 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

Le Centre de RECHERCHES PHARMACÉUTIQUES

SEARLE

situé à SOPHIA-ANTIPOLIS - 06

recherche pour son Département de DÉVELOPPEMENT PHARMACÉUTIQUE (45 personnes)

TECHNICIEN DE MAINTENANCE SCIENTIFIQUE

Il sera chargé notamment de la mise en route, des réglages, mis au point et dépannage du Département. Au cours des méthodes modernes d'analyse physiologique, il mettra au point de nouvelles méthodes. Une expérience dans ces domaines exp. très souhaitable ainsi qu'une formation de base minimum DUT ou niveau physique.

ANGLAIS souhaité. Rémunération et cadre de vie très agréables.

Adresser C.V. et souhaits sous la référence M. J. SEARLE, Sophia Antipolis B.P. 25, 06561 VALBONNE CEDEX.

ROUSSELOT.

IMPORTANT GROUPE DE PRODUITS CHIMIQUES LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ

développe son GROUPE D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE DU SUD-EST

Etabli sur le site d'une des plus importantes usines. Nous recherchons la collaboration d'un

JEUNE INGÉNIEUR

diplômé grande école de chimie - Doctorat Chimie ou physique apprécié.

Il aura de bonnes connaissances en :
- synthèse des macromolécules, en particulier biologiques.
- techniques physiques d'études des hauts polymères.

An sein d'une équipe pluridisciplinaire, il sera chargé de l'amélioration et du développement de dérivés de produits.

La maîtrise de l'ANGLAIS et des connaissances de base en INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE sont des compléments indispensables.

Adresser C.V. et présentations sous réf. GERSE/2 à ROUSSELOT S.A., 8, rue Christophe-Colomb, 75360 Paris Cedex 08.

CADRE JURIDIQUE

CONFIRMÉ
CAEN

Promodès, 1^{er} grossiste multidistributeur en Europe avec un effectif de plus de 17.000 personnes en France et un C.A. 1982 consolidé de 17 milliards de Francs, crée un poste de Cadre Juridique (H. ou F.) pour renforcer son service juridique-assurances situé à CAEN.

Les missions : ce cadre sera plus particulièrement chargé de l'établissement et du suivi des baux commerciaux, de la rédaction des compromis d'acquisition de terrains et d'ensembles bâtis, des problèmes inhérents au droit de la location gérance. Ces missions couvriront également les questions relatives aux prises de participation et aux recouvrements de créances.

Le poste basé à CAEN nécessite des déplacements fréquents.

Le profil : une maîtrise en droit privé allée à une expérience réussie dans l'un des domaines cités est indispensable. En outre, la personne retenue devra posséder une personnalité et des qualités relationnelles affirmées, car le poste implique des contacts nombreux et variés pouvant aller jusqu'au plus haut niveau.

Si cette proposition vous intéresse, adresser cv, photo et prétentions à : Interactions, M. Alain DESCHAMPS, 27, avenue de Verdun, 14300 CAEN sous réf. 4 M J1.

Promodès

LA COGEMA

(Compagnie Générale des Matières Nucleaires), filiale du Groupe CEA recherche pour son établissement de la HAGUE région de Cherbourg

JEUNES INGENIEURS D'EXPLOITATION

dont la mission sera :

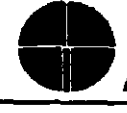
- de coordonner, pendant la durée d'un quart, toute la production de l'usine en dehors de l'horaire normal,
- d'assurer l'interface entre l'exécution et l'encadrement, en horaire normal,
- de conduire des analyses globales du fonctionnement de l'usine.

Ces postes conviendront à de jeunes ingénieurs diplômés d'Écoles Supérieures Mécaniques ou Génie Chimique (type ENSAM, INSA, etc.). Une première expérience en milieu industriel est souhaitable.

Le sens du commandement, l'aptitude au management et l'esprit de synthèse sont indispensables.

Les conditions financières sont attractives et de larges perspectives de carrière sont offertes au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 83.38 M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantira la plus grande discrétion.



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

INGENIEUR DE FABRICATION

80 km Ouest de Paris

Une société française (1 000 personnes - CA 380 millions de francs), spécialisée dans la fabrication d'équipements et de systèmes hydrauliques, électro-hydrauliques et mécaniques destinés à des industries de pointe (aéronautique, spatial, ...), recherche UN INGENIEUR DE FABRICATION pour son unité d'usinage ; celle-ci développe la technique filots de production et met en œuvre des équipements hautement performants (machines à commande numérique, robotique, ...). Collaborateur direct du Chef de Fabrication, il sera chargé, dans le cadre de programmes de fabrication, d'assurer le fonctionnement d'un atelier d'usinage employant 150 personnes hautement qualifiées dont il définira, animera et contrôlera les activités. Il veillera à la meilleure utilisation des machines et équipements (amélioration des flux matières, réduction des cycles de production, développement de l'auto-contrôle, ...) et il participera au développement d'une gestion de production informatisée. Le candidat retenu, âgé de 30 ans environ, de formation A & M, ou équivalent, possèdera quelques années d'expérience de la production acquises au sein d'une société du secteur mécanique. Des qualités de gestionnaire et d'animateur seront très appréciées.

Ecrire sous référence 647/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

INGENIEURS RECHERCHE ACHATS

80 km Ouest de Paris

Une société française (1.000 personnes - CA 380 millions de francs), spécialisée dans la fabrication d'équipements et de systèmes hydrauliques, électro-hydrauliques et mécaniques destinés à des industries de pointe (aéronautique, spatial, ...), recherche DES INGENIEURS RECHERCHE ACHATS. Dans le cadre du lancement de nouveaux projets, ils seront chargés en liaison avec le Bureau d'Etudes, de comprendre les produits à développer, d'en faire une estimation de prix, de détecter et consulter les fournisseurs pouvant répondre aux cahiers des charges, analyser leurs prix, les aider, éventuellement, à définir leurs moyens et méthodes de production. Cette approche leur permettra de transmettre au Bureau d'Etudes des informations rendant possible une meilleure définition des produits et aux Services Achats les données indispensables permettant de mener les négociations commerciales dans le respect des règles de la concurrence. Les candidats retenus, âgés d'au moins 30 ans, de formation A & M, ICAM, ECAM, IDN, ... posséderont quelques années d'expérience acquises en bureau d'études et aux méthodes d'une société dont les productions font appel à des technologies multiples et de pointe.

Ecrire sous référence 646/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

مقرا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS
FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour le :
SERVICE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

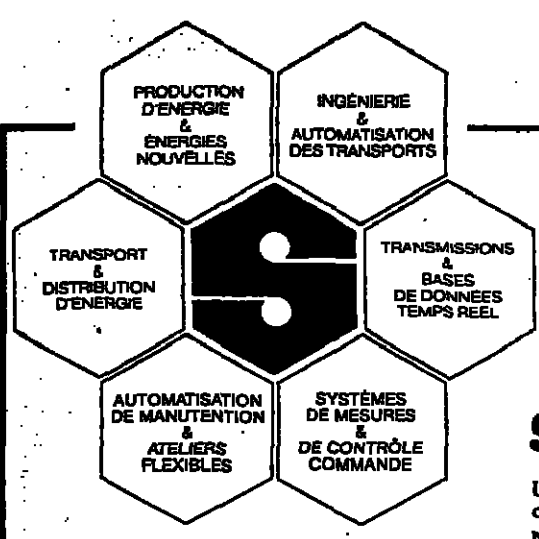
1 COMPTABLE

- Il devra :**
- maîtriser la fiscalité afin d'engager toute action permettant d'optimiser la gestion fiscale de la société.
 - gérer les immobilisations ;
 - élaborer les procédures internes et externes de comptabilité générale et de fiscalité ;
 - participer à la mise en place de nouvelles méthodes comptables ;
 - coordonner et contrôler les états informatiques ;
 - assurer le suivi et la correspondance avec l'Unité Comptable décentralisée.

Profil :

- DECS 2 à 3 ans d'expérience ;
- Bonnes connaissances en fiscalité et informatique ;
- Réelles possibilités d'évolution ;
- La rémunération sera fonction de l'expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 70338 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX



L'Hexagone s'exporte bien...

Un résultat qui se passe de commentaire : nous réalisons les 2/3 de notre chiffre d'affaires à l'étranger.

Nos 470 collaborateurs - plus de la moitié sont ingénieurs - conçoivent et mettent au point des systèmes informatiques complexes de haut niveau technique dans des domaines très variés : Transport et distribution de l'énergie, Gestion automatisée, Ateliers flexibles, Réseaux de télécommunication publics et privés, systèmes transactionnels, Transports, Ingénierie des courants faibles, ...

TÉLÉCOM CONTRÔLE-COMMANDE INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Contribuer à notre développement en France et à l'Export, renforcer notre équipe commerciale en lui apportant leur expérience, c'est ce que nous proposons à deux ingénieurs confirmés dans les secteurs :
- TÉLÉCOMMUNICATIONS et SYSTÈMES TRANSACTIONNELS
- SYSTÈMES de CONTRÔLE-COMMANDE
La connaissance des Administrations, des Grands Groupes Français et Étrangers est nécessaire ainsi que la maîtrise de l'Anglais courant. L'Espagnol sera apprécié.

RÉSEAUX RESPONSABLE D'AFFAIRES

Cet ingénieur (Grande École, Télécom...) en tant que responsable d'affaires sera l'animateur technique et commercial de l'équipe intervenant dans le domaine d'activité Réseaux de Télécommunications. Ce poste implique des compétences techniques et commerciales confirmées en :
- réseaux publics (transpac, télétext...)
- réseaux privés hétérogènes
- et en messagerie.
L'Anglais est indispensable.

PROCESS CHEFS DE PROJETS

Pour renforcer notre équipe, nous recrutons des Ingénieurs ayant une expérience confirmée de l'informatique industrielle, capables de prendre de réelles et importantes responsabilités conformes à leurs goûts et compétences. Ils interviendront sur un très important projet de conduite de processus dans l'un des domaines logiciels suivants :
- coordination des activités logicielles du projet
- conception et réalisation de sous-ensembles : bases de données temps réel, communications intercalculateurs, interface, télétransmissions, dialogues, télécommunications, ...

La dimension très internationale de nos activités nécessite suivant les postes une disponibilité pour de brefs séjours à l'étranger, et dans tous les cas une bonne connaissance de l'Anglais.

SODETEG S.T.A.I.

Nous étudierons avec la plus grande attention votre candidature (CV, photo et prétentions), précisez-nous le ou les postes qui vous intéressent.

SODETEG-TAI - Direction du Personnel - 283, rue de la MINÈRE - BP 11 - Z.I. NORD - 78530 BUC.

THOMSON
BRANCHE INDUSTRIES ET INGÉNIERIE

Importante entreprise d'installation électricité/instrumentation en industrie PÉTROLIÈRE, recherche
INGÉNIEUR DEBUTANT
DIPLOME OPTION ELECTROTECHNIQUE

- Après sa formation au B.E. d'exécution à NANTERRE puis sur chantier à l'étranger il deviendra CHARGE D'AFFAIRE c'est-à-dire responsable de la gestion et du déroulement technique d'une affaire, de l'estimation du devis à la mise en route sur site.
 - De larges perspectives d'avenir sont ouvertes au candidat qui présentera les caractéristiques suivantes :
 - solide esprit d'entreprise,
 - grande disponibilité géographique,
 - pratique de l'Anglais courant.
- Adressez curriculum vitae - photo à Editions R.P. (Job 52), 55, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 PARIS, qui transmettra.

LA BANQUE POPULAIRE
DE LA RÉGION SUD DE PARIS
75 AGENCES - 1800 PERSONNES

recherche

ATTACHÉ A LA DIRECTION COMPTABLE (HF)

Fonction : Assistance technique du responsable des services centraux comptables (comptabilité générale de la banque, déclarations fiscales, etc...)

Possibilité d'accéder à des fonctions d'encadrement.
Exigences du poste : DECS complet.
Statut : Position cadre selon expérience.

Lieu de travail : MORANGIS (91)

Adressez C.V., photo et prétentions à :
BICS Direction du Personnel
55, Avenue Aristide Briand - 92120, MONTROUGE



Ingénieurs Qualiticiens

Filiale du groupe SOCOTEC (2.400 personnes en France et dans le monde), SOCOTEC INDUSTRIE recrute aujourd'hui pour son Département Maîtrise de la Qualité (20 personnes) des Ingénieurs Qualiticiens.

- Des ingénieurs ayant une expérience des techniques de la fiabilité (arbre de défaillances, méthode AMDEC) ou ayant effectué un stage longue durée, avec une expérience significative dans ce domaine. Réf. 84.02.
- Des ingénieurs expérimentés en assurance de la qualité, si possible dans les secteurs de pointe : aéronautique, armement, électronique, etc, intéressés par la gestion de la qualité. Réf. 84.03.

Ils assureront des prestations de conseil et d'assistance auprès des industriels ou des donneurs d'ordres, dans le but de mieux maîtriser la qualité des produits élaborés.

Si l'une de ces offres vous intéresse, adressez votre candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Monsieur J.C. BORDIER - SOCOTEC INDUSTRIE - 1, avenue du Parc - 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX.

BANQUE de TOUT PREMIER PLAN
RECHERCHE, pour RENFORCER UNE ÉQUIPE au SEIN
de la DIRECTION des RELATIONS HUMAINES à PARIS

juriste droit social

Il sera, au sein d'une équipe, chargé d'examiner des problèmes juridiques complexes et de proposer des solutions concrètes à sa hiérarchie.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (maîtrise en droit privé minimum) possédant une expérience professionnelle du droit syndical (quelques années).

Merçi d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous la réf. 321 J.S./67974 à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - Qui transmettra

CONSTRUCTEUR DE MACHINES
POUR CAOUTCHOUC
ET MATIÈRES PLASTIQUES

recherche

1) TECHNICO-COMMERCIAL POUR PROSPECTION AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE

Les candidats devront avoir une formation de technicien, pouvoir justifier d'une expérience de la vente de machines et biens d'équipement et connaître l'industrie du caoutchouc et du plastique.

2) UN ACHETEUR

Ayant une expérience dans l'approvisionnement de composants de machines unitaires ou petites séries.

Adressez curriculum vitae et prétentions sous n° 7.295 le Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

AUDITEUR INTERNE D.E.C.S., E.S.C., Maîtrise Gestion...

Nous sommes une Chaîne de Grands Magasins, nous renforçons notre équipe de révision comptable et recherchons un candidat possédant une bonne formation comptable, informatique, droit et statistiques.

Il participera à des missions d'audit comptable et financier portant principalement sur les fonctions administratives des achats et de la vente, de la trésorerie, et du contrôle budgétaire tant au Siège Social qu'en magasins.

Le lieu de travail est à Paris mais ses fonctions l'amèneront à avoir de nombreux déplacements et contacts avec les responsables de nos unités implantées sur tout le territoire français.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 792 M à l'Agence CURRICULUM 26, Rue du 4 Septembre - 75002 - PARIS
Qui garantit discrétion et réponse.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



DÉPARTEMENT TRANSMISSION

Division Sous-Marine

Avec plus de 2000 répéteurs fonctionnant actuellement au fond des mers, CIT ALCATEL a démontré son aptitude à satisfaire les objectifs de fiabilité et de durée de vie tout à fait exceptionnels imposés aux liaisons sous-marines.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

mise en service liaisons sous-marines

Débutant ou jeune expérimenté, votre formation supérieure en électronique, confortée d'une spécialité informatique, votre tempérament et votre disponibilité trouveront leur naturel débouché dans ce poste d'ingénieur pose et mise en service. Il vous sera demandé de veiller à la pose et à la mise en service des liaisons téléphoniques sous-marines. Vous serez appelé à effectuer des déplacements de l'ordre d'une centaine de jours par an, sur un navire câblé et à l'étranger. Connaissances requises en électronique générale, en logique et en informatique.

Lieu de travail : région d'Orsay (91)

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) sous référence RAF/SM à l'attention de : CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - 10 bis, rue Louis-Lormand 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS - Tél. : 062.41.28

ingénieur, mais aussi commercial

L'APPAVE est un important organisme de vérifications techniques de sécurité (contrôle technique de constructions, économies d'énergie, réception des installations, ...) dont l'activité s'étend sur les régions Parisienne, Champagne-Ardenne et Centre. L'ingénieur que nous recherchons aura un important rôle de subordonné et de conseil. Il supervisera et dirigera - principalement sur la région parisienne - les grands travaux d'ordres PROJETS DE CONSTRUCTION IMMOBILIERE nous intéressant.

La formation technique et son expérience de 5 ans environ lui permettront de faire aisément la synthèse des divers problèmes T.C.E.

Il est certain que son champ d'action implique une aisance dans les contacts acquis auprès d'administrations et de grandes entreprises industrielles au plus haut niveau.

Résidence souhaitée : banlieue Sud-Est Paris.

Merci d'adresser C.V., détail, photo et post. réf. 84-01 à APPAVE - Service Recrutement 17, rue Salverte - 75004 Paris cedex 17.



(Groupe STERIA) spécialisée dans les conversions de protocoles par micro entre réseaux digitaux et terminaux d'informatique ou de Télématique, recherche

CHEF DE PROJET LOGICIEL RESEAUX

Ce poste conviendrait à un ingénieur confirmé ayant 5 à 8 ans d'expérience dans les logiciels temps réels. Connaissance du 80 000 et des procédures de Télétransmissions serait une plus-value. Formation complémentaire assurée.

Poste d'avenir pour candidat(e) dynamique, motivé(e) par esprit d'équipe dans une PMI de 95 personnes en expansion de 40 % par an.

Adresser C.V. et prétentions à Brigitte GIBEAUX SITINTEL 9, rue d'Arcueil - 94257 GENTILLY Cédex.

Ingénieurs grande école ou universitaires DEA informatique expérimentés en :

- gestion industrielle sur gros systèmes IBM (CICS - DL1 - PL1), R&E A
- gestion d'atelier sur mini VAX et/ou PDP, R&E B
- support système IBM (MVS - CICS - DL1) et/ou VAX PDP, R&E C

Jeune ingénieur grande école (ECP - ECL - PONTS - MINES) débutant

A qui nous confierons le poste d'ingénieur en génie industriel (organisation - coordination - Automatisation) Réf. D

Quand l'informatique bouge en Bourgogne

et lorsque c'est une importante société internationale qui en est le moteur, il y a fort à parier sur des carrières évolutives dans différents secteurs de l'entreprise.

Aujourd'hui la décentralisation de notre informatique implique le développement de gros projets industriels et réclame donc différents talents : Applications système, organisation.

Dans un milieu international, il va de soi que l'anglais est impératif.

Adresser sans plus tarder votre candidature (lettre et CV) sous référence 3486 M (en précisant la référence du poste choisi) à noscript 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

ESSELTE METO Le succès nous stimule

C.A. doublé en 3 ans, filiale française spécialiste dans le marché de L'ETIQUETAGE ET DE LA BALANCE ELECTRONIQUE DE COMPTOIR, nous recherchons pour la Division Marquage un

CHEF DE PRODUIT

De formation ESC, vous possédez nécessairement une première expérience et, si possible, une bonne connaissance de la grande distribution.

Vous aurez pour missions principales :

- préparation du plan marketing
- analyse et contrôle du résultat
- études de marché et de la concurrence
- lancement des nouveaux produits
- actions spécifiques dans des domaines divers : publicité, formation des vendeurs, relation avec la fabrication.

Anglais courant indispensable. Allemand apprécié.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 790 à Mademoiselle Weber ESSELTE METO - 112 Avenue du Général Leclerc - 78220 Viroflay

PROMOUVOIR UNE NOUVELLE GENERATION DE COMPOSANTS INDUSTRIALISES POUR LE BATIMENT

Filiale d'un très important groupe français, nous sommes un des leaders européens dans notre activité et l'un de nos produits a été récemment primé à BATIMAT.

Nous recherchons un ingénieur spécialiste du bâtiment, très expérimenté sur le plan technique et commercial. Rattaché au Directeur Commercial, il aura pour mission de promouvoir par lui-même et par l'intermédiaire d'agences régionales une nouvelle gamme de produits et composants qui sont d'usage universel car utilisables aussi bien en construction à usage industriel qu'à usage d'habitation.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chargé d'affaires de 35 ans minimum, exercé au dialogue avec les bureaux d'études et très introduit auprès des grands investisseurs et des entrepreneurs nationaux. La réussite dans ces fonctions peut permettre un élargissement rapide des responsabilités.



Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre CV + photo en indiquant votre rémunération actuelle s/ réf. 2975 M à CORT - 65, av. Kléber 75116 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

Bureau d'Etudes parisien recherche

INFORMATICIEN ANALYSTE

Pour missions 2 ans au Maroc au sein d'une équipe française d'études de planification touristique nationale auprès d'une administration marocaine. Diplômé en informatique et statistiques.

Expérience de 5 ans dans un domaine informatique, enquêtes, statistiques et banque de données.

Envoyer C.V. + prétentions sous réf. T 43.759 M à REGIE-PRESSE, 95 bis, rue Réaumur, Paris (2).

SOCIÉTÉ DANS SECTEUR DE POINTE (VIDEOCOMMUNICATION) recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE COMMERCIAL

Age minimum 35 ans. Expérience minimum dans la fonction 5 ans et compétence au Télécom. Formation supérieure.

Envoyer C.V. et prétentions à M. SORPHEUX, 84 Victor Hugo, 10, r. Pergolèse, 75116 Paris.

Société de services Paris (350 personnes), correspondante d'une firme internationale, crée le poste d' ASSISTANT MARKETING MF

chargé du suivi de la politique commerciale de la société, il participera à son élaboration et mettra en place les outils commerciaux (fichiers etc...) dont il assurera la gestion.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une école de commerce, débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle. Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prétentions à Madame DEPAUL, BP 223 - 92201 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

Prendre en charge l'opérationnel d'une direction internationale

BANQUE Paris 8ème, recherche CADRE SUPERIEUR H/F pour prendre en charge l'opérationnel de sa direction internationale. Il aura une expérience bancaire d'au moins 10 ans en crédit documentaire, transferts et encasement. Il sera rompu aux techniques informatiques et capable d'innovations dans ce domaine. Il aura le sens des relations humaines (secteur de 60 personnes). Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 47082 à PROJETS, 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

Diriger les Études Informatiques d'un Grand Groupe d'Ingénierie.

Le développement important de notre groupe (3000 personnes) et de son informatisation dans différents domaines (gestion générale et de Projets, Production des Bureaux d'Etudes, Banques de données, Bureau technique), a nécessité la mise en place de systèmes informatiques évolués (CII-HB, IBM, DEC, HP...).

Nous recherchons aujourd'hui, pour diriger les activités du Service ETUDES (Réalisations et Méthodes) un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE X, Mines, Centrale, Sup'Elec.

qui, placé sous l'autorité du Directeur du département Informatique, sera chargé de faire évoluer le plan d'informatisation de nos activités, d'établir les avant-projets d'application et de définir les actions d'organisation à entreprendre. Dans cette mission, il travaillera en étroite collaboration avec les différentes directions concernées.

Ce poste de fort calibre requiert l'expérience d'un informaticien rompu "au terrain" et possédant une expérience accomplie des problèmes posés par l'introduction de l'informatisation chez les utilisateurs. Ce back-ground aura été acquis pendant plusieurs années dans un domaine similaire, par préférence, tel qu'Ingénierie; Bureau d'Etudes ou société de services.

Le niveau du poste et les perspectives d'évolution dans le Groupe nécessitent, par ailleurs, une pratique courante de l'anglais.

Lieu de travail : au siège, proche banlieue Sud PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 80610/M à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

هنا من الامم

هنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 4 janvier 1984 - Page 23

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ QUARTIER ST LAZARE
recherche
pour sa Division Armement

une TECHNICIENNE en INFORMATIQUE

pour utilisation et exploitation de programmes sur mini-ordinateur.
- DUT informatique exigée.
- Connaissance et expérience BASIC ALCYBAZ (pour équipements MBC/MATRA) très appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 3579
PUBLICITÉS REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui tr.

Importante société de gestion immobilière

— Paris Ouest —

Nous développons notre activité dans différents domaines, de la construction à la gestion d'immeubles. De nombreux organismes nous honorent de leur confiance et nous mettons notre professionnalisme à leur service. Nous souhaitons nous doter d'une informatique performante et pour cela, créons le poste de

Responsable organisation informatique

Avec la Direction Générale, vous définirez la politique informatique à mettre en œuvre et aurez en charge sa réalisation optimale dans nos différents secteurs d'intervention. Vous êtes ingénieur informaticien depuis 5 à 10 ans et avez réalisé des applications en matière de comptabilité. Vous avez le goût, sinon l'expérience, de l'organisation et possédez une connaissance pratique de l'informatique au service de l'ensemble des fonctions d'une entreprise. Vous souhaitez développer vos compétences au sein de l'équipe de Direction d'une société à l'échelle humaine.

Merci d'adresser votre candidature à Christine DEFECHÉ (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), qui l'étudiera avec rapidité et discrétion, sous réf. 22087/M,
S&S-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chénouet, 204, Rond Point du Pont de Sèvres,
92516 BOULOGNE CEDEX

sélé **CEGOS**
INFORMATIQUE



SMAbtp

1^{er} Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics
recherche

Responsable du Service Statistiques

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE ENSAE, SUP, ayant quelques années d'expérience dans ce domaine et l'habitude de l'animation d'une équipe. Il devra, avec l'aide d'un groupe de 5 personnes et l'appui d'outils informatiques adaptés (APL), mettre au point, produire, analyser les tableaux de bord de tous les risques, et participer à la conception du système d'information de la société.

Envoyez-nous en précisant votre expérience et vos prétentions sous référence 628 à :

Interconfor
3, rue du Helder 75009 Paris

groupe chimique
dimension mondiale

Jeune cadre technico-commercial

Groupe chimique de dimension mondiale, nous recherchons pour notre filiale commerciale en France, C.A. : 1,7 milliard de francs, un jeune cadre technico-commercial.

Basé à Clamart (92), cet homme de contacts aura la responsabilité d'une importante ligne de produits auprès de la clientèle française existante et potentielle. Il devra faire preuve de talents de négociateur et montrer ses capacités de persuasion, tant avec les clients qu'avec les divisions britanniques.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce ou Grande Ecole de Chimie, il aura impérativement une excellente connaissance de la langue et de la culture anglaises.

Le poste débouchera, pour un candidat de valeur, vers une carrière internationale.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 314 à ICI FRANCE - Service du Personnel - 8, avenue Réaumur - 92140 CLAMART.



JEUNE
JOURNALISTE
DEVENEZ
RÉDACTEUR
PUBLICITAIRE

Agence spécialisée dans la publicité de recrutement, nous souhaitons intégrer un jeune journaliste (homme ou femme).

Agé d'au moins 27 ans, de formation supérieure (licence ou école de journalisme par exemple), le candidat aura obligatoirement une expérience professionnelle réussie de 3 ans minimum.

Ce poste à temps complet est à pourvoir à PARIS CENTRE.

Si vous êtes motivé par cette opportunité et si vous correspondez au profil ci-dessus, adressez votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions), sous la réf. 2778 L à M. CONDRAO, 25, rue Proudhon, 93210 PLAINES-SAINT-DENIS. NE PAS TÉLÉPHONER. NE PAS DE PRÉSENTER.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

PARIS

Technique Electronique de Contrôle

Une société française (C.A. 2,5 milliards - effectif 2000 personnes) filiale d'un groupe industriel international aux activités diversifiées, recherche UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL. Dans le cadre des objectifs fixés et disposant d'une grande autonomie d'action, il sera chargé de lancer sur le marché français un nouveau système de contrôle programmable de composants, circuits imprimés, sous-ensembles et appareils électroniques. Dans cette optique, il devra prospecter une clientèle très variée utilisant l'électronique auprès de laquelle il présentera le système et ses applications. Il négociera les contrats, en suivra la bonne exécution et leur développement. La candidate retenue, âgée d'au moins 27 ans, de formation technique approfondie option électronique ou informatique, possèdera quelques années d'une expérience acquise en bureau d'études d'une société dont les productions font appel à des technologies de pointe (électronique de puissance). Il parlera anglais et/ou allemand. Ce poste implique d'éventuels déplacements. Une évolution de carrière rapide et intéressante peut être envisagée au sein de la société française ou au niveau du groupe.

Ecrire sous référence 852/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

"PROFIL" CHEF DE PRODUIT JUNIOR

PARIS

Spiritueux

Une des premières sociétés française de spiritueux, de réputation mondiale (85% de son CA à l'exportation) recherche UN CHEF DE PRODUIT JUNIOR. Sous l'autorité du Directeur du Marketing, il sera chargé, dans un premier temps, de coordonner les actions des différents services (laboratoire, usine, commercial...) intervenant dans le processus de développement de nouveaux produits. Il aura à analyser divers panels de distribution et études de marché qui lui permettront de préparer des prévisions de vente pour les différentes lignes de produits de la société, produits maison ou produits de négoce. Il s'orientera après quelques mois vers une fonction comptable de Chef de Produit Junior participant pleinement à la définition marketing (budgets, argumentaires, PLV, plan média...) de telle ou telle ligne de produits. Le candidat retenu, H ou F, de formation supérieure type ESC possèdera une première expérience professionnelle (1 à 2 ans) acquise, dans un service marketing d'une société diffusant des produits de consommation courante (alimentaire si possible). Il possèdera surtout un « profil » psychologique impliquant souplesse d'adaptation et volonté de réussir.

Ecrire sous référence 651/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

ETS FINANCIER
spécialisé investissement financier
d'énergie et profession-
nels entreprises cherche pour
Paris

ANALYSTE FINANCIER

pour études dossiers, financement entreprises sous secteurs sous formes crédit, crédit bail et location. Formation Ecole de Commerce option finances, comptabilité, contrôle de gestion. Débutant accepté, éventuellement stagiaire. Position cadre. Adr. C.V., photo et prét. sous réf. 11.551 à P. LICHAU S.A. S.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ PHONOGRAPHIQUE
internationale recherche pour son

CONTRÔLE DE GESTION

HOMME OU FEMME

Formation comptable ou école de commerce. Anglais souhaité. Lieu de travail : BOULOGNE, M^e Pont de Sèvres.

Env. C.V., photo et prétentions à PATHE MARCONI, EMI, service central du personnel, 2, r. Emile-Péché, 75 Châteaufort.

VOUS ETES ANALYSTE

MIAGE + 3 à 5 ans d'expérience.

Nous sommes une SSCI chargée par notre client (groupe multinational) de vous intégrer au sein de son équipe informatique. Vous aurez la responsabilité de définir, concevoir, mettre en place et gérer un système de bases de données sur plusieurs sites.

La connaissance du système d'exploitation du VAX sera un atout.

Ce poste à pourvoir en région parisienne implique de la part des candidats le goût pour le travail en équipe.

Adressez-nous votre candidature :

Antoine PENARANDA
NEKOS
24, rue Henri Barbusse
92110 CLICHY



GILSON

MEDICAL ELECTRONICS

NOUS concevons et construisons des instruments de laboratoire que nous expédions à travers le monde.

VOUS êtes

— Jeune ingénieur électromécanicien ?

— Vous êtes intéressé par les techniques nouvelles ?

— Par les négociations commerciales ?

— Voulez-vous rejoindre notre équipe de production pour les

ACHATS TECHNIQUES ?

Envoyez votre C.V. et prétentions à :
Vincent OBERTHUR
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta
95400 Villiers-le-Bel



VOUS ETES

INGENIEUR SYSTEME

(5 ans d'expérience).

Vous connaissez le système d'exploitation du VAX.

Vous aimez les challenges techniques.

Vous avez le goût du conseil et de l'assistance technique.

NOUS SOMMES

Une SSCI chargée de mettre en place dans un groupe multinational un

réseau de 6 VAX (télécom, bases de données) pour un projet très ambitieux.

Venez nous rejoindre pour ce premier challenge technique et humain.

Votre profit matériel sera à la hauteur de votre profit intellectuel.

Ce poste à pourvoir dans la région parisienne implique de la part des candidats le goût pour le travail en équipe.

Adressez-nous votre candidature :

Antoine PENARANDA
NEKOS
24, rue Henri Barbusse
92110 CLICHY



Etablissement industriel (1400 personnes)
faisant partie d'un groupe français de renommée mondiale,
situé en proche banlieue parisienne, souhaite intégrer

JEUNE CADRE FONCTION PERSONNEL

Sous l'autorité du responsable du personnel, vous participerez à la politique des relations humaines et sociales de l'Etablissement. Vous coordonnerez la gestion prévisionnelle des ressources humaines et le développement de la gestion informatisée. Vous réaliserez des études ponctuelles et diverses (statistiques, tableaux de bord, ...).

De formation supérieure, vous vous êtes spécialisée dans la fonction personnel. Vous avez acquis au cours d'une première expérience professionnelle (1 à 2 ans) une bonne maîtrise des problèmes juridiques liés aux relations sociales.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 85336 à
CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société Métallurgique

C.A. : 1,4 milliard dont 50 % à l'export
recherche

CADRE COMMERCIAL VENTE EXPORT

Diplômé Ecole de Commerce

Poste basé à Paris
Anglais parlé et écrit indispensable
Expérience dans poste similaire de
quelques années

Adresser lettre manuscrite avec CV et prétentions en anglais + photo à N° 85420 à
CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra -
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Importante société privée française (siège : PARIS)
recherche pour développer son activité de CONSEIL et
de SERVICE des consultants en gestion du par-
sonnel possédant une formation école d'ingénieur,
grande école commerciale ou universitaire, une
compétence affirmée d'organisateur, de solides
connaissances en gestion des ressources hu-
maines et en informatique et une expérience
professionnelle de 5 années ou moins, acquise en
cabinet de conseil ou en entreprise.
Rémunération : 220 000 F/an ou + selon personnalité
et références.

Adresser candidature manuscrite avec CV détaillé et
photo à : Mme BAUDOUIN - 3, rue Portails - 75008 PARIS.

**Consultants
en gestion du personnel**

Dessain

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

DE LA CONCEPTION A LA PRODUCTION D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES

De création récente, la Division RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT de ce puissant groupe industriel français, a pour mission de concevoir et développer des équipements électroniques de contrôle industriel. Elle recherche un Ingénieur Confirmé (SUPELEC, A.M., E.C.L...) pour assurer la conception industrielle. Au delà d'une fonction de conception et d'innovation technologiques, le collaborateur recherché devra mettre en œuvre auprès des services d'études et de développement concernés des méthodes et des règles d'industrialisation (analyse de la valeur, standards...) en liaison étroite avec le service des Méthodes de Production. Ce poste nécessite une expérience minimum de cinq ans dans un contexte de production de matériel électronique professionnel en moyenne série ou dans une activité proche.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1221 M.

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



jeunes ingénieurs commerciaux électroniciens

Paris Bordeaux Aix
Lyon Toulouse Rennes

190.000 +

La division "Mesure et Systèmes" de Hewlett Packard France a une croissance soutenue et régulière liée à son excellente notoriété et à l'avance technologique de ses produits. Elle souhaite recruter des ingénieurs électroniciens pour renforcer ses équipes commerciales de Paris et de province.

Dépendant du Chef de Région, l'ingénieur commercial est responsable de la vente des produits pour un secteur. Ces produits couvrent les domaines de l'instrumentation de mesure, de l'électronique numérique, des mesures hyperfréquences, des télécommunications et de l'électronique industrielle. Outre la prospection et la présentation des produits, l'ingénieur commercial est un ingénieur d'affaires : il doit s'attacher à identifier et à résoudre le problème du client et à lui fournir tout conseil utile. Ses interlocuteurs seront des ingénieurs des milieux industriels et scientifiques.

Les candidats, âgés d'une trentaine d'années, sont ingénieurs électroniciens diplômés d'une école scientifique et ont deux à trois ans d'expérience de vente de produits de haute technologie. Les postes requièrent des qualités de communication et de conviction. La connaissance indispensable des techniques de mesure sera complétée par une formation spécifique aux produits. Une bonne pratique de l'anglais facilitera une évolution de carrière intéressante au sein de Hewlett Packard. Voiture de fonction et intéressement aux bénéfices.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 11104/M à H. Bouet, Sema-Sélection - Centre Metra 18/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE, en indiquant le lieu de travail souhaité. Les entretiens auront lieu dans les différentes villes citées.



sema selection Paris Lille Lyon
Marquette Toulouse

Participez au Développement de notre Informatisation.

Très importante société d'INGÉNIEURIE GÉNÉRALE (3000 personnes), nous développons activement l'informatisation dans de nombreux domaines (gestion générale et de projets, Production des Bureaux d'Etudes, Banques de données, Bureautique...) en disposant de systèmes avancés (CI-HB, IBM, DEC, HP...).

Nous renforçons les structures de notre Division INFORMATIQUE et recherchons pour compléter nos équipes:

CHEF DE PROJET GESTION

De formation supérieure doublée d'un IAE Gestion, si possible, il dispose d'une expérience de 3 ans environ en tant qu'INGÉNIEUR ANALYSTE de Gestion.

Il participera étroitement au développement d'applications, dans le domaine de la Gestion Générale, Gestion des Projets et Banques de données spécifiques. La pratique d'un système de bases de données serait appréciée.

Ce poste très évolutif, est à pourvoir à notre siège social (proche banlieue Sud PARIS).

Les dossiers de candidatures sous référence 80611/M sont à adresser à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Agence de l'Informatique

Établissement public industriel et commercial, recherche et transfert technologique (20 personnes)

responsable de la division des affaires générales

Profil : DES ou DEA de Gestion, Sciences Eco., Droit des Affaires ou Sciences Po. (option finance et comptabilité). Expérience minimum souhaitée : 3 ans en entreprise ou administration.

Fonctions :
- préparation et suivi des budgets (étude et fonctionnement)
- négociation, élaboration et suivi des contrats, relation avec les services administratifs et comptables de l'Agence,
- gestion des publications de la direction.

Adresser lettre man., c.v., prétentions à Mme Helleboid Agence de l'Informatique - Tour Fiat codex 16 92084 Paris la Défense.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ HORLOGÈRE

Distributeur de la plus grande marque mondiale recherche pour PARIS un

CONTROLEUR DE GESTION

- Diplômé d'une grande école de gestion ou équivalent, ayant acquis une première expérience d'environ 2 ans dans la fonction ;

- Il sera chargé, après une période d'adaptation :
- de l'élaboration du budget et du plan à moyen terme ;
- du contrôle budgétaire ;
- du tableau de bord et du reporting ;
- des analyses de gestion.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo Réf. 15 à JEU, 27, rue de Roma, 75008 PARIS qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE

SECTEUR LA DÉFENSE

recherche

GESTIONNAIRES HF

titulaires de la maîtrise en droit pour gestion de dossiers sinistres civils et militaires (option droit des assurances ou droit de la construction appréciée).

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions sous référence 12381 à



Emplois et Entreprises 18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

ENTREPRISE SPÉCIALISÉE TRAVAUX DANS LE SOL

Siège : PARIS (16e)

recherche pour participer à ses études

JEUNE INGÉNIEUR

- Soit débutant mais ayant suivi un cycle d'études complémentaires en géotechnique.
- Soit riche d'une expérience en géotechnique de quelques années.
- Pratique de l'anglais impérative.

Adresser C.V. sous référence 70530 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Cabinet organisation recherche pour secteur bancaire (Paris et Province)

ORGANISATEURS

- Formation supérieure.
- 5 ans minimum d'expérience.
- Qualité contact et animation.
Séminaires références exigées. C.V. + photo et prêt. à : 3,025 Publicité Réunion, 112, Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

ASSISTANTE INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL pour services pièces de rechange, relations avec clientèle technique, vente d'équipement. Niveau D.E.U.G. ou équivalent. Salaire 4.500,25 F mensuels. Ecrire sous le n° 7.213 95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

UN JEUNE REDACTEUR

DU BACCALAURÉAT Pour permanence d'accueil des journaux de 18 à 28 ans. Expérience dans ce domaine appréciée. Recrutement sous contrat. Salaire 4.500,25 F mensuels. Ecrire sous le n° 7.213 95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Collaborateur (trice)

Libre très rapidement. Niveau B.T.S. ou DECS. Min. 2 ans expérience cabinet. Salaire intéressant selon expérience. Tél. 523-52-20.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL

QUARTIER ÉTOILE

recherche pour son

SERVICE FORMATION PROFESSIONNELLE

JURISTE

Maîtrise ou D.E.S.S. Droit Social ou Droit de Travail, 5 années expérience min. Pour traiter des questions juridiques relatives à la formation et secondariser le chef de service dans participation à réunions, rédaction de circulaires d'information...

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous n° 70.451 à BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

LABORATOIRE MUSEUM ASSOCIÉ AU C.N.R.S.

PARIS (5e) recherche

INGÉNIEUR ANALYSTE

Pour modélisation numérique de dynamique océanique (Ponton et Assemblée). Poste à A.C.N.R.S. Thèse de 3^e cycle ou Ingénieur Grande École.

Adresser C.V. et prétentions au MUSEUM Océanographique, 43-45 rue Cuvier, 75005 Paris.

UNILOG

Groupe indépendant de Sociétés de Services et de Conseil en Informatique de Gestion

8 Sociétés - 420 Ingénieurs

s'est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.

Les deux sociétés du Groupe MINUSYSTÈMES et BUREAUSYSTÈMES, spécialisées en systèmes de gestion informatisée sur mini-ordinateurs et en ingénierie bureautique recrutent pour le 20 Février 1984 des

ingénieurs débutants

Écoles d'ingénieurs ou 3^e cycle d'études supérieures scientifiques.

Ils suivent des leur intégration une formation théorique et pratique, considérée comme l'une des plus solides du secteur. Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils interviennent sur des projets en relation avec les clients du Groupe (industries, banques, P.M.E., professions libérales...) où ils seront amenés à assurer la conception, la réalisation et la mise en place de systèmes de gestion et d'automatisation des postes de travail. Leur évolution ultérieure leur permettra d'actualiser en permanence leurs connaissances et d'évoluer vers la conduite de projets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et une photo sous réf. 80608 à

UNILOG, 8, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS

Membre de Syntec Informatique.

Société d'ingénierie de tout premier plan recherche

Assistant contrôle budgétaire

DUT Gestion - Option Finances Comptabilité

Rattaché(e) au service Contrôle de Gestion et en liaison étroite avec les services comptables et informatiques, il/elle assurera la liaison avec les unités opérationnelles dans les domaines de la gestion, de la préparation et du suivi des budgets. Une première expérience est souhaitée, mais les qualités relation-

nelles et la capacité à assumer de manière autonome les responsabilités proposées seront déterminantes. Le poste est à pourvoir en proche banlieue Sud. Merci d'adresser dossier de candidature (CV et photo), sous réf. 3375 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Chimie Pharmaceutique

Pour notre centre de recherches basé à ROMAINVILLE (93)

nous recrutons un

Ingénieur Docteur ou Docteur d'Etat

Il prendra la responsabilité d'une petite équipe de techniciens au sein d'un laboratoire de synthèse organique, pour la recherche de nouvelles molécules actives. Il est nécessaire de posséder une première expérience professionnelle de recherche, de préférence dans le domaine industriel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous Réf. 801M à Robert de VITRY - Roussel Uclaf - Service Gestion des Cadres - B.P. 120.07 - 75323 Paris Cedex 07

ROUSSEL UCLAF

HONDA FRANCE

recherche pour son siège social à MARNE LA VALLÉE

UN RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE

Agé de 30 ans environ, le candidat retenu sera chargé des relations avec les banques, de la gestion prévisionnelle des besoins en trésorerie de l'entreprise et de la supervision des opérations comptables s'y rapportant.

Une expérience professionnelle de quelques années dans ce domaine est indispensable, de même qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser C.V., photo et prétentions à

HONDA FRANCE

Service du Personnel

Parc d'activités de Paris Est - BP 46 77312 MARNE LA VALLÉE sous référence CS-84

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

à vocation internationale

recherche pour son Siège Social à PARIS

UN FISCALISTE DE HAUT NIVEAU

ayant une dizaine d'années d'expérience. Pratique de l'anglais nécessaire. Connaissance de l'allemand appréciée.

Adresser candidature à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal 75001 PARIS, sous référence 34142

هنا من العمل

Le Monde

économie

SUR ANTENNE 2

La mutation industrielle demande beaucoup de courage et d'imagination

déclare M. Laurent Fabius

« Le général de Gaulle a fait la mutation et la modernisation industrielle. Notre tâche à nous est de faire la mutation économique et sociale (...), de mener à bien la mutation industrielle, en tenant compte au maximum de l'aspect humain, et en évitant d'accepter les conséquences parfois difficiles sans cacher la vérité. » Invité le 2 janvier de l'émission « l'heure de vérité » d'Antenne 2, M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a expliqué que la plupart des pays occidentaux avaient commencé cette mutation industrielle entre 1975 et 1980. La France, elle, a pris du retard et il « faut donc que nous la faisons [cette mutation] entre 1980 et 1986. C'est la gauche qui doit la faire ». (...) « Il y a deux méthodes », à poursuivre M. Fabius : « La mutation sauvage. C'est ce qui est fait dans d'autres pays qui ont voulu nous donner un exemple. On dit, pour que ça marche, pour qu'on soit compétitif, il faut qu'il y ait tant de dizaines de milliers de licenciements. On ne se préoccupe pas plus que cela du sort des gens, on les met à la porte. Ce n'est pas le choix que nous faisons. L'autre, c'est d'essayer d'organiser cette mutation pour qu'elle ne passe pas trop sur ceux qui travaillent. C'est très difficile, demande beaucoup de courage, et d'imagination. L'électeur de la gauche n'y était pas nécessairement toujours préparé, il pensait peut-être que les choses seraient plus faciles qu'elles ne le sont. »

Interrogé sur l'efficacité des nationalisations, M. Fabius a estimé que, faute d'être nationalisé, la plupart

Le chemin de croix de la gauche

des entreprises concernées « auraient fermé leurs portes ou se seraient vendues par appartements (...). L'extension du secteur public a permis de consolider des secteurs qui n'allaient pas, et je veux qu'en 1985 le secteur public gagne de l'argent (...) Il n'y a aucune raison que le secteur public soit moins bien géré que le secteur privé. »

Enfin, le ministre a évoqué les problèmes européens et les actions qu'il allait tenter d'engager, au cours des six prochains mois. « L'Europe est devenue aujourd'hui l'Europe des problèmes. Je voudrais qu'elle puisse devenir l'Europe des espoirs. Dans les six mois qui viennent, nous avons en projet un grand programme pour l'Europe en matière d'électronique et d'informatique (...). Je souhaite que l'on arrive à bâtir aussi un grand programme pour les biotechnologies et un programme pour les chercheurs européens. Je pense que l'Europe est la clé de demain. »

Le chemin de croix de la gauche

La France s'est engagée avec retard par rapport aux autres pays occidentaux dans la vaste mutation industrielle engendrée et imposée par les progrès technologiques, l'irruption de l'électronique, l'automatisation. Il faut donc aujourd'hui mettre les bouchées doubles pour rattraper le retard. Ce constat, ce « credo industriel » du gouvernement socialiste, n'est pas nouveau. Voilà deux ans maintenant que l'« impératif industriel » figure en tête des préoccupations gouvernementales. Voilà neuf mois que M. Fabius, reprenant les propos de ses prédécesseurs René de Broglie, insiste sur la nécessité d'adaptation de l'outil de production.

Jusqu'à ces dernières semaines, le discours restait cependant au stade des intentions. Comme si le jeune ministre préférait s'en tenir aux concepts et éviter quelques « républicains à la gauche » sur le terrain. Habile politicien, premier ministre, Laurent Fabius n'est que de passage rue de Grenelle, il murmure alors dans la classe politique. « Il ne faut donc pas faire de vagues, et ne se risquer pas à trancher dans le vif. » Cette analyse était sans doute valable il y a encore quelques semaines. Lorsqu'on envisageait un

remaniement gouvernemental qui aurait pu propulser M. Fabius à de plus hautes responsabilités. Or, il semble acquis désormais que les échéances sont repoussées d'au moins six mois. Dès lors, la prudence tactique n'était plus de mise pour le ministre de l'Industrie et de la Recherche.

La nouveauté, aujourd'hui, c'est que les propos du gouvernement, du ministre de l'Industrie, commencent à être traduits dans les faits. Pour les Charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals, les révolutions déclinantes sont en cours. A travers Taitbout, c'est tout le problème des « sureffectifs » dans les industries de transformation qui est posé. Convaincu que le temps presse — mais pourquoi avoir attendu deux ans ? — M. Laurent Fabius veut donc accélérer les mutations.

Quel que soit l'héritage, cette transformation de notre appareil de production causera d'autant plus de dégâts que l'on a trop tardé. D'où le débat actuel au sein de la majorité entre ceux qui estiment que la gauche « perdrait son âme en faisant le travail de la droite » et que, à tout prendre, il vaudrait mieux laisser à une autre majorité parlementaire — en 1985 ? — le soin de procéder à la rationalisation de l'outil de production, et ceux qui jugent qu'une telle attitude serait suicidaire pour le pays comme pour la gauche, celle-ci devant faire son chemin de croix jusqu'au bout...

J.-M. O.

« M. Maire : « la politique industrielle est pour l'action syndicale le problème le plus urgent et le plus difficile. » Dans un entretien publié par la revue *Projet* de janvier, le secrétaire général de la C.F.D.T. affirme que « pour l'action syndicale, la politique industrielle est le problème le plus urgent mais aussi le plus difficile ». Pour M. Maire tant qu'il n'y a pas de propositions d'avenir ou de reconversion, notamment dans des secteurs comme la sidérurgie et le charbon, les syndicats jouent leur rôle qui est de « garder le maximum de salariés au travail ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$E.U.	8,495 8,495	+ 129 - 178	+ 260 - 325	+ 900 - 1090
Sch.	6,743 6,743	+ 132 - 188	+ 280 - 338	+ 780 - 1080
Yen (100)	2,629 2,629	+ 169 - 185	+ 315 - 325	+ 795 - 1235
DM	3,693 3,693	+ 150 - 170	+ 300 - 340	+ 880 - 1180
Flac.	2,712 2,712	+ 140 - 160	+ 270 - 325	+ 880 - 1070
F.S. (100)	14,984 14,984	+ 190 - 305	+ 300 - 640	+ 780 - 2290
S.A.	3,187 3,187	+ 225 - 280	+ 300 - 545	+ 1510 - 1910
L.I. (100)	5,624 5,624	+ 200 - 169	+ 440 - 329	+ 1325 - 1445
C. (100)	12,659 12,659	+ 285 - 340	+ 542 - 815	+ 1530 - 2720

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	10 1/4
\$E.U.	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	10 1/4
DM	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	10 1/4
Flac.	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	10 1/4
F.S. (100)	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	10 1/4
S.A.	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	10 1/4
L.I. (100)	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	10 1/4
C. (100)	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 15/16	9 9/16	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

DOLLAR PLUS FERME

8,40 F
Sur des marchés des changes sans tensions, le dollar s'est raffermi en ce début d'année 1984. Mardi 3 janvier à Paris, il valait 8,40 F contre, contre 8,33 F à la veille du week-end, et à Francfort, il est passé de 2,723 DM à 2,740 DM.

Le mark à Paris a valu 3,06 F contre 3,050 F.

SOCIAL

SELON UNE ETUDE DE L'O.C.D.E.

L'«Etat-providence» n'est pas condamné

Les dépenses sociales dans les pays de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique), qui ont augmenté presque deux fois plus vite que le produit national brut dans ces pays entre 1960 et 1980, vont se stabiliser, mais la protection sociale ne sera pas remise en cause : telles sont les conclusions d'une étude réalisée actuellement par cette organisation et dont les premiers éléments vont être publiés dans le numéro de l'*Observateur de l'O.C.D.E.* de janvier.

En effet, dans les sept pays les plus importants, les dépenses sociales représentaient en 1981 24 % du P.N.B. contre 14 % vingt ans plus tôt : la plus grande part, 40 %, est absorbée par les retraites, suivies par la santé (23 %) et l'éducation (20 %). L'assurance-chômage ne représentant que 5 % des dépenses, malgré la crise.

Cette évolution n'a été ni continue ni identique tout au long des vingt années. De 1960 à 1975, les dépenses sociales ont progressé au rythme réel (en volume) de 8 % l'an, si l'on décale les effets de l'inflation. Cette progression est due pour la plus grande part (5 % l'an) à des initiatives des pouvoirs publics pour améliorer les programmes sociaux et étendre le nombre de leurs bénéficiaires — plus qu'à la répercussion de l'évolution démographique. Elle a joué surtout sur les dépenses de santé, qui ont connu au cours de cette période une véritable « explosion ». A partir de 1975, avec le ralentissement de la croissance économique, l'accroissement des programmes sociaux n'a plus été que de 4 % l'an en volume réel (contre 3 % pour le P.N.B.) ; il a profité autant aux retraites qu'aux allocations de chômage, tandis que se réduisait la part des dépenses de santé et surtout d'éducation.

Pour les années à venir, les experts de l'O.C.D.E. estiment que la protection sociale peut être main-

tenue à son niveau actuel et « l'Etat-providence n'est pas condamné » si l'augmentation des coûts en matière de santé et d'éducation n'excède pas de plus de 1 % celle du P.N.B., si l'on ne cherche pas à créer de nouveaux programmes — ce qui n'est pas invraisemblable à leurs yeux.

A condition que les gouvernements sachent résister aux pressions qui vont sans doute continuer à s'exercer sur eux, l'habitude aidant, notamment de la part des personnes âgées, dont l'accroissement se répercutera non seulement sur le volume des retraites, mais aussi sur les dépenses de santé et de logement. Les pouvoirs publics devront avoir le courage de calquer la croissance des dépenses sociales sur celle du P.N.B. ou de procéder à un « redéploiement ».

Une maison pour personnes âgées en Guyane. — M. Daniel Benoit, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, a annoncé la semaine dernière, lors du passage à Cayenne, la construction en 1985 d'une maison d'accueil pour personnes âgées de quatre-vingts lits, ainsi que la création d'un service d'aide à domicile rattaché directement à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et d'un poste de délégué départemental aux personnes âgées.

QUI CROIT ENCORE A LA CHANCE, L'IMMIGRE OU L'INFORMATIEN ?

Réponse dans *Actuel* et sur *Europe 1*

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS (17)
recherche
UN CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES
pour établissement des plans de pose de canalisations et suivi de petites études mécaniques.

LE POSTE COMPORTE :
— La formation d'un élève de 3^e année ;
— La conduite des projets ;
— La mise au point des études ;
— Les relations avec les services publics.

IL FAUT :
— Une formation IUT-BTS ou équivalente ;
— Une expérience d'études et de réalisation en V.H.D. et en construction mécanique ;
— Une attitude au contact.

Ad. C.V. + préférences sous n° 131 à P. LICHOUX S.A., B.P. 220, 75083 PARIS 12^e, qui transmettra.

Labo. recherche universitaire physique haute énergie (CERN) et développement station de physique nucléaire.

Envoyer C.V. + photo à M. HELLY, ACCELERATEUR LINEAIRE, B.A. 200, 91408 ORSAY.

Centre de Formation de l'Enseignement Supérieur de grandes entreprises recherche
FORMATEUR EN ORGANISATION
Expériences d'entreprise et d'enseignement souhaitées. Env. s/n° 7.204 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
Expérience min. 5 ans, courant fort en électronique et communication. Connaissances de micro-processeurs et automatismes. Anglais souhaitable. Formation ingénieur. **200.000 F**
Env. s/n° 289 à SWEET'S, 9, rue de la Harpe, 75006 Paris ou à.

L'ASSISTANT TECHNIQUE
chargé de développement logiciel et programmation d'une gestion thermique, rentrée janvier 1984. Tél. 01-57-30-84.

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES
Pour :
• Réalisation d'études et de documents techniques d'information sur le droit de la formation continue ;
• Animation d'actions de formation et conseil technique.

JURISTE
• Niveau 3^e cycle en droit du travail ou
• Expérience professionnelle 15 ans dans le domaine de la formation continue ;
• Bonne connaissance de la législation.
8.500 F brut x 13 mois

Env. au Centre INFO, 75001 Paris, Codex 07 20208 Paris-La Défense.

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES
• 5 ans d'expérience en micro-processeurs et informatique, 27 ans minimum.
• Débutants ou 2 ans d'expérience en hyperfréquences, 25 ans minimum.

Pour ces postes, l'anglais est indispensable.

Envoyer curriculum vitae et photographie à M. DIDOT, 25, rue Jean-Girard, 75116 Paris, ou téléphoner au 720-06-76.

LE GRETA DE CACHAN
Ministère Éducation nationale organise une formation
D'ANALYSTES PROGRAMMEURS
900 h. 18.000 F. 864-98-89.

URGENT
Cabinet d'Audit et Comptabilité aux comptes recherche
AUDITEURS CONFIRMÉS
5 ans minimum. Bonne maîtrise de la comptabilité et des procédures de gestion. Connaissance de l'administration des entreprises et des commissions aux comptes.

AUDITEURS CONFIRMÉS
5 ans minimum. Bonne maîtrise de la comptabilité et des procédures de gestion. Connaissance de l'administration des entreprises et des commissions aux comptes.

Env. avec curriculum vitae détaillé et photographie à GRAMET NAHUM, 23, rue d'Anjou, Paris (10).

secrétaires

Organisme form. pers. pour hospit. rech. **SECRÉTAIRE DIRECTION** maitrise, admin. compt. et syst. clients écrits. comptabilité frappe compt. trait. texte révis. sans ré. hum. indep. km. C.V. mait. leon. secour. manuscrit. photo. I.R.T.E.S. 51, rue Mal-Joffre, 92000 Nanterre.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL QUARTIER ÉTOILE
recherche
POUR SA DIRECTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
EXPERIMENTÉE

Expérience en écriture et dictée B.T.S. ou diplôme de formation universitaire + maîtrise pour les problèmes financiers

Env. avec C.V., photo et préférences n° 704 92 85.17, rue Labé, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Besoin - Société communication informatique rech. pour la Direction Générale

SECRÉTAIRE
BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS PARFAITE STENOGRAPHE DANS LES DEUX LANGUES Expérience professionnelle 20 mois - Mutuelle - Ad. lettre manuscrite, C.V., photo et préférences à C.V.P., 7, rue Beaumarchais, 75012 Paris.

capitales propositions commerciales
Société en pleine expansion dans secteur de pointe (vidéo communicationnelle) marchés d'exportation. CAJALUX PRIVES pr. parti. à son développement. M. PALHON, 10, rue Regnault, 75116 Paris.

travail à domicile
Sérieux, rapide et compétente. Travail sur Internet et tous types manuscrits, thèses, etc. Tarif intéressant. Tél. : 840-42-41.

automobiles

NOUVEAU VOLVO PARIS
Le plus grand centre de voitures d'occasion
VOITURES NEUVES
VOLVO MIRABEAU
54-56 av. de Versailles, 75016 Paris, Métro Mirabeau
524.43.61

secrétaires
Bessière - Société communication informatique rech. pour la Direction Générale

SECRÉTAIRE
BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS PARFAITE STENOGRAPHE DANS LES DEUX LANGUES Expérience professionnelle 20 mois - Mutuelle - Ad. lettre manuscrite, C.V., photo et préférences à C.V.P., 7, rue Beaumarchais, 75012 Paris.

capitales propositions commerciales
Société en pleine expansion dans secteur de pointe (vidéo communicationnelle) marchés d'exportation. CAJALUX PRIVES pr. parti. à son développement. M. PALHON, 10, rue Regnault, 75116 Paris.

travail à domicile
Sérieux, rapide et compétente. Travail sur Internet et tous types manuscrits, thèses, etc. Tarif intéressant. Tél. : 840-42-41.

L'immobilier

appartements vente

6^e arrdt
R. DU CHERCHE MIDI dans quartier plein de T. 3 p. 55 m² à rénover SECONDI 874-08-45.

11^e arrdt
Régulièrement - 3^e étage gent. apt 2 p. entrée cuis. à conforter - 172.000 F + débats - 557-70-08.

12^e arrdt
Proximité BOIS ET MÉTRO SAINT-MAUR 4 PCE 45 m² + 3 chbres et off. + serv. BOLL. VERD. 840.000 F. VERNEL : 528-01-60.

Mairie du 12^e
Beau 3 pièces tout confort. Pierre de Taille. 485.000 F. LERMS : 355-58-88.

13^e arrdt
13^e - 24^e étage, studio 33 m² + cave, linéaire, a. de bns. entièrement aménag. portes blindées - 330.000 F. Tél. : 580-51-61.

14^e arrdt
PLAISANCE 110 m² CHARMANT DUPLEX ATELIER D'ARTISTE GARDI 567-22-86.

15^e arrdt
CECOGI CONSTRUCT 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE QD STANDING STUDIO, 2, 3 PCE Studio 435 500 F 3 p. à part de 580 900 F 3 p. à part de 412 700 F LIVRAISON IMMÉDIATE Bureau de vente ouvert - du mardi au vendredi de 14 h à 18 heures. S'inscrire au 111 B. T. : 575-52-78 ou 557-82-55.

18^e arrdt
CECOGI CONSTRUCT Résidence « Mairie du 18^e » 53, RUE DU SIMPLON 23 APPTS DE STANDING STUDIO E, 3 P. PARK. Studio à part 219 100 F 3 p. à part 459 300 F 3 p. à part 582 000 F Financement : 575-62-78.

BUTTES-CHAUMONT
Beau 4 pièces, escalier, km. Pierre de Taille. 580.000 F. LERMS : 355-58-88.

92 Hauts-de-Seine
Près PONT-DE-SURENES VUE SUR BOIS PANORAMA SUR PARIS Et. élevé, petite résidence superbe gd liv. + 2 chbres gd ch. 2 bairs, 2 garages, belons + 45 m² terr. 920.000 F. VERNEL : 528-01-50.

94 Val-de-Marne
SAINT-MAURÉ-SOUS-BOIS Grand standing 148 m². Triple exposition, 3 chambres. GIER : 379-08-81.

appartements achats

RECHERCHE
Urgent Paris 14^e pièces. PAIE COMPTANT chez nous. Bon quartier. Tél. : 873-23-55.

locations non meublées offres

Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par S&S ou Ambassade - 285-11-08.

locations non meublées demandes

Paris
Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 295-58-44.

STÉ D'INVESTISSEMENT
recherche BUREAUX 50 à 300 m² BONNES ADRESSES QUARTIER AFFAIRES Offre au 287-34-51.

Région parisienne
Etude cherchée pour CADRES villes, par. rras banl. Loyer garanti 10.000 F. 283-57-02.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de société. Démarches et tous services. Permanence téléphonique : **355-17-50.**

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 150 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de société G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13^e - 586-85-11. 54, r. de Crémé, 19^e - 807-62-00.

viagers
Etude LODEL, 36, rld Voltaire PARIS 13^e. Tél. 355-51-58. Spécialiste viager. Expérience, discrétion, conseil.

DEMANDES D'EMPLOIS

A VOUS CHEFS D'ENTREPRISES QUI DÉSIREZ VOUS ADJOINDRE UN COLLABORATEUR
CAPABLE DE VOUS SECONDER EFFICACEMENT
Cadre de 43 ans, ayant 15 ans d'expérience en entreprise
Je suis peut-être l'homme que vous recherchez.
Vous pouvez me joindre au 239-11-16, en vous référant à l'annonce.
PAR AVANCE MERCI.

ESTHÉTICIENNE débutante, cherche emploi Paris, région parisienne. Env. s/n° 5.572 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Cadre sup. très dynamique, exp. direction administrative et financière dans l'industrie. Ad. rech. reconversion secteur privé n° 1 043.781 M.

REGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Hme 43 ans, ESC Finances Compt. DECS Compt. Desph. 53 gasc. Div. 10 ans dans multinationales et 9 ans secrétaire général P.M.E. Paris, double toutes propositions. Paris, province. Env. n° 85281. CONTEXTE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Urgent jeune homme 22 ans lib. C.M. cherche place chez un libraire, contrat simple pour préparer B.T. 663-18-00.

J.F. 24 ans, bonne lettre, parlant Espagnol, Anglais, Portugais, ch. emploi libérale, Agence de Voyages, Tourisme en Amérique. Env. s/n° 5.587/R à AGENCE NAVAS, B.P. 177, 92000 CANNES.

BAC + 5
Maîtrise et Licence E.E.A. D.E.S.S. Région Rhône-Alpes. Stage 2 mois. Téléphone : 16 (7) 822-32-82.

INFORMATIEN D.E. 01.80 cherche place fin en entreprise ou en labo pharm. V.E. libre. Env. Guide FITOUSSI, 40, rue du Chemin-Vert, 75011 PARIS ou tél. 805-85.17.

H. 38 ans, haut niveau, ESC, DECS, licence en Droit, 8 ans cabinet comptable, 7 ans cabinet immobilier, recherche poste à responsabilité DAF ou équivalent général dans grande et moyenne entreprise.

Env. s/n° 2.620 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

AUDIT-INFORMATIEN
Cours CHAN-ESTO, ORGANISME SAT. 15 ans d'expérience. Cherche emploi en région. Disponible immédiatement. 06 088-40-90 9/12 h - 15/18 h.

J.F. diplômé sup. lettres, All. Angl. écrit et parlé, exp. traductrice (édition 7 ans) traductrice (presse), secrétaire de rédaction, ch. emploi stable correspondant. Env. s/n° 2.537 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

SOCIAL

Les incidents à Talbot-Poissy

(Suite de la première page.)

Ainsi, si le B3 demeurait paralyse, le B2, où sont fabriquées les pièces de moteur, tournerait à 50 % environ à 8 heures du matin. Quant au B5, après le départ de la délégation, il redémarrerait comme si de rien n'était. Pas pour longtemps : de toute façon, l'arrêt du B3 constituera un goulot d'étranglement.

Vers 10 heures, le B3, lundi encore briqué à neuf et prêt à redémarrer, se réinstalle dans la grève. Sous les applaudissements, les tracteurs et les chariots Stenwick retrouvaient leur place autour des chaînes.

Au meeting du matin, M. Jean-Pierre Noul, pour la C.F.D.T., avait appelé à la poursuite de la grève, « tant qu'il restera un seul licenciement ». La C.F.D.T. met de l'huile sur le feu, répliquait, pour la C.G.T., M. Yves Bongiorno : « Sur les mille neuf cent cinq licenciés, seulement huit cents ont rendu leur lettre de

licenciement. Et un certain nombre ont changé d'avis et sont désormais prêts à partir. Des non-licenciés seraient volontaires pour faire l'appoint. Mais ni la direction ni la C.F.D.T. ne veulent vraiment négocier. » Un tract de la C.G.T., à la prise de service, appelait les salariés à « une journée d'information et de discussion ».

La direction réplique

A la fin de la matinée, dans un communiqué, la direction de Peugeot-Talbot annonçait qu'elle tirerait le 5 janvier « toutes les conséquences [...] de la situation actuelle » à l'usine de Poissy.

A cette date, deux comités centraux d'entreprise auront à connaître des projets de la direction de céder toutes ses parts de Talbot dans deux sociétés du groupe (le Monde du 29 décembre).

DANIEL SCHNEIDERMAN.

M. FABIUS : « Une expulsion n'est jamais une bonne solution »

A l'occasion de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le 2 janvier, M. Laurent Fabius a évoqué l'affaire Talbot. Après avoir justifié la démarche du gouvernement, qui a conduit à l'accord avec P.S.A., le ministre de l'Industrie a été interrogé sur la demande de certains travailleurs immigrés de bénéficier d'une aide au retour : « C'est vrai, a-t-il reconnu, cette revendication a pris un peu de court les syndicats et, pourquoi ne pas le dire ? le gouvernement. Je ne crois pas que ça puisse être dit en principe et qu'on doive dire partout « voilà ce qu'il faut faire », il faut s'ajuster aux situations. (...) On ne peut pas tout faire, on ne peut pas dépenser des sommes colossales qui seraient hors de portée de nos moyens. Mais si certains préfèrent cette solution plutôt qu'une autre, je crois que c'est l'honneur à la fois des syndicats et du gouvernement de la prendre en compte. »

A propos de l'évacuation de l'usine de Poissy, M. Fabius a

déclaré : « Une expulsion n'est jamais une bonne solution. Croyez que quand le gouvernement a accepté cette expulsion il ne l'a pas fait de gaieté de cœur, c'est une décision très dure, très difficile à prendre, pour moi. (...) 1 900 licenciements, c'est très lourd, mais qu'est-ce qui se passe s'il y en a 17 000 ? (...) Quand on gouverne, c'est rarement le choix entre une bonne et une mauvaise solution. Quand il y a le choix entre une bonne et une mauvaise solution, ça ne monte jamais au niveau du gouvernement. Quand on gouverne, c'est parfois très rarement le choix entre une bonne et une excellente, mais c'est bien plus souvent le choix entre une solution moyenne et une mauvaise solution. Et, dans cette affaire, ça nous a coûté beaucoup, et notamment au premier ministre, mais nous avons pensé que c'était la responsabilité du gouvernement devant les 17 000 salariés de Talbot de permettre que le travail reprenne. »



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE CAFSAAVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
n° P 3428

La Compagnie des Phosphates de Gafsa, exploitant minier dans le Sud tunisien, se propose de louer le matériel suivant en deux variantes :

Première variante :

- Un camion Dumper de 75 tonnes US ;

- Une chargeuse sur pneus de 9 m3.

Deuxième variante :

- Un camion Dumper de 120 tonnes US ;

- Une chargeuse sur pneus de 17 m3.

Les engins seront admis temporairement pour une période d'essai effective de l'ordre d'une à deux années, moyennant un paiement de location dans les normes des cahiers des charges tenus à la disposition des soumissionnaires aux bureaux de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume-d'Arabie-Saoudite, à Tunis (service général).

L'acquisition définitive pourra être prononcée après la période sus-indiquée et en cas d'essai concluant.

Les intéressés par cet avis d'appel d'offres pourront retirer un exemplaire des cahiers des charges contre paiement de 20 dinars.

L'ouverture des plis scellés contenant les offres et portant la mention « Ne pas ouvrir - A.O. n° P 3428 » sera publique et aura lieu le 14 février 1984, à 9 heures, dans la salle des réunions de la direction des achats, 2130 Metlaoui.

Les offres seront adressées au nom de M. le Directeur des achats de la C.P.G., à Metlaoui.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
POUR L'EXTENSION D'UN CENTRE
EMPLISSEUR DE BOUTEILLES A G.P.L.

La société Sudgaz se propose de lancer une adjudication sur appel d'offres international pour l'extension de son centre emplisseur de bouteilles à G.P.L. (Gaz de pétrole liquéfiés) de Sfax.

Les entreprises intéressées par la fourniture, le montage et la mise en service des équipements de conditionnement des G.P.L. peuvent prendre possession des pièces écrites du marché, moyennant le versement de 80 dinars tunisiens (80.000 D) à partir du lundi 9 janvier 1984.

Les soumissions doivent être adressées sous pli cacheté et recommandé portant la mention « Ne pas ouvrir - Appel d'offres centre emplisseur G.P.L. » avant le 30 janvier 1984 à Société Sudgaz, c/o DAP Tunisie, 20, rue Mouaoui, Iba-Abi-Soufiane, 1002 Tunis Belvédère (Tunisie).

TELEX PARTAGE
ETRAVESERVICE TELEX - 347.21.32

AFFAIRES

APRÈS LES CARBURANTS, L'AUTOMOBILE

Les frères Leclerc ou l'embryon
d'une dérégulation « à la française »

Les quelques véhicules mis en vente par M. Michel Leclerc dans sa station-service du XVI^e arrondissement de Paris ne signifient pas que son projet a réussi. Déjà les concessionnaires s'inquiètent et préparent un contre-feu, assuré qu'ils sont de l'appui d'un gouvernement, trop engagé dans les difficultés des constructeurs automobiles pour laisser mettre à mal les réseaux de distribution. Que l'opération prenne de l'ampleur et le service des mines saurait bien faire trainer « la mise en conformité » des véhicules achetés en Belgique.

Pourtant on soulignait, comme son frère Edouard, les rigidités des réseaux de distribution exclusive, les entraves multiples à la concurrence et le coût économique des réglementations, les frères Leclerc se lancent dans une campagne qui, outre-Atlantique, a abouti à la remise en cause de la notion même de service public. Voilà qui justifie qu'au-delà des opérations de publicité on leur prête attention.

Proposer pour 45 000 F une Talbot Solara vendue 53 000 F chez un concessionnaire, c'est faire la preuve que, dans l'Hexagone, le mode de distribution des automobiles pénalise le consommateur.

En fait, chaque constructeur européen fait le prix sur son propre marché et s'aligne sur les tarifs du leader dans les autres pays. Cela explique que, hors taxes, une Solara puisse être 18 % plus chère en France qu'en Belgique. La 205, par exemple, 10 % plus chère que sa concurrente Fiat-Uuo en France, est moins chère que celle-ci en Italie.

A taxes égales, les prix dans la C.E.E. peuvent ainsi varier de 20 % et même d'un peu plus avec la Grande-Bretagne, dont la pénalité britannique Leyland est en outre protégée des velléités d'achats à

l'étranger par la conduite à droite montée sur les voitures qui circulent dans le Royaume-Uni. L'exclusivité des concessionnaires, garantie non seulement des ventes, mais aussi de l'entretien des véhicules et donc, en fait, des parts de marché, peut être un poids financier pour les constructeurs chargés de soutenir leur réseau (20 % des concessionnaires sont filiales chez Peugeot et 12 % chez Renault). C'est le cas notamment pour Renault et Talbot dont les ventes sont en baisse. Et tout cela, le client finit par le payer. C'est pourquoi la Commission européenne envisage une libéralisation de la distribution dans ce secteur.

La lutte des deux frères - qui ne s'appréciant guère - en faveur des rabais sur les carburants veut être un autre exemple de ces dysfonctionnements des réseaux et du coût économique de la réglementation. La loi de 1928 et les textes dérivés qui ont institué un monopole d'importation de pétrole et de produits pétroliers de l'Etat, qui le délègue sous certaines conditions, entraîne pour les opérateurs de multiples obligations (transport sur des navires nationaux, stockage, investissements).

Le rapport Leclerc, du nom de l'ancien président de la Société générale, publiait les conclusions d'une comparaison systématique des marchés français et allemand - effectuée par la firme Arthur D. Little - qui faisait apparaître qu'entre 1960 et 1974 la marge théorique de raffinage et de distribution par tonne de pétrole, supérieure de plus de 20 % en France, n'avait pas empêché le consommateur français de payer ses produits pétroliers 10 % plus cher que son voisin allemand, sans enrichissement des compagnies pétrolières.

Vouloir l'élargissement des rabais - le gouvernement a partiellement

octroyé en permettant à ceux-ci de passer de 10 à 17 centimes maximum par litre sur le super, - c'est pousser à une rationalisation des réseaux et à des gains de productivité qui profitent au consommateur.

C'est ce « prélèvement réglementaire », selon la formule de M. Paul Mentré dans *Gulliver enchaîné* (1), que les frères Leclerc veulent réduire en ouvrant la concurrence sur les automobiles, l'essence, le livre, le tabac, certains produits vendus « exclusivement en pharmacie » et, depuis le 2 janvier, les parfums dans le centre Leclerc de Valenciennes grâce à l'achat à l'étranger de parfums français jusqu'à 30 % moins cher qu'en France.

Or ils ont à leur côté la plupart des associations de consommateurs. Que choisir ? mensuel de l'Union fédérale des consommateurs, n'écrit-il pas à propos de l'essence, au mois d'octobre : « Il y a eu l'égalité de l'accès à la culture avec un prix du livre très élevé pour tout le monde. Aujourd'hui, l'essence chère partout ne fait, c'est vrai, aucun favoritisme. A quand le prix imposé du beurre et des œufs, produits indispensables aux Français, pour lesquels les prix des petits commerces de centre-ville devraient être appliqués aux ruraux scandalisés par les différences ? »

C'est justement sous la pression des consommateurs américains qu'a commencé outre Atlantique, sous la présidence de M. Carter, la dérégulation des transports aériens (jusqu'alors soumis au contrôle strict du Civil Aeronautics Board), puis de l'énergie, des communications et télécommunications avec, notamment, la décision de faire écarter A.T.T. (le Monde daté 1-2 janvier), enfin du secteur financier. Une dérégulation que l'administration Reagan allait transposer en système, exigeant pour chaque

règle nouvelle comme pour le réexamen des règles anciennes une analyse « coût-avantage ».

On voit bien ce que cela a de séduisant : les commandes de toutes sortes, les limites à la concurrence des réseaux de distribution exclusive pèsent sur la productivité. Les Américains ont ainsi calculé que « les prélèvements réglementaires » dans les années 70 correspondaient approximativement aux prélèvements pétroliers.

Mais la contrepartie n'est pas moindre : les réseaux intégrés de distribution permettent de protéger les industries contre des canaux de prix et contre des pilliers de marques ; la limitation des rabais sur l'essence provoque une certaine redistribution et autorise le maintien de stations-service dans des régions qui, au nom de la seule rationalité économique, en seraient dépourvues ; la protection du petit commerce se justifie par son rôle dans le tissu social.

Vallé pourquoi « les coups de poing » des frères Leclerc méritent attention. M. Delors, au mois de décembre, affirmait : « Il faut libérer les entreprises des carcans juridiques et favoriser la dynamique en privilégiant les critères économiques », et annonçait une révision de la réglementation sur la distribution intégrée. La logique extrême de cet embryon, c'est le démantèlement de tous les monopoles (y compris d'E.D.F. et des P.T.T.). Il faut toujours prendre garde au modèle américain.

BRUNO DETHOMAS.

(1) *Gulliver enchaîné ou Comment déréguler l'économie*, par Paul Mentré aux éditions de la Table ronde, 72 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT

janvier 1984

14%

de

550
millions de F

14,07%

Au 000 obligations de F 5000

Moins d'annuité : F 4985 par

obligation

Durée de l'emprunt : 17 ans

17 janvier 1984

Taux d'intérêt : F 705 par titre

payable le 17 janvier de chaque

année et pour la première fois

le 17 janvier 1985

Durée totale : 10 ans

Amortissement annuel : en 5 ans

après un délai de 2 ans,

à partir du 17 janvier 1985

par annuités constantes :

- soit par remboursement ou par

paiement de 500 F ou soit annuité

égale et après 10 ans des titres

(remboursement anticipé)

- soit par rachat en Bourse

Amortissement anticipé :

obligation peut rachat en Bourse

Obligations : à la cote officielle

(Bourse de Paris)

QUI EST
LE MOINS
JALOUX,
GAINSBORG
OU CHARLÉLIE
COUTURE ?Réponse dans Actuel
et sur Europe 1

Compagnie Nationale du Rhône

S.A. au capital de F 35.068.150 Siège Social : 2, rue André Bonin 69316 Lyon Cedex 1

سوق المال

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

3 janvier

Un début d'année sans éclat

C'est sans éclat, que la Bourse de Paris a ouvert ses portes après trois jours chômés. En effet, les valeurs françaises ont baissé de 0,7 % environ dans un marché très calme, le manque d'affaires étant lié sans aucun doute à l'absence d'un grand nombre de professionnels. Or, en général, dans un marché creux, les valeurs françaises ont tendance à s'incliner. L'année dernière, la cote avait même fléchi de 4 % sous le poids des ventes de souscripteurs de Scaev-Monory.

Par contre, le nouveau système - le compte d'épargne en actions - lui, est pénalisant pour les souscripteurs séduits par les aller-retour. Le repli a donc été nettement plus modéré cette année, malgré quelques ventes de "placement" venant à expiration le 31 décembre 1983.

Esso, une des valeurs de la fin 1983, s'est à nouveau distingué, gagnant 7,4 %. Parmi les autres titres bien orientés, on relevait Chantiers France-Dunkerque 6,3 %, Perrier et Maisons Phénix + 4,7 %, Scaev et Creusot-Loire plus de 3 %, et de 2,5 % de Géophysique et de 2 % de Pétroles R.P.

En revanche, Danat a cédé 7 %, Nohel-Bazel 6,3 % et Bail-Equipement 6 %. S.F.M. et le Crédit National ont perdu 5 %, Codel, le R.E.V. et U.C.B. plus de 4 %.

La devise-titre a été formée à 10,84-10,88 F.

Les valeurs étrangères ont commencé l'année sur les chapeaux de roue : Unilever a progressé de 5,7 %, Philips de 3,9 % et Royal Dutch de 3 %. Hausse de 2,5 % de Rôyal Dac et de 1 % de B.A.S.F.

L'or s'est également apprécié mardi. Tandis qu'à Londres le prix de l'once ressortait à 384,58 dollars, à Paris il s'élevait à 384,58 dollars contre 378,78 vendredi. Le lingot a gagné 850 F à 103 850 F. Quant au napoleon il restait stable à 655 F.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice général de base 100 en 1949

23 déc. 30 déc.

Valeur franc à revenu variable 1291,1 1316,7

Valeur franc à revenu fixe 1549,9 1584,6

Base 100: 28 décembre 1972

Valeur franc à revenu variable 165,2 169

Valeur franc à revenu fixe 480,3 496,8

Base 100: 31 décembre 1981

Indice des valeurs françaises

à la fin de l'année 1983 (1-12-1983)

Indice général 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

Indice des valeurs françaises 100,9 104,4

Indice des valeurs étrangères 100,9 104,4

BOURSE DE PARIS Comptant

3 JANVIER

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

SECONDE MARCHÉ

3 JANVIER

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

VALEURS Cours précédent Dernier cours

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **VIOLENCE** : « Le secret nucléaire n'est plus », par Rauld Bertrand ; « Mais qu'est-ce que le terrorisme ? », par Gérard Chailand ; « Choisissons, la terre ou la paix », par Christian Jones.

LU : Le Pouvoir de contester, de Jean Baudrillard.

ÉTRANGER

3. **AFRIQUE** : Les émeutes en Tunisie ; Les suites du coup d'État au Nigeria.
4. **AMÉRIQUES** : Les affrontements armés se multiplient en Amérique centrale.
4. **PROCHE-ORIENT** : L'URAN : la réduction du contingent français déconcerte les Libanais.
5. **EUROPE** : Pologne : Varsovie reproche à la France des « colonies antisociales sans précédent ».

POLITIQUE

- 6 à 9. La publication du rapport de la Cour des comptes sur l'ELF-Aquitaine.

SOCIÉTÉ

10. Après les attentats du 31 décembre : L'arrestation de Jean-Marc Leclerc en France pourrait permettre d'élucider l'affaire Orsini.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

11. 1984 : de nouvelles clés pour déchiffrer le cancer.
12. Le système de santé chinois.
12. La réforme des hôpitaux publics.

CULTURE

13. **CINÉMA** : rencontre avec Henri Alkan.
14. **THÉÂTRE** : l'agence d'U.R.S.S. pour les droits d'auteurs intente un procès à la direction du Lucerna.
15. **POINT DE VUE** : « Bons et mauvais traitements », par Christian Le Gallou.

ÉCONOMIE

25. M. Fabius à l'heure de vérité, sur l'Antenne 2.
- 25-26. **SOCIAL** : la situation à l'usine Talbot de Poissy.
27. **AFFAIRES** : les frères Leclerc ou l'embryon d'une dérogation à la loi du travail.

- RADIO-TELEVISION (15)** : Informations « SERVICES » (17) : « Légion d'honneur » ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.
- Annuaire classés (18-25) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (27).

● **Alerte à la bombe en gare de Dijon** : La gare de Dijon a été complètement évacuée mardi 3 décembre à 10 h 15 à la suite d'un appel anonyme, précisant qu'une bombe avait été déposée à la consigne automatique. Les artificiers ont contrôlé la salle des consignés et n'ont trouvé aucun objet suspect. La gare devait être rouverte au public à 11 h 30.

CERRUTI 1881
PARIS

SOLDES ET VENTES SPECIALES
du 4 au 7 Janvier

CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE

CERRUTI LIGNE FEMME
15 Pl. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

A B C D F G H

LES CÉRÉMONIES DES VŒUX À L'ÉLYSÉE

« Le gouvernement comme l'administration n'ont pas à échapper à la loi et au contrôle des juges »
affirme le président de la République

La traditionnelle cérémonie des vœux a commencé, mardi matin 3 janvier, à l'Élysée. Le président de la République a, tout d'abord, reçu le gouvernement.

Au premier ministre, qui évoquait le fait que la France vit actuellement, selon lui, un changement de société comparable au passage de la société rurale à la société industrielle, M. François Mitterrand a répondu que ce changement « considérable » n'était pas moins « difficile ». Il doit être, selon le chef de l'État - dont le porte-parole de l'Élysée, M. Michel Vauzelle, a rapporté les propos - conduit par un gouvernement de progrès, qui doit le favoriser, le faciliter, l'accompagner. Il est nécessaire, estime M. Mitterrand, que ce gouvernement ait le « souci minutieux » de servir ceux des Français qui sont les moins favorisés, ceux qui souffrent

le plus. Ce gouvernement doit être à l'écoute d'une opinion qui, estime le chef de l'État, comprend de mieux en mieux les dures réalités du moment et qui doit trouver auprès du gouvernement la coincidence entre ses propres espérances et l'action de ce gouvernement.

M. Mitterrand devait, ensuite, recevoir les vœux des corps constitués.

Répondant à M. Nicolas, vice-président du Conseil d'État, M. Mitterrand a déclaré, en présence du premier ministre, de MM. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, Robert Badinter, ministre de la justice, et Anicet Le Pors, secrétaire d'État à la fonction publique, que les Français doivent comprendre le sens des efforts qui leur sont demandés. « Nous devons, a-t-il dit, adapter notre système à la société moderne ».

Le chef de l'État a souligné que

cette mutation provoque un « profond désarroi » chez celles et ceux qui en subissent les conséquences. Le pouvoir est ainsi soumis à deux tentations contraires : « Ralentir les mutations afin d'en atténuer la brutalité ; les accélérer pour forcer le destin, pour réduire la période transitoire ». Selon lui, la vérité se situe entre ces deux extrêmes. « Une seule méthode, a-t-il dit, solidarité et dialogue ».

Le président de la République a ensuite insisté sur le rôle des fonctionnaires dans cette action. Ils doivent, a-t-il ajouté, obéir à trois principes d'action :

— Agir aussi vite que possible : le citoyen ne doit attendre ni la notification de ses droits, ni le versement de ses prestations, ni le service qu'il sollicite. Agir vite, c'est le premier impératif de toute réforme administrative.

— Expliquer clairement : M. Mitterrand a recommandé aux fonctionnaires d'utiliser les techniques de communication les plus modernes.

— Rechercher en permanence la plus grande efficacité : à ce propos, M. Mitterrand a insisté sur le fait que « tout tarif public doit refléter la vérité des coûts et des prix de revient, dès lors que l'État ne charge pas le service public d'obligations qui échapperaient à sa propre rentabilité ».

En conclusion, le chef de l'État a rappelé qu'il n'est pas possible à la fois de démanteler et d'oublier « que la nation a besoin d'un corps ferme, d'une structure solide ».

M. Mitterrand a également déclaré que « le gouvernement comme l'administration n'ont pas à échapper à la loi et au contrôle des juges », étant entendu que les organes judiciaires s'appliquent à eux-mêmes cette règle.

Devant les représentants des armées, le chef de l'État a ensuite évoqué le rôle qu'elles jouent dans la politique que la France souhaite conduire dans le monde. A propos du Tchad, il a noté que grâce à elles, une invasion étrangère a été stoppée.

M. Mitterrand a également fait référence à tout ce qui a pu être évité grâce à l'action de l'armée au Liban.

QUI TOLERE LE PLUS LE RACISME, L'INFORMATIEN, LE BRANCHÉ OU LE FUTUR CADRE ?

Réponse dans Actual et sur Europe 1

(Publicité)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (septembre fin août ou deux ans). La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait l'une des toutes premières écoles françaises de gestion, comparable aux meilleures institutions étrangères d'enseignement des affaires.

- Prochaine session pour la rentrée 1984 : 13-15 mars 1984.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} février 1984.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions, B.P. 105 - 95021 CERGY-PONTOISE Cedex - T. 038-38-00.

ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.

soldes NICOLL
la tradition anglaise

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

Sur le vif

La tête dans les étoiles

A la place de Mauroy, je serais très ennuyé. D'après les astrologues, dont les prédictions s'étendent à longueur d'ondes et de colonnes, pour lui, la nouvelle année s'annonce tout sauf bonne. Il est renvoyé. Malignon, terminé. Il a des ennemis de santé. Il est mêlé de près à une sombre magouille. Il est terrassé par une terrible crise cardiaque. Il est victime d'un épouvantable accident de la route. Enceinte heureuse s'il échappe aux typhons, raz de marée et autres tremblements de terre qui vont ravager la planète, et si le bébé de Caroline ou ceux de Lady Di (elle aura des jumeaux) ne lui dégringolent pas sur la tête.

Quoi qu'il en soit, avec un peu de chance, il va se retrouver d'ici quelques mois vidé, brisé, cassé en petits morceaux, claudiquant sur des béquilles, pauvre loque saignée par les éclaboussures du scandale. C'est embêtant, quand même ! Surtout si, comme moi, on y croit sans y croire tout en y croyant. Je ne suis pas la seule. Rares sont les gens qui n'ont pas une fois dans leur vie consulté, ne serait-ce qu'entre amis, les

cartes, le marc de café, ou simplement tendu la main, comme ça, pour voir ce qu'on pouvait y lire entre les lignes.

Il ne faut pas oublier qu'en France - le Point le rappelle la semaine dernière - trente mille astrologues se partagent chaque année six millions de consultations. Ça représente beaucoup de gars et beaucoup d'argent. Autant que les « pay » n'auront pas. C'est sur leurs plates-bandes, en effet, que broute à présent cet énorme troupeau de vœux lunaires qui va peissant, la tête perdue dans les étoiles, dans l'espoir d'y découvrir ce que lui réserve un avenir menacé de rigueur, de famine et d'apocalypses.

Ce, ce n'est pas ma voyante de la rue de Berni - elle est très bien, très sollicitée par le monde du spectacle et de la politique - qui le dit. C'est le président de la République. C'est le pape. Elle n'a pas dû tellement apprécier. Si les clients se mettent à leur compte, où ira-t-on ?

CLAUDE SARRAUTE.

LE COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA

Le Kenya s'inquiète tandis que le Zimbabwe conclut à l'inadaptation du multipartisme

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le coup d'État nigérian a été diversement apprécié dans les pays anglophones de l'Afrique de l'Est. En témoignent les réactions de deux pays - le Kenya et le Zimbabwe - qui se veulent des modèles de démocratie, même si celle-ci y a des allures un peu particulières. A Nairobi, on critique sévèrement le putsch nigérian et la destitution du président Shagari.

« L'absence de justification ne peut contredire le fait que le coup d'État inopportun et bréfilé », écrit The Nation, de Nairobi. « Les raisons avancées sont simplement irrecevables », ajoute-t-il. Et de douter que les nouveaux dirigeants de Lagos soient mieux armés que leur prédécesseurs pour lutter contre la crise économique et la corruption rampante. Circonstance aggravante, ce renversement de régime a eu lieu quelques mois seulement après la tenue d'élections générales. « Méconnaître ainsi ce scrutin, c'est rendre un mauvais service non seulement à des millions d'électeurs nigériens, mais encore à tous ceux qui, dans d'autres pays, sont favorables à l'expression de la volonté populaire », conclut le quotidien de Nairobi.

Certes, le Kenya a adopté, en juin 1982, le système du parti unique, mais les dirigeants de Nairobi ont su, néanmoins, interpréter avec quelque souplesse cette nouvelle règle du jeu et maintenir ainsi une certaine vie politique. Les élections législatives d'octobre dernier ont montré que le « patronage » accordé à tous les candidats par l'union nationale africaine du Kenya (KANU) était assez symbolique et que son manifeste avait un contenu plutôt flou. En revanche, l'histoire apprend que la pratique de ces « bonnes manières » n'est pas une garantie de stabilité politique. Le coup d'État manqué du 1^{er} août 1982 est là pour le prouver. Le putsch nigérian réveille de vieilles peurs parmi les dirigeants kenyans.

A Harare, on ne se montre guère surpris par le coup d'État de Lagos : « Nous n'avons cessé de mettre en garde les Nigériens contre un concept d'une démocratie à plusieurs partis, de style américain », a déclaré M. Edson Zvobgo, ministre.

● **La famille radicale s'organise**. — Après l'appel lancé par MM. Edgar Faure, sénateur (gauche dém.) du Doubs, et Maurice Faure, sénateur (gauche dém.) du Lot, en faveur de la « reconstitution d'une école de pensée radicale », une délégation permanente s'est installée au 17, boulevard Raspail à Paris.

Le zimbabwe des affaires juridiques et parlementaires. « Un tel système n'est pas fait pour l'Afrique », a-t-il ajouté. Le putsch nigérian renforce les responsables de Harare dans leur conviction qu'il faut hâter la naissance d'un système de parti unique.

Aujourd'hui, l'union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), au pouvoir, ne dispose que de 57 sièges sur 100 au Parlement. Vingt députés représentent l'union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU) de M. Joshua Nkomo, trois la formation de l'évêque Abel Muzorewa, récemment emprisonné, et vingt la minorité blanche. L'opposition au régime de M. Robert Mugabe, premier ministre, dénonce la politique d'intimidation que celui-ci pratique à son encontre pour arriver à ses fins.

M. Mugabe ne cache pas son jeu. Il a annoncé récemment que le deuxième congrès de la ZANU, qui se réunira du 8 au 12 août 1984, votera une résolution en faveur de l'abolition du multipartisme. Après ces assises, des élections générales auront lieu - probablement en 1985 - que « naturellement, nous savons, et qui favoriseront la création d'un État à parti unique », a-t-il précisé.

JACQUES DE BARRIN.

● **Les réactions du Sénégal et de la Tanzanie**. — Le Soleil, quotidien gouvernemental de Dakar, a dénoncé, lundi 2 janvier, le putsch au Nigeria comme « une atteinte à l'expérience démocratique engagée par le président Shagari ». Le Chama Cha Mapinduzi, quotidien du parti unique de Tanzanie, estime également que le coup d'État constitue « une menace pour la démocratie sur le continent ». — (Reuters, U.P.I.)

● **Les forces de sécurité du territoire namibien** ont annoncé lundi 2 janvier à Windhoek qu'elles avaient tué au moins cinquante-sept maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et qu'elles avaient perdu quatre hommes depuis le début des opérations dans le sud de l'Angola, le 6 décembre dernier. Dans son communiqué, le général George Meiring, chef sud-africain des forces de sécurité en Namibie, a ajouté que d'autres combattants de la SWAPO avaient certainement trouvé la mort au cours de raids aériens et d'attaques d'artillerie. (A.F.P. - Reuters.)

Le numéro du « Monde » daté 3 janvier 1984 a été tiré à 491 940 exemplaires

1934 - 1984

SOLDES* EXCEPTIONNELS
DU CINQUANTENAIRE



ALEXANDRE
FOURRURES 376, r. St-Honoré Paris (1^{er})

* Jusqu'à épuisement des stocks.

مكتبة ابن الأثير